

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA GUERRE EN AFGHANISTAN VUE DE L'INTÉRIEUR : LES
RELATIONS CIVILO-MILITAIRES SOUS BARACK OBAMA

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MARILYNE CHOQUETTE-LANDRY

AVRIL 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je dois tout d'abord remercier mon directeur Charles-Philippe David (professeur en science politique à l'UQAM et titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand), pour ses précieux conseils, sa confiance et sa disponibilité. Un grand merci également à Frédérick Gagnon (professeur en science politique à l'UQAM et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis) pour m'avoir très souvent accordé de son temps.

Je souhaite également remercier mes collègues et amis de la Chaire Raoul-Dandurand, plus particulièrement Amélie Escobar, Aurélie Allain, Julien Saada, Pierre-Alain Clément et Julien Tourreille. Vous avez, chacun à votre façon, contribué à ce travail par vos conseils, votre écoute et votre talent.

Sur une note personnelle, je tiens à remercier ma famille et à exprimer toute ma gratitude à Vincent Boucher pour sa patience, ses relectures et ses commentaires. Cela n'aurait pas été possible sans toi. Un merci particulier également au Dr. Daniel Saint-Germain, dont la science a permis l'achèvement de ce mémoire. Enfin, merci à Molly et Zoé.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vi
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.....	1
Méthodologie et technique d'analyse.....	17
Sélection des sources.....	18
CHAPITRE 1	
CADRE THÉORIQUE ET PRÉSENTATION DES CONCEPTS : LE CONTRÔLE CIVIL ET LE CARACTÈRE PRÉSIDENTIEL.....	21
1.1 Le contrôle civil	21
1.1.1 Les suprématistes professionnels : Huntington et ses disciples	23
1.1.2 Les suprématistes civils : vers un dépassement du modèle huntingtonien.....	30
1.2 Le caractère présidentiel	37
1.2.1 La personnalité du président	37
1.2.2 La cognition et l'apprentissage	43
1.2.3 Le caractère présidentiel de Barack Obama.....	45
CHAPITRE II	
LA SUPRÉMATIE PROFESSIONNELLE DE JANVIER 2009 À JUIN 2010	50
2.1 Contre-insurrection et contre-terrorisme : stratégies contradictoires.....	52
2.1.1 «CT amélioré» : l'alternative bon marché	52
2.1.2 COIN : une approche de sécurité globale	54
2.2 Le sursaut prolongé	59
2.1.1 Le processus du sursaut prolongé	60
2.3 L'affaire McChrystal	70
2.4 L'impact du style cognitif : le caractère «obamien»	72

CHAPITRE III	
LE RETOUR À UNE SUPRÉMATIE CIVILE	81
3.1 Le discours de West Point : le début de la fin de la suprématie professionnelle	82
3.3.1 L'ambiguïté du discours de West Point	82
3.1.2 Concession stratégique.....	84
3.1.3 Une fermeté nouvelle pour le commandant en chef	86
3.2 Le revers de la médaille : la gestion de l'affaire McChrystal par Obama	89
3.2.2 L'arrivée de Petraeus et ses conséquences	90
3.3 D'une guerre nécessaire à une guerre de choix	93
3.3.1 Les leçons de l'histoire	94
3.3.2 «Afghan Good Enough»	96
3.3.3 L'empreinte légère.....	99
3.4 L'insularité de la Maison-Blanche : le remède à l'influence des généraux	102
CONCLUSION.....	106
BIBLIOGRAPHIE.....	111

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Étendue des possibilités offertes au directeur et à l'agent	32
1.2 Les types de personnalités présidentielles selon Thomas Preston	41

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ANA	Armée nationale afghane
AWW	American Way of War
CENTCOM	United States Central Command
CIA	Central Intelligence Agency
CSN	Conseiller à la sécurité nationale
COIN	Counter-insurgency
CT	Counter-terrorism
FM 3-24	Field-Manual 3-24
ISAF	International Security Assistance Forces
JCOS	Joint Special Operation Command
JCS	Joint Chiefs of Staff
MCWAR	Marine Corps War College
NSC	National Security Council
NSS	National Security Staff
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
RAM	Révolution dans les affaires militaires
UAV	Unmanned Aerial Vehicles
WP	Washington Post

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse aux relations civilo-militaires sous Barack Obama dans le cas de la guerre en Afghanistan. Il vise à faire ressortir les interactions entre le président et les généraux responsables de l'intervention américaine dans la prise de décision. Son objectif est double : faire état des relations civilo-militaires entourant ce cas précis de 2009 à 2012, puis faire ressortir les facteurs qui ont structuré ces interactions.

Dans un premier temps, ce travail démontre que de janvier 2009 à juin 2010, l'administration Obama s'apparentait davantage à une suprématie professionnelle (militaire) en ce qui a trait au processus décisionnel devant déterminer la stratégie à adopter en Afghanistan. La décision du sursaut prolongé en décembre 2009, dans l'optique d'une contre-insurrection, ainsi que les nombreuses insubordinations des généraux pour orienter le conflit, en sont les principaux éléments. À compter de juin 2010, les relations civilo-militaires sont passées à une suprématie civile, allant de pair avec une réorientation stratégique pour l'Afghanistan vers des moyens de contre-terrorisme. Le recours croissant aux drones et aux forces spéciales, combiné au retrait progressif des troupes américaines, va en ce sens.

Dans un second temps, le changement au niveau des relations civilo-militaires est expliqué en partie par le caractère présidentiel de Barack Obama. Ses facteurs cognitifs ont d'abord offert aux généraux l'opportunité de s'immiscer dans la prise de décision, amenant ensuite Obama à adapter sa structure décisionnelle en la centralisant à la Maison-Blanche. De cette façon, les militaires ont été évincés du cercle décisionnel restreint de la formulation de la stratégie pour l'Afghanistan.

Par conséquent, ce mémoire se veut une étude de cas et se fonde sur les concepts d'autorité civile, provenant des contributions théoriques sur les relations civilo-militaires, et de caractère présidentiel, issu du champ d'étude du processus décisionnel en politique étrangère américaine. La combinaison de ces éléments permet de décortiquer le processus décisionnel et d'adopter un niveau d'analyse individuel qui prend en considérations la subjectivité du décideur pour comprendre en partie l'évolution des relations civilo-militaires sous Obama.

Mots clés : relations civilo-militaires, Afghanistan, Barack Obama, processus décisionnel, caractère présidentiel, contre-insurrection, contre-terrorisme.

INTRODUCTION

Alors que la date fatidique du retrait définitif des troupes américaines en Afghanistan approche, passant le flambeau de la sécurité du pays aux forces policières et à l'armée locales, il est possible d'affirmer que, dans une certaine mesure, l'intervention américaine se terminera comme elle a commencé. En effet, malgré un interlude ayant permis aux États-Unis d'expérimenter la contre-insurrection (COIN) pour une seconde fois depuis le désastre du Vietnam, la guerre a bel et bien débuté en respectant les principes de la doctrine Weinberger-Powell¹, conformément à l'*American Way of War* (AWW)² (Rotmann *et al.*, 2011, p.36). Les dernières années de l'intervention de plus d'une décennie témoignent également d'un retour vers une façon plus conventionnelle de faire la guerre. L'épisode contre-insurrectionnel n'est aujourd'hui plus qu'un mauvais rêve pour l'institution militaire,

¹ La doctrine Weinberger-Powell, dont la vocation est largement associée à un refus de commettre à nouveau les erreurs du Vietnam et de minimiser les pertes humaines et financières, est en fait un amalgame entre la doctrine nommée selon le secrétaire à la Défense sous Ronald Reagan, Caspar Weinberger, et de la doctrine Powell, référant au chef d'état-major interarmes sous George H.

Colin Powell a par la suite endossé la doctrine Weinberger en insistant sur l'assurance de victoires rapides et décisives, notamment lors de la guerre d'Irak de 1991 (Campbell, 1998, p.366; Record, 2007, p.82-83). L'intervention aura d'ailleurs grandement renforcé cette façon de faire la guerre et aura finalement donné beaucoup de poids à la doctrine Weinberger-Powell, dont l'essence est encore aujourd'hui largement défendue et assimilée par l'institution militaire américaine (Campbell, 1998, p.366).

² Colin Gray fait ressortir treize caractéristiques de l'AWW, parmi lesquelles nous retrouvons notamment son côté apolitique, sa dépendance à la technologie et à la puissance de feu, son habileté à mener des guerres régulières, allant de pair avec une aversion pour les conflits dits irréguliers, et sa volonté d'éviter à tout prix les pertes de vies américaines (Gray, 2006, p.30-49). La façon traditionnelle américaine de faire la guerre renvoie principalement aux guerres classiques interétatiques, où l'ennemi et les objectifs sont bien définis, et où la victoire correspond au fait de remporter les batailles (Bacevich, 2010 p.199; Gray, 2006, p.42-44; Lacquement, 2010, p.27). Les niveaux opérationnels et tactiques sont bien séparés des niveaux stratégiques et politiques, les premiers étant la force de l'institution militaire, d'où une certaine dépendance à l'égard des moyens (puissance de feu et technologie) (Gray, 2006, p.30-31, 35-38, 45-47).

qui, suivant la Maison-Blanche, a finalement retrouvé sa zone de confort en s'appuyant sur la technologie, la force aérienne et peu de troupes au sol.

Pourtant, malgré cette tendance américaine à faire la guerre de façon conventionnelle, l'intervention en Afghanistan n'a rien d'un conflit interétatique classique, avec un adversaire clair et précis qu'il faut affronter sur un champ de bataille donné (Bacevich, 2010; Lacquement, 2010; Rotmann *et al.*, 2011; Schadlow et Lacquement, 2009). D'ailleurs, ce phénomène demeure symptomatique des interventions où sont investis les militaires américains dans la période post-guerre froide puis post-11 septembre (Ricks, 2012; Rotmann *et al.*, 2011; Schadlow et Lacquement, 2009). Paradoxalement, les difficultés rencontrées pour faire face à l'insurrection en Afghanistan auront servi à renforcer les habitudes de guerre du pays et à décourager l'institution militaire d'adapter son mode d'intervention aux conflits asymétriques du XXI^e siècle. Il va sans dire, alors, qu'un certain décalage avec la façon d'intervenir perdure (Record, 2007, p.92-93).

Malgré tout, force est de constater que cette évolution des conflits où intervient le géant américain a affecté le rôle traditionnel de conseiller des militaires, selon lequel le décideur civil s'attend à recevoir un avis expert et impartial (Betts, 2009; Desch, 1998, 1999, 2007, 2009 ; Feaver, 2003, 2011; Feaver et Gelpi, 2004; Huntington, 1957; Kohn, 2002; Owens, 2011). Loin de refléter cette conception traditionnelle, l'intervention en Afghanistan indique une politisation croissante des généraux, alors que ceux-ci s'imposent de plus en plus dans la prise de décision aux niveaux stratégique et politique, phénomène accentué par l'épisode contre-insurrectionnel (Desch, 2007; Kaplan, 2013; Kilcullen, 2007; Kohn, 2007; Moten, 2009; Owens, 2011; Ricks, 2012; Rotmann *et al.*, 2009; Shadlow et Lacquement, 2009; Strachan, 2010). En effet, cette approche rend bien plus ardue la distinction entre les différents niveaux de la guerre. Le tactique et l'opérationnel deviennent stratégiques, alors que les «généraux politiques» connaissent davantage de succès

quand vient le temps de mener une campagne de contre-insurrection (Strachan, 2010, p.167).

Il est également légitime de suggérer que, en dépit du caractère asymétrique du conflit, ce retour à une façon plus conventionnelle d'intervenir en Afghanistan reflète bien l'état des relations civilo-militaires à l'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche en janvier 2009. En effet, alors que les généraux responsables de mener les opérations sur le terrain tentent ardemment d'orienter les efforts américains vers une COIN, les civils de l'administration semblent favoriser des méthodes plus classiques et moins coûteuses (Hastings, 2012; Kaplan, 2013; Sanger, 2012; Vandal, 2011, 2012; Woodward, 2011). De plus, considérant la porosité de la démarcation entre les domaines civils et militaires associée à la contre-insurrection, il devient de plus en plus fréquent de voir les généraux prendre des décisions politiques. Par conséquent, il n'est pas surprenant que les militaires aient occupé une place centrale dans le débat relatif à la révision stratégique pour l'Afghanistan au cours du premier mandat d'Obama (Hastings, 2012; Kaplan, 2013; Ricks, 2013; Sanger, 2012; Vandal, 2012; Woodward, 2011).

Parallèlement, au cours de sa campagne présidentielle en 2008, ce dernier avait affirmé à maintes reprises sa volonté de mettre un terme à la guerre en Irak pour réorienter les efforts américains vers l'Afghanistan (Crenshaw, 2011, p.243-244; Korb et Rothman, 2011, p.270-272; Vaïsse, 2012, p.10; Vandal, 2011, p.17, 144-145, 163-164). Il défendait l'idée que la négligence de l'administration précédente avait entraîné la détérioration de la situation et favorisé l'émergence de l'insurrection qui, à partir de 2005, avait rendu la situation chaotique (Rotmann *et al.*, 2009, p.36; Vaïsse, 2012, p.11; Vandal, 2011, p.150-152, 159; Sanger, 2012, p.18, 20). Alors que l'Irak ne représentait pas une menace à la sécurité des États-Unis, le problème de l'Afghanistan était tout autre selon Obama. Il se vantait d'ailleurs d'avoir été l'un des seuls sénateurs à s'être opposé à la première, alors qu'il avait soutenu la seconde depuis 2001

(Vandal, 2011, p.41, 2012, p.14; Woodward, 2011, p.36). Il fit donc campagne en qualifiant l'intervention en Afghanistan de «guerre nécessaire» ou de «guerre juste», et en promettant de déployer les efforts appropriés pour vaincre la menace qui pesait sur l'Amérique (Korb et Rothman, 2011, p.272; Sanger, 2012, p.4, 24-25; Vandal, 2012, p.13; Woodward, 2011).

Or, alors qu'Obama entamait son premier mandat, le Pentagone était au beau milieu de son interlude contre-insurrectionnel. Le général David Petraeus voguait sur le succès qu'il avait connu en Irak en déployant cette stratégie déterrée du passé et revampée pour les besoins de la cause (Bacevich, 2010, p.194-195; Woodward, 2011, p.37). Déjà, la nouvelle administration, tentant de respecter ses promesses, semblait prédestinée à suivre le modèle du *surge* en Irak orchestré par le général quatre étoiles (Bacevich, 2010, p.206-207; Kaplan, 2013, p.312). Intervention éminemment politique, la COIN risquait de mettre l'institution militaire au devant de la scène dans les débats devant déterminer la stratégie à employer en Afghanistan. En s'intéressant à la conduite de cette guerre, il semble alors incontournable de s'attarder aux relations entre le Pentagone et la Maison-Blanche et, ce faisant, à leurs impacts sur l'issue des décisions prises par la nouvelle administration démocrate.

Nous verrons en effet dans ce mémoire que l'intervention en Afghanistan cache une autre guerre, interne cette fois, entre un président et ses généraux, qui met en lumière les rapports de force entre civils et militaires quand vient le temps de prendre des décisions en temps de guerre. Si plusieurs ont souligné la centralité du conflit afghan dans l'agenda de politique étrangère du président (Bacevich, 2010; Kaplan, 2013; Pfiffner, 2011; Ricks, 2012; Sanger, 2012; Vandal, 2011, 2012; Wayne 2011, 2012; Woodward, 2011), peu de travaux scientifiques analysant en profondeur la façon dont Obama a géré les interactions avec ses généraux ont été réalisés. La littérature existante abordant cet enjeu se limite plutôt à des comptes-rendus journalistiques.

Revue de la littérature

Obama et l'Afghanistan

Beaucoup d'ouvrages consacrés à la politique étrangère de Barack Obama au cours de son premier mandat se consacrent en partie ou en totalité à l'Afghanistan. Ce faisant, ils abordent implicitement ou explicitement les rapports de force entre le président et ses généraux. Un des premiers à avoir ouvert le bal est le journaliste du *Washington Post* Bob Woodward, fidèle à son habitude de révéler les dessous de la prise de décision à la Maison-Blanche. Dans *Les guerres d'Obama*, il relate en détails les premiers mois de l'administration et le processus décisionnel entourant la décision du sursaut prolongé en Afghanistan, processus s'étant étiré sur près d'un an. Celui-ci demeure un exemple des plus révélateurs pour découvrir l'importance accordée à la guerre par le président et la réelle influence des militaires dans la prise de décision (Woodward, 2011, p.21-22). En effet, Woodward présente les fréquentes tensions entre l'administration et ses généraux en abordant notamment les nombreuses tactiques utilisées par David Petraeus et Stanley McChrystal pour imposer leur point de vue sur la stratégie à adopter en Afghanistan (Woodward, 2011, p.238, 266-267). Woodward nous démontre comment la révision stratégique commandée par Obama dès janvier 2009 est devenue une véritable guerre entre deux approches radicalement opposées : la contre-insurrection et le contre-terrorisme (CT).

Obama : guerres et secrets du journaliste du *New York Times* David E. Sanger demeure dans la même veine. L'auteur aborde cependant d'autres enjeux de la politique étrangère d'Obama, et insiste davantage sur le rôle du Pakistan, acteur imprévisible, dans le conflit afghan (Sanger 2012, p.8-9, 65). Par conséquent, Sanger démontre que, dès le début, le président a fait du Pakistan une composante indissociable de la guerre en Afghanistan, en raison de la vulnérabilité de son arsenal nucléaire et des sanctuaires qu'il offre aux insurgés afghans. Il enverra d'ailleurs dans

ces zones un nombre croissant de drones armés à compter de 2010 (Sanger, 2012, p.12, 277-308). À l'instar de Woodward, Sanger fait ressortir les querelles civilo-militaires. Selon lui, elles sont davantage présentes sous la nouvelle administration démocrate qu'avec George W. Bush, où les militaires avaient l'habitude d'obtenir ce qu'il demandaient (Sanger, 2012, p.32-33). Sanger démontre ensuite que, tout comme la population américaine, Obama a rapidement fini par avoir du mal à soutenir l'intervention en Afghanistan, tant financièrement que moralement (Sanger, 2012, p.44, 47) C'est en ce sens qu'il cherchera une porte de sortie et qu'il annoncera le retrait graduel des troupes à partir de juillet 2011 (Sanger, 2012, p.50-52). Surtout, Sanger illustre comment l'Afghanistan est devenu une guerre de choix pour le président, et non plus une guerre de nécessité comme il le soutenait durant sa campagne électorale (Sanger, 2012, p.148).

Andrew Bacevich, professeur à l'Université de Boston et ancien officier de l'Armée américaine, aborde à son tour les interactions entre Obama et ses généraux, insistant sur le cas du général Petraeus, dans un ouvrage offrant une analyse assez critique de la stratégie de COIN en Afghanistan et en Irak. *Washington Rules* relate en effet les débuts de la contre-insurrection en 2006 et affirme qu'au final, de Bush à Obama, rien n'a vraiment changé : peu importe qui est au pouvoir, les règles de Washington perdurent (Bacevich, 2012, p.185-186). Bacevich se sert des exemples de l'Irak et de l'Afghanistan, et de la façon dont la contre-insurrection a été appliquée dans les deux cas pour démontrer son propos. Il associe l'origine de cette stratégie au parcours du général, consacré père de la contre-insurrection moderne, qu'il dépeint comme un «entrepreneur de politique étrangère» ayant profité d'une fenêtre d'opportunité sous l'administration Bush (Bacevich, 2012, p.199). Il n'y aura donc rien de surprenant à ce que le clan Petraeus, dont fait partie le nouveau commandant en Afghanistan Stanley McChrystal en 2009, revendique ardemment une stratégie de COIN auprès d'Obama. Pour Bacevich, il est clair que la décision du président

d'envoyer davantage de troupes a été prise en continuité avec l'héritage du succès de la COIN en Irak (Bacevich, 2010, p.216, 220).

De son côté, le journaliste Fred Kaplan soutient que, dans le long débat sur la stratégie à adopter en Afghanistan, l'influence des généraux a largement dépassé leur rôle traditionnel de consultants professionnels (Kaplan, 2013, p.297). Ils ont plutôt cherché à coincer Obama par la façon dont les options du sursaut prolongé lui ont été présentées et par les nombreuses fuites dans les médias (Kaplan, 2013, p.311, 313). Kaplan aborde également le cas de Petraeus et soutient que celui-ci s'évertuait à promouvoir sa philosophie de COIN plutôt que de s'attarder aux problèmes singuliers du conflit (Kaplan, 2013, p.312). Or, les sanctuaires pakistanais, le manque de légitimité du gouvernement Karzaï et l'absence de soutien de la population américaine rendaient la COIN difficile à justifier (Kaplan, 2013, p.313-314). Le journaliste à la revue *Foreign Policy* Thomas Ricks dira ensuite que Petraeus, malgré son influence considérable sur l'issue de la guerre en Irak et sa tentative de réorienter l'Afghanistan dans la même direction, n'a pas pu surmonter le refus progressif de l'administration Obama de s'engager dans une contre-insurrection illimitée (Ricks, 2012, p.446). Comme le souligne l'auteur, Petraeus quittera finalement son poste au sein de l'armée pour intégrer la *Central Intelligence Agency* (CIA) au moment où la contre-insurrection évoquait le vague sentiment d'échec d'une expérience passée (Ricks, 2012, p.446).

Michael Hastings, journaliste au *Rolling Stone Magazine*, met ensuite en contexte, dans *The Operators*, l'entretien que lui a accordé Stanley McChrystal et qui a coûté à ce dernier son poste de commandant. Le général et son équipe y avaient tenu des propos peu flatteurs à l'égard de l'administration Obama. Selon lui, cette incartade reflète systématiquement le décalage entre civils et militaires, cause de bien des conflits internes (Hastings, 2012, p.53). Il démontre que les frictions ont été fréquentes entre McChrystal et Obama, principalement en raison du revirement de la

part du président concernant la stratégie à adopter en Afghanistan (Hastings, 2012, p.53-56). En effet, après avoir accepté d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires sur le terrain sous certaines conditions, le président a finalement choisi d'en finir avec la stratégie contre-insurrectionnelle chère à McChrystal et Petraeus pour se tourner vers les options préconisées par son équipe de sécurité nationale, soit le retrait rapide des troupes et le recours aux opérations spéciales et aux drones (Hastings, 2012, p.149-151, 370-371, 374-375). L'ouvrage de Hastings souligne également la politisation des généraux et, par conséquent, leurs nombreuses tentatives pour influencer le processus décisionnel (Hastings, 2012, p.53, 322-323).

Le premier secrétaire à la Défense sous Obama, Robert Gates, a également fait couler beaucoup d'encre avec la publication de ses mémoires en janvier 2014. En poste jusqu'en 2011, ce dernier s'ajoute à la liste des auteurs abordant les interactions difficiles entre le Pentagone et la présidence. En tant que témoin privilégié, il révèle certains détails de la prise de décision en lien avec l'Afghanistan. Il soutient n'avoir jamais été témoin d'un tel niveau de centralisation et de micro-gestion à la Maison-Blanche, ni d'une telle méfiance entre civils et militaires (Gates, 2014, p.474, 488, 585-587). Ces phénomènes se sont amplifiés graduellement alors que le processus décisionnel menant au sursaut prolongé était terminé et que le président délaissait la COIN au profit du CT (Gates, 2014, p.474-475).

Il ressort ainsi des principaux ouvrages traitant de la gestion de l'Afghanistan sous Obama deux éléments incontournables. D'abord, si l'on souhaite bien comprendre la stratégie choisie par l'administration, il importe de se pencher sur les rapports de force entre le président et ses généraux dans la prise de décision. Ceux-ci ont en effet teinté le processus décisionnel alors que la popularité de la COIN était à son apogée au sein de l'armée américaine. Face à ce constat, nous avons choisi d'aborder les relations civilo-militaires comme faisant *partie* de la prise de décision. Effectivement, dans ce cas-ci, il nous apparaît impossible de dissocier l'une de l'autre.

Ensuite, nous constatons qu'un changement s'est opéré dans la gestion de l'Afghanistan par le président. Au cours de sa première année à la Maison-Blanche, les principales décisions prises en lien avec le conflit afghan semblaient donner raison aux généraux et orienter l'intervention vers une COIN. Or, à un certain moment, Obama s'est ensuite tourné vers le CT revendiqué par son équipe civile de sécurité nationale, ce qui est venu changer la dynamique civilo-militaire (Hastings, 2012, p.375; Sanger, 2012, p.30-32; Woodward, 2011, p.400). Considérant les efforts des généraux pour forcer le choix de la stratégie, il nous semble alors pertinent de se référer, dans un premier temps, aux contributions théoriques abordant les relations civilo-militaires. Dans un second temps, l'implication personnelle du président dans le processus cherchant à déterminer l'orientation de l'intervention et le haut niveau de centralisation de la prise de décision nous amèneront du côté des théories décisionnelles.

Les relations civilo-militaires : approches théoriques

Les efforts théoriques dans le domaine des relations civilo-militaires peuvent être répartis en trois courants dominants : les approches institutionnelles, contextuelles et individuelles.

Premièrement, parmi les théories institutionnelles nous retrouvons la base de la théorisation des relations entre le Pentagone et la Maison-Blanche dans l'oeuvre de Samuel Huntington. Datant de 1957, *The Soldier and the State* présente un cadre d'analyse institutionnel grandement influencé par le contexte de la guerre froide et de la menace soviétique (Huntington, 1957, p.345-346; Huntington et Goodpaster, 1977, p.9-13; Owens, 2011, p.21). Selon lui, trois éléments ont façonné les relations civilo-militaires : la menace extérieure, le cadre constitutionnel des États-Unis et, finalement, l'idéologie libérale américaine. Celle-ci entre toutefois en contradiction avec le conservatisme qui caractérise l'institution militaire et qui est essentiel à son

bon fonctionnement (Huntington, 1957, 1977; Owens, 2011, p.20-21). Huntington cherche alors à doter le Pentagone et les institutions civiles en rapport avec la sécurité nationale d'une ligne de conduite qui guidera leurs interactions, de façon à ce que le libéralisme de la société ne remette pas en cause le professionnalisme des militaires (Huntington, 1957, p.83-84, 90, 93). Il insiste sur une séparation stricte des champs de compétence de chacun, sans quoi l'efficacité et la neutralité des forces armées ne peuvent être garanties (Huntington, 1957, p.83-84). Depuis 1957, plusieurs auteurs ont peaufiné et actualisé les fondements théoriques de Huntington, tout en en conservant les principes généraux (Betts, 2009; Desch, 2007, 2009; Huntington et Goodpaster, 1977).

Certains ont cependant remis en cause la pertinence d'un modèle figé dans la guerre froide pour analyser les relations civilo-militaires contemporaines. C'est le cas notamment de Janine Davidson, qui préfère les aborder à travers la culture organisationnelle des institutions. Ancienne officier de l'Air Force et sous-secrétaire adjointe à la Défense de 2009 à 2012, elle rappelle que les dissidences culturelles entre les organisations militaire et civile sont telles que les institutions ne parlent tout simplement pas le même langage (Brooks, 2013; Davidson, 2013). Les valeurs qui guident chacune d'elles divergent fondamentalement et entraînent nécessairement des frictions, qui ne remettent pas systématiquement en cause la sécurité et la démocratie américaines (Brooks, 2013).

De leur côté, Mackubin Thomas Owens, ainsi que Nadia Shadlow et Richard A. Lacquement, soutiennent que certains facteurs contextuels évolueront pour devenir particulièrement déterminants pour l'étude des relations civilo-militaires. On y retrouve notamment le contexte intérieur de la formulation de la politique étrangère américaine, l'environnement sécuritaire international et le caractère changeant de la guerre qui amène l'armée américaine à intervenir de plus en plus dans des opérations de stabilisation (Owens, 2011, p. 173, 175, 180, 185-186; Shadlow et Lacquement,

2009, p.117, 120-122). Ce faisant, ils questionnent la pertinence de la ligne de conduite proposée par Huntington et soulignent son décalage avec le cadre d'intervention contemporain. En effet, les relations civilo-militaires ne se déroulent plus dans un contexte de conflits interétatiques classiques, sur lequel est fondée l'approche huntingtonienne.

Ensuite, Peter D. Feaver se déplace au niveau individuel et présente un cadre d'analyse de l'agent et du directeur (*principal-agent*) pour étudier les relations civilo-militaires. La rationalité étant au coeur de son approche, il soutient que l'agent (le militaire) autant que le directeur (le civil) procèdent à un calcul coûts-bénéfices qui guidera pour le premier son choix d'obéir ou de désobéir à un ordre civil, et, pour le second, l'exercice d'un contrôle plus ou moins intrusif (Feaver, 2003, p.55-56; Owens, 2011, p.29). Il offre également une analyse des relations civilo-militaires sous George W. Bush durant le processus ayant mené à la décision du sursaut en Irak en 2007 (Feaver, 2011, p.89). Pour ce faire, Feaver se concentre sur la notion de contrôle civil et sur les différentes façons de l'exercer, menant soit à une suprématie professionnelle ou civile. Dans le premier cas, l'impact des militaires se fera ressentir bien au-delà de leur champ de compétence pour se retrouver aux niveaux politique et stratégique, alors que dans le second cas les civils s'immisceront dans les niveaux tactique et opérationnel (Feaver, 2011, p.89-92).

Finalement, Matthew Moten et Eliot Cohen se démarquent du lot en offrant des analyses qui tendent à dépasser la rationalité de l'acteur. Ultimement, Moten soutient qu'aucun modèle ne peut garantir des relations civilo-militaires saines, si ce n'est une forme de confiance entre les deux parties (Moten, 2009, p.70). De son côté, Cohen défend la thèse que si certains hommes d'État comme Abraham Lincoln ont connu autant de succès dans la conduite de leur politique étrangère en temps de guerre, c'est parce qu'ils ont su s'immiscer habilement dans les affaires militaires (Cohen, 2002, p.5). Les qualités du décideur semblent alors essentielles à l'étude des

interactions entre le président et ses généraux, comme le démontre le cas de Lyndon Johnson pendant la guerre du Vietnam. En effet, le manque de leadership de ce dernier l'aurait amené à déléguer la prise de décision aux généraux (Cohen, 2002, p.184-185).

Les théories décisionnelles

Parmi les théories décisionnelles en politique étrangère américaine, nous retrouvons principalement trois grandes approches : bureaucratique (ou organisationnelle), utilitariste et perceptuelle (David, 2004, p.16-18, 26).

Dans un premier temps, les approches bureaucratiques postulent que le pouvoir de décision est partagé entre les diverses administrations et bureaucraties (David, 2004, p.19). Les décisions prises sont alors le résultat de luttes bureaucratiques entre les différents intérêts organisationnels (David, 2004, p.18-19). La politique étrangère est abordée comme une forme de marchandage constant entre les agences avec lesquelles le président doit composer quotidiennement. Amy Zegart met d'ailleurs en relief les divergences fondamentales entre les bureaucraties axées sur la politique intérieure et celles relevant de la politique extérieure (*National Security Agencies*) (Zegart, 1999, p.12-14). Lors de la formulation de la politique étrangère, le président se verra ainsi confronté à des agences possédant leurs propres règles et qui défendent leurs intérêts organisationnels davantage que l'intérêt national (Zegart, 1999, p.). La politique extérieure américaine est donc le résultat de l'interaction entre différentes *National Security Agencies*, comme le *National Security Council* (NSC), et l'exécutif (Zegart, 1999, p.52).

Il existe toutefois un moyen bien simple employé par les présidents pour contrecarrer l'influence bureaucratique sur la prise de décision. En effet, une grande centralisation du processus peut venir minimiser l'impact des acteurs ne faisant pas

partie du cercle décisionnel restreint de conseillers choisis par le président (David, 2012, p.460-461). Dans les moments de crise surtout, alors que les enjeux de sécurité nationale sont particulièrement cruciaux, les chefs de l'exécutif ont démontré une tendance à la centralisation, allant de pair avec leur intérêt personnel pour diriger le processus décisionnel (David, 2012, p.460-461; Hermann, 2003; Mintz et DeRouen, 2010, p.19). Ainsi, l'implication d'un président et son contrôle de la prise de décision en lien avec un enjeu de sécurité nationale de haute importance peuvent venir réduire de façon significative l'importance du jeu bureaucratique sur le processus. D'un autre côté, Jean A. Garrison fait également ressortir la prédominance de certains conseillers du président dans le jeu bureaucratique, qui chercheront d'abord à promouvoir leurs propres intérêts plutôt que l'intérêt national, en recourant à des formes de manipulations du processus décisionnel (Garrison, 1999). Bien que cette voie soit particulièrement intéressante pour analyser la prise de décision sous l'administration Obama en raison du rôle central joué par ceux que James Mann a appelé les «Obamiens» (Mann, 2012), il n'en demeure pas moins que l'attention accordée à certains conseillers nous semble avant tout déterminée par le président lui-même. En effet, dans le cas d'Obama et de sa gestion de la guerre en Afghanistan, son implication personnelle dans la révision stratégique et le haut niveau de centralisation nous poussent plutôt à privilégier les analyses qui concentrent leurs efforts sur celui qui demeure à la tête du processus décisionnel : le président.

De leur côté, les approches utilitariste et perceptuelle, contrairement à l'approche bureaucratique, ont en commun un niveau d'analyse individuel. Elles abordent toutefois l'individu de façon fondamentalement différente. D'abord, l'approche utilitariste prend la rationalité de l'acteur comme postulat de base (David, 2004, p.16; Mintz et DeRouen, 2010, p.7). Le décideur prend alors ses décisions en fonction des objectifs à atteindre et de la façon la plus payante d'y parvenir. Elles sont alors le fruit d'un calcul coût-bénéfices qui déterminera l'orientation choisie par l'individu dans sa quête d'une solution optimale (David, 2004, p.16; Mintz et

DeRouen, 2010, p.7). L'objectivité est intrinsèque à ce genre d'analyses, en ce qu'elles font totalement abstraction des biais cognitifs et des caractéristiques personnelles qui distinguent les décideurs (David, 2004, p.16-17; Mintz et DeRouen, 2010, p.7-8).

À l'opposé, l'approche perceptuelle rejette en grande partie l'objectivité et la rationalité pour se concentrer sur la subjectivité de l'acteur. Les décisions résultent des perceptions, influencées par les valeurs et la psychologie de l'individu (David, 2004, p.17; de Swielande, 2012; Mintz et DeRouen, 2010, p.9, 38-40). On retrouve au sein de ces approches un vaste nombre d'études portant sur la personnalité ou le caractère, le code opérationnel³ et la cognition pour analyser le processus décisionnel en politique étrangère américaine. L'accent est mis sur les caractéristiques individuelles du décideur et leur impact sur la manière dont il utilisera les ressources à sa disposition. Ainsi, l'approche perceptuelle ne cherche pas uniquement à expliquer l'issue d'une décision. Elle essaie plutôt de mettre en relief le processus ayant mené à celle-ci, et ses possibles dynamiques et distorsions (Mintz et DeRouen, 2010, p.9). Stanley Renshon soutient d'ailleurs l'importance des facteurs psychologiques pour comprendre le processus décisionnel :

The presidency is an office in which the occupant's psychology matters a great deal. [...] [H]is decisions about whether or not to act and how to do so involve a large element of discretion. This degree of discretionary power and policy latitude intrinsic to the office means that the president's views of the circumstances that he faces, his views of the tools available to him and their use, and his views of the right course of action are central to understanding the choices and decisions made by his administration. (Renshon, 2012, p.50).

³ L'utilisation du code opérationnel pour analyser les décisions de politique étrangère des présidents américains a été remise de l'avant par Alexander L. George dans les années 1960. S'appuyant sur une documentation riche et abondante, ce concept permet de saisir le fonctionnement décisionnel d'un président, en se penchant sur ses croyances et sa vision du monde (George, 1969).

Étant donné l'implication personnelle d'Obama et la centralité des interactions entre le président et les généraux dans la prise de décision en lien avec l'Afghanistan, nous considérons l'approche perceptuelle comme particulièrement intéressante dans le cadre du présent travail. En effet, elle semble offrir des outils pertinents pour l'analyse du processus ayant mené au choix d'une stratégie s'apparentant d'abord à la contre-insurrection puis au contre-terrorisme. En permettant de s'attarder aux impacts des caractéristiques du décideur sur la prise de décision, l'approche perceptuelle propose une piste intéressante en vue d'expliquer comment un tel changement de stratégie et, par conséquent, de la dynamique civilo-militaire, a été rendu possible.

Problématique et hypothèse de recherche

Les efforts théoriques sur les relations civilo-militaires nous permettent de constater que la gestion de la guerre en Afghanistan par Obama a été d'abord caractérisée par une présence accrue des militaires dans la prise de décision, correspondant à une suprématie professionnelle. Par la suite, alors que le président réorientait les efforts américains vers une forme de contre-terrorisme, l'administration semble avoir repris possession de son processus décisionnel pour aboutir à une forme de suprématie civile. S'il est possible de constater cette évolution de la dynamique civilo-militaire avec les outils offerts par ce champ d'étude, il demeure plus ardu de démontrer comment la situation a évolué. En ce sens, les théories décisionnelles semblent proposer une piste beaucoup plus intéressante pour expliquer cette évolution. En effet, considérant le rôle central joué par le président dans le processus décisionnel, il nous apparaît approprié d'adopter un niveau d'analyse individuel dans la lignée de l'école perceptuelle. À l'instar de Cohen, nous considérons que l'analyse du style présidentiel d'Obama pourrait mettre en lumière certains facteurs pertinents (Cohen, 2002).

Ainsi, ce projet veut combler la lacune au niveau de l'analyse des relations civilo-militaires sous Obama en se basant sur les travaux déjà réalisés en lien avec l'Afghanistan et la prise de décision du 44^e président, de même que sur les efforts théoriques qui se penchent sur le caractère présidentiel et sur les relations civilo-militaires américaines depuis 1957. Nous poserons alors la question suivante : dans le cas de l'Afghanistan, comment est-il possible d'expliquer le passage d'une suprématie professionnelle à une suprématie civile dans la gestion des relations civilo-militaires au cours du premier mandat de Barack Obama ?

L'hypothèse avancée sera que le caractère présidentiel de Barack Obama, particulièrement sa complexité cognitive et sa capacité d'adaptation conséquente, ont joué un rôle important dans l'évolution des relations civilo-militaires au cours de son premier mandat. Les éléments provenant des contributions théoriques sur les relations civilo-militaires nous permettent d'abord de noter le passage d'une suprématie professionnelle à une suprématie civile. L'étude de la prise de décision en politique étrangère américaine nous permet ensuite d'ouvrir le processus décisionnel et de mettre en relief certains facteurs pouvant expliquer ce changement. Ainsi, la notion de contrôle civil nous servira à faire état des relations civilo-militaires sous Obama, alors que le concept de caractère présidentiel nous permettra d'identifier un facteur explicatif potentiel de l'évolution de la relation entre le président et ses généraux. En effet, l'évolution de la dynamique civilo-militaire sous Barack Obama pourrait s'expliquer par les facteurs cognitifs caractérisant le président, l'ayant amené à adapter l'exercice du contrôle civil et à modifier sa structure décisionnelle de façon à y réduire l'impact des généraux.

L'originalité et l'intérêt de ce projet du point de vue de la science politique réside surtout dans le fait que peu d'analyses scientifiques abordant les questions civilo-militaires sous Barack Obama ont été réalisées jusqu'à maintenant, alors que la littérature traitant de la guerre en Afghanistan ou du processus décisionnel entourant

la politique étrangère du 44^e président est relativement abondante. Surtout, très peu de travaux ont favorisé un niveau d'analyse individuel pour étudier les relations civilo-militaires depuis les débuts de la discipline, et encore moins ont dépassé la rationalité de l'acteur. L'ajout des facteurs cognitifs tendrait ainsi à repousser les limites de ces théories, dans le but de les rendre mieux adaptées à l'étude des relations civilo-militaires contemporaines.

Méthodologie et technique d'analyse

La méthodologie privilégiée pour ce mémoire consistera en une analyse qualitative sous la forme d'une étude de cas (*Case Study Approach*). John Gerring a défini cette approche comme : «an in-depth study of a single unit (a relatively bounded phenomenon) where the scholar's aim is to elucidate features of a larger class of similar phenomena» (Gerring, 2004, p.341). Autrement dit, la méthode étude de cas renvoie à l'analyse en profondeur d'une unité en particulier et sur une période de temps donnée, où l'unité peut faire référence notamment à un État, à un parti politique ou à un individu (Gerring, 2004, p.342). Similairement, pour Alexander L. George et Andrew Bennett, le type de personnalité des décideurs peut faire partie des «unités» étudiées (George et Bennett, 2005, p.17-18).

Le cas à l'étude sera alors Barack Obama, et plus particulièrement sa gestion des relations civilo-militaires en lien avec la conduite de la guerre en Afghanistan au cours de son premier mandat, de 2009 à 2012. Cette méthode permettra une étude en profondeur des interactions entre le président et ses généraux concernant le conflit afghan, dans le but de mettre en relief les principaux facteurs qui ont structuré la relation entre Obama et les généraux Petraeus et McChrystal. Nous aurons recours, tel que mentionné précédemment, à certains concepts issus de deux approches théoriques différentes, soit le champ d'étude ayant théorisé les relations civilo-militaires et les théories cognitives provenant de l'école perceptuelle en politique

étrangère américaine. Également, ces concepts seront opérationnalisés et mis en contexte à l'aide des principaux événements et décisions relatifs au déroulement de l'intervention en Afghanistan sous Obama.

Sélection des sources

Une hiérarchie des sources traitant de ces décisions et événements s'impose. Faute de pouvoir recourir aux entrevues pour s'entretenir directement avec les parties concernées, nous recourons d'abord à des sources primaires, c'est-à-dire aux documents officiels émanant de la Maison-Blanche et du département de la Défense, tels que les directives présidentielles, les mémos, les stratégies et les discours prononcés par le président en lien avec l'intervention en Afghanistan entre 2009 et 2012. De cette façon, nous nous assurons que ces documents ont été initiés ou approuvés par Barack Obama, nous permettant de situer sa manière de gérer l'intervention en Afghanistan et, au besoin, de distinguer sa position de celle de ses conseillers civils et militaires.

Une partie importante de nos sources proviendra également d'analyses faites par des politologues et de compte-rendus de journalistes ayant eu recours à des entrevues avec les parties concernées, soit le président, les généraux et les membres de l'équipe de sécurité nationale, et à des documents non-officiels tels que des correspondances, des notes et des mémos. Ceux-ci offriront un aperçu des moyens informels utilisés par les acteurs impliqués dans le processus décisionnel. Ces sources sont particulièrement nombreuses dans le cas de la guerre en Afghanistan sous Obama, ce qui fait ressortir l'intérêt de s'attarder à ce cas précis. Tout comme pour les sources primaires, l'utilisation des sources secondaires nous permet de mettre en contexte la dynamique civilo-militaire, très souvent sous-jacente à la majorité des analyses et compte-rendus lorsque vient le temps d'aborder l'intervention en Afghanistan.

Les sources médiatiques, dont les articles de journaux, sont également à ne pas négliger dans notre effort pour retracer les principaux événements en lien avec l'Afghanistan entre 2009 et 2012. Elles permettent en effet de situer chronologiquement les décisions et les événements importants. De plus, comme nous aborderons le cas de certaines fuites dans les médias de la part des généraux, leur utilisation est nécessaire. Nous avons sélectionné deux journaux nationaux en particulier : le *New York Times* et le *Washington Post*, de même que le mensuel *The Atlantic*, pour leur large couverture de l'actualité en lien avec l'intervention en Afghanistan. Le *Rolling Stone Magazine* a également été choisi pour son article ayant mené au renvoi du général Stanley McChrystal, écrit par le journaliste Michael Hastings.

Notre recherche sera divisée en trois parties. D'abord, le premier chapitre sera consacré à la présentation du cadre théorique et des concepts choisis pour analyser les relations civilo-militaires sous Obama. Nous nous pencherons donc sur la notion de contrôle civil, déclinée entre suprématistes professionnels et civils, puis sur le concept de caractère présidentiel, dont la cognition et la faculté d'apprentissage font partie. Nous présenterons enfin les éléments distinctifs du caractère «obamien».

Ensuite, les deuxième et troisième chapitres formeront notre étude de cas. Dans le second, nous verrons les principaux éléments de la suprématie professionnelle de janvier 2009 à juin 2010, avant de démontrer comment le caractère présidentiel d'Obama a encouragé la prédominance des généraux dans le processus entourant la révision stratégique en Afghanistan. Nous donnerons un aperçu de la stratégie contre-insurrectionnelle et du contre-terrorisme, faisant ressortir leurs contradictions, puis nous aborderons en détails le processus décisionnel menant à la décision du sursaut prolongé en décembre 2009. Nous verrons alors les moyens utilisés par les généraux pour s'imposer dans la prise de décision et nous nous

pencherons sur le scandale provoqué par le général McChrystal en juin 2010. Enfin, nous démontrerons comment la complexité cognitive du président a offert aux militaires la possibilité d'imposer leur stratégie de prédilection pour l'Afghanistan.

Dans le troisième et dernier chapitre, nous présenterons les éléments de la suprématie civile, déjà entamée à partir de décembre 2009 avec le discours du président à West Point. Nous verrons notamment que l'ambiguïté de la stratégie annoncée à ce moment représente une première tentative de renforcement de l'autorité du commandant en chef. Celle-ci s'est ensuite vue confirmer par l'abandon de la COIN au profit de moyens d'actions propres au contre-terrorisme, ce que démontre l'utilisation croissante des drones armés et des opérations des forces spéciales. Finalement, nous ferons le lien entre les éléments du caractère présidentiel d'Obama et la modification subséquente de sa structure décisionnelle, qu'il a centralisé à un niveau sans précédent, excluant ainsi les généraux de la prise de décision.

CHAPITRE 1

CADRE THÉORIQUE ET PRÉSENTATION DES CONCEPTS : LE CONTRÔLE CIVIL ET LE CARACTÈRE PRÉSIDENTIEL

En raison de certains facteurs contextuels, dont le phénomène croissant de la politisation des généraux américains, nous avons choisi d'aborder les relations civilo-militaires au cours du premier mandat de Barack Obama comme étant une partie intégrante du processus décisionnel. Puisque peu de travaux dans ce domaine ont adopté un tel angle d'analyse, nous devons nécessairement inclure, dans notre cadre théorique, certains éléments de l'étude de la prise de décision. Par conséquent, nous nous pencherons, dans ce premier chapitre théorique, sur des concepts issus de la littérature sur les relations civilo-militaires puis sur le processus décisionnel en politique étrangère américaine. Dans un premier temps, nous aborderons la notion de contrôle civil, déclinée en deux variantes— la suprématie professionnelle et la suprématie civile, avant de présenter, dans un second temps, le concept de caractère présidentiel. L'amalgame de ces concepts directeurs formera ainsi notre cadre théorique, permettant une étude à notre avis plus complète des relations civilo-militaires en lien avec l'Afghanistan durant le premier mandat de Barack Obama.

1.1 Le contrôle civil

Suivant la voie pavée par Peter D. Feaver, nous pouvons diviser la littérature existante sur les relations civilo-militaires en deux écoles de pensée : les suprématistes civils et professionnels⁴ (Feaver, 2011). Cette catégorisation se veut

⁴ Le terme «professionnel» renvoie ici à l'expertise militaire. Il convient de mentionner également que le choix du terme «suprématiste» a fait l'objet d'un bref débat dans la revue *International Security*, où Richard K. Betts a jugé le terme trop réducteur, simplificateur, voire

large, généralement perméable et concerne les décisions prises en temps de guerre (Feaver, 2011, p.89). La variable nous permettant de les distinguer l'une de l'autre repose sur l'exercice du contrôle civil. Il est possible de simplifier en affirmant que, pour les suprématistes professionnels, l'expertise militaire doit prévaloir dans la conduite d'une guerre alors que, pour les seconds, l'autorité civile ne devrait jamais être outrepassée par l'influence des militaires (Feaver, 2011, p.93). Bien qu'en réalité la distinction entre les deux camps soit davantage poreuse et complexe, cette simplification permet de bien saisir l'essence des débats relatifs à l'application du contrôle civil.

D'ailleurs, la définition de ce concept ne constitue pas en soi un élément de polémique dans le champ d'étude sur les relations civilo-militaires. La définition simple proposée par Huntington en 1957 fait généralement consensus : il s'agit de l'exercice de l'autorité civile sur les forces armées et l'équilibre entre leur influence respective (Huntington, 1957, p.80). Les deux écoles de pensée s'entendent en effet sur les principes fondamentaux structurant l'interaction entre civils et professionnels, soit la subordination des forces armées aux institutions civiles et la nécessité de recourir à l'expertise militaire lors de la prise de décision en temps de guerre (Feaver, 2001, p.89). Les Pères fondateurs ont d'ailleurs démontré leur souci de protéger la démocratie américaine naissante d'un État militaire en incluant des dispositions constitutionnelles claires sur le contrôle civil de l'armée⁵ (Feaver et Gelpi, 2004,

incapable de rendre la complexité de l'enjeu abordé par Feaver. Il considère que le choix de l'appellation traduit mal le sens de l'argument de l'auteur (Betts *et al.*, 2011). Notons cependant que dans le présent mémoire nous ne prendrons pas position dans ce débat et que, par soucis de clarté et de simplicité, nous utiliserons les termes employés par Feaver.

⁵ Nous pouvons préciser également que la réticence des Pères fondateurs à l'égard d'une armée permanente, présente elle aussi dans la Constitution, est fortement en lien avec la nécessité de subordonner les forces armées aux civils. Feaver et Gelpi soulignent d'ailleurs deux tendances dans la façon d'aborder les positions civiles et militaires en ce qui concerne l'utilisation de la force. D'un côté, ce qu'ils appellent la vision traditionnelle a surtout considéré les militaires comme étant plus enclins à utiliser la force et à favoriser la solution militaire en réponse aux enjeux de politique étrangère

p.24). Le sujet de discorde réside surtout dans les limites de son application (Feaver, 2011, p.93). Jusqu'où doit s'étendre le contrôle civil et quelle place doit être accordée à l'avis des militaires ? Et surtout, en l'absence de consensus, l'opinion de qui doit prévaloir ? Les réponses à ces interrogations varient en fonction de l'appartenance à l'une ou l'autre des deux écoles proposées par Feaver et fait l'objet de vifs débats, autant parmi les universitaires que sur le terrain. En fait, ce que l'une considère comme *le* principal problème des relations civilo-militaires contemporaines représente pour l'autre *la* solution : si, pour les suprématistes professionnels, le contrôle civil s'arrête là où commence l'expertise militaire, pour les suprématistes civils, l'autorité du commandant en chef peut, et parfois doit, s'ingérer dans le champ de compétence des forces armées (Feaver, 2011, p.93-96).

1.1.1 Les suprématistes professionnels : Huntington et ses disciples

Pour les suprématistes professionnels, le problème inhérent aux relations civilo-militaires contemporaines est le peu de place laissée à l'avis des militaires dans la conduite des opérations sur le terrain, voire dans l'élaboration des politiques et stratégies dans le cadre d'un conflit (Feaver, 2011, p.93-94). Plusieurs auteurs sont considérés par Feaver comme appartenant à cette école de pensée, bien qu'ils soient moins nombreux que leurs opposants⁶. Nous nous attarderons ici sur certains d'entre eux que nous considérons incontournables, que ce soit en raison de leur

américaine. Les partisans de cette vision traditionnelle se reposent en partie sur les dispositions constitutionnelles susmentionnées prises par les Pères fondateurs.

De l'autre côté a émergé, au cours de la guerre froide et dans la période post-guerre froide, la tendance inverse. Selon Feaver et Gelpi, un consensus dans la littérature existante durant cette période démontre plutôt que le militarisme de l'institution militaire a été remplacé cette fois-ci par la tendance des civils à recourir trop facilement à la force en réponse à des problèmes de politique extérieure. Les militaires sont dépeints comme étant plus conservateurs et plus prudents face à l'utilisation de la force (Feaver et Gelpi, 2004, p.24-25). On peut penser, pour appuyer ces propos, aux principes de la doctrine Weinberger-Powell mentionnée en introduction.

⁶ En plus de Huntington, Desch et Milburn, Feaver classe parmi les suprématistes professionnels Christopher P. Gibson, Dale R. Herspring et Paul Yingling.

positionnement clair vis-à-vis de la problématique du contrôle civil ou de leur centralité dans les débats. Nous aborderons en ce sens Samuel P. Huntington, Michael C. Desch et Andrew R. Milburn.

Samuel Huntington et le contrôle civil objectif

À la base, pour Huntington, les relations civilo-militaires doivent être comprises dans le contexte très large de la démocratie américaine (Huntington et Goodpaster, 1977, p.31). Le rôle des forces armées est de servir de la société civile en matière de sécurité (Huntington et Goodpaster, 1977, p.345). Le pouvoir militaire doit se limiter à cette fonction et respecter un équilibre bien défini entre l'autorité civile et les forces armées de l'État, où le pouvoir de celles-ci sera nécessairement minimisé. Huntington entrevoit deux scénarios possibles dans lesquels l'institution militaire peut se positionner par rapport au contrôle civil, tout en voyant son influence subordonnée à celui-ci. Dans le premier cas, l'autorité civile peut exercer un contrôle *subjectif*, structuré soit par les institutions gouvernementales, le cadre constitutionnel ou les classes sociales (Huntington, 1957, p.80-81). Dans chacun de ces cas, le pouvoir militaire se voit diminué par une maximisation du pouvoir d'un groupe particulier représentant l'autorité civile. Par conséquent, l'accroissement de l'influence de ce groupe implique simultanément une hiérarchisation du pouvoir civil en relation avec l'institution militaire (Huntington, 1957, p.80). Ce phénomène entraîne un résultat fort indésirable selon la logique de Huntington. Il soumet l'expertise et le travail des militaires à la volonté de particuliers, qui chercheront à satisfaire leurs intérêts et non ceux de l'État (Huntington, 1957, p.80-83). Le contrôle civil subjectif entre donc fondamentalement en contradiction avec la fonction première des forces armées : assurer la sécurité de la société dans son ensemble. En d'autres termes, la subordination subjective rend les forces armées beaucoup moins efficaces et compromet leur capacité à assurer la sécurité nationale. Elles deviennent sujettes à l'exercice du pouvoir d'un groupe en particulier auquel les militaires seront

intégrés davantage par partisanerie, en opposition à leur professionnalisme. L'institution militaire devient ici le reflet de la société civile : elle devient politique, elle se «civilianise» (Huntington, 1957, p.83; Owens, 2011, p.22). De plus, si le contrôle subjectif est la seule forme possible en présence d'une armée sporadique, la création d'une profession militaire américaine permanente à la fin de la Deuxième Guerre mondiale ajoute à l'inadéquation du contrôle subjectif (Huntington, 1957, p.81). Comment s'y prendre alors pour s'assurer que l'institution militaire puisse accomplir son devoir de garantir la sécurité de l'État ?

La solution selon Huntington réside dans un contrôle civil *objectif*. C'est de cette façon que le corps militaire pourra au mieux veiller à la sécurité nationale. Cela repose sur deux facteurs fondamentaux. D'une part, la neutralité de l'institution militaire et de l'autre, son autonomie (Huntington, 1957, p.84). Pour être efficaces, et il est extrêmement important qu'elles le soient, les forces armées doivent impérativement être apolitiques et non partisans. Elles doivent être *professionnelles*. C'est de cette façon uniquement qu'elles pourront accomplir leur devoir, en consolidant leur expertise et leur subordination à l'autorité civile (Huntington, 1957, p.84). Ce faisant, le contrôle objectif reconnaît l'autonomie de l'institution militaire (Huntington, 1957, p.83). Pour être efficaces, les forces armées doivent être indépendantes du pouvoir politique et, pour être indépendantes, l'autorité civile doit leur reconnaître une sphère d'autonomie à l'intérieur de leur champ de compétence. Le contrôle objectif sert à maximiser le professionnalisme militaire, autrement dit à assurer son efficacité (Huntington, 1957, p.83; Owens, 2011, p.22). Ainsi, l'autorité civile pour Huntington doit s'arrêter au champ de compétence des forces armées. L'équilibre des interactions civilo-militaires repose entièrement sur cette affirmation. Maximiser l'autonomie militaire revient à maximiser son expertise et à garantir sa neutralité, et ainsi à assurer son efficacité. En lui enlevant son indépendance, on rend l'institution militaire politique, partisane et inefficace. La théorie de Huntington

possède un caractère normatif très clair : pour garantir la sécurité de la société civile, il faut aspirer à une forme de contrôle objectif (Owens, 2011, p.21-22).

La notion d'autonomie est propre à l'école de pensée des suprématistes professionnels. Le contrôle civil ne doit en aucun cas s'immiscer dans le champ d'expertise militaire. Il importe de bien saisir ce concept de Huntington pour pouvoir situer par la suite tant les théories relevant de la suprématie civile que celle de Michael C. Desch. Pour les premières, l'autonomie est plutôt perçue comme une faiblesse de l'autorité civile, alors que pour le second, elle est une condition non négociable de l'efficacité des forces armées et le remède aux déficiences contemporaines des relations civilo-militaires.

Michael C. Desch et le sursaut en Irak

De nombreux auteurs ont repris le concept de contrôle objectif et continuent à le percevoir comme un idéal à atteindre. C'est le cas notamment de Michael C. Desch, qui se demande où doit être tracée la ligne entre le politique et le stratégique d'un côté et le tactique et l'opérationnel de l'autre (Betts, 2009, p.14; Desch, 2009, p.91).

En réalité, l'apport de Desch est un raffinement des idées proposées par Huntington (Owens, 2011, p.26). Loin de rompre avec ses principes fondamentaux, il les complète et les adapte au contexte intérieur américain et aux menaces internationales actuels. Il développe un cadre d'analyse contextuel, où les menaces externes et internes propres au contexte post-guerre froide structurent et influencent la nature des relations civilo-militaires (Desch, 1998; Owens, 2011, p.26). Le degré d'intensité des menaces devient alors déterminant : plus la menace externe est élevée, plus le contrôle civil sera fort et inversement pour les facteurs domestiques (Desch, 1998; Owens, 2011, p.26). Bien que le contexte soit un facteur clé, d'autres

paramètres peuvent également modeler la dynamique entre les forces armées et les décideurs et affecter le contrôle civil. Les doctrines incarneraient souvent ce rôle pour plusieurs raisons. Elles déterminent quelles ressources seront déployées, où et comment, en plus de structurer l'environnement dans lequel les relations civilo-militaires évoluent (Desch, 1999; Owens, 2011, p.26-27).

Desch, en lien avec ce que nous avons vu de Huntington, considère que le problème inhérent aux relations civilo-militaires contemporaines est l'intrusion que se permettent certains civils dans les décisions relatives à une guerre et qui relèvent de l'expertise de professionnels. Selon lui, le début de la guerre en Irak en 2003 coïncide avec une nette dégradation des rapports entre les leaders civils et militaires américains (Desch, 2007, p.97). Une participation plus active dans le processus décisionnel ne pourrait qu'améliorer la situation. L'expertise militaire étant supérieure à celle des civils dans la conduite d'une guerre, les professionnels de l'armée devraient bénéficier de certaines zones d'autonomie dans les sphères relevant exclusivement de leur compétence. Pour Desch comme pour Huntington, le contrôle civil doit s'arrêter là où débute l'expertise des forces armées.

Dans son article *Bush and the Generals*, publié dans la revue *Foreign Affairs*, Desch avance que la décision du sursaut de 2007 par le président de l'époque, George W. Bush, est un exemple flagrant de cas où un leader civil a outrepassé l'avis de ses conseillers militaires. La période qui a suivi les attentats du 11 septembre a été marquée par de nombreux cas de tensions et de désaccords entre les faucons de l'administration et les forces armées, notamment concernant l'intervention en Irak, qui n'a pas fait l'unanimité du côté des militaires et qui a entraîné de vives querelles entre ceux-ci et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld (Desch, 2007, p.103). En ce qui concerne le sursaut, exemple choisi par Desch, deux importants généraux sur le terrain en Irak, John Abizaid et Georges Casey, s'y sont opposés, mais ont été ignorés par le président (Desch, 2007, p.104). Ceux-ci n'ont pas été les seuls à déconseiller

l'alternative finalement choisie. La plupart des commandants seniors considéraient l'option avec le plus grand scepticisme, la jugeant plutôt contreproductive (Desch, 2007, p.104). De l'avis de Desch, le danger de ce type d'intrusion de la part de l'administration réside dans une perte de crédibilité de l'autorité civile, rendant les relations civilo-militaires encore plus conflictuelles (Desch, 2007, p.107).

Ainsi, il affirme que la solution pour remédier à des relations civilo-militaires extrêmement tendues serait de revenir à une séparation des tâches favorisant le recours à l'expertise militaire aux niveaux tactique et opérationnel, et la subordination complète de ces derniers à l'autorité civile aux niveaux politique et stratégique (Desch, 2007, p.99, 108). Ici encore, il rappelle l'importance du concept d'autonomie de la profession militaire, où le contrôle civil n'a pas lieu de s'exercer. Si les civils respectaient cette indépendance, la dynamique avec les militaires serait bien plus saine. Pour cette raison, Desch, de même que Huntington, représentent très bien le camp des suprématistes professionnels. Toutefois, bien qu'il prenne en compte le contexte changeant de l'après-guerre froide, Desch aborde implicitement le problème de la politisation des généraux comme étant une situation indésirable, mais curable si l'on respecte la ligne de démarcation entre les compétences exclusivement civiles et militaires. Cette tendance de la part de Desch met en lumière le décalage de la théorie huntingtonienne avec le contexte post-guerre froide : la politisation des généraux et des interventions depuis les années 1990, et surtout dans la période post-11 septembre, rend le tracé entre les chasses gardées civile et militaire davantage dilué, voire simplement inadapté.

Andrew Milburn et l'obligation morale de désobéir

Il peut être intéressant également de s'attarder brièvement sur la vision du lieutenant-colonel Andrew Milburn en lien avec l'autorité civile. Militaire de profession, Milburn n'a pas publié de travaux universitaires ou scientifiques au même

titre que les nombreux auteurs abordés ici et, bien que son opinion ne soit pas systématiquement représentative de celles de ses confrères, il n'en demeure pas moins pertinent de se pencher sur un article paru dans le *Joint Forces Quarterly*. Dans *Breaking Ranks : Dissent and the Military Professional*, l'auteur y soutient qu'il y a certaines situations dans lesquelles un militaire se verra moralement obligé de s'opposer à un ordre civil ou sera amené à prendre une décision politique (Milburn, 2010, p.102-103). En ce sens, il aborde exclusivement les cas de nécessaire désobéissance au niveau stratégique. La compréhension de cet enjeu est, pour Milburn, fondamentale pour bien concevoir la profession militaire (Milburn, 2010, p.101).

Il présente trois propositions où il explique pourquoi et comment un officier a l'obligation morale d'outrepasser l'autorité civile. D'abord, lorsqu'un ordre est considéré immoral par le militaire, c'est-à-dire lorsqu'il va à l'encontre de ses responsabilités vis-à-vis le code éthique de l'institution, ou alors s'il y a des chances de causer davantage de préjudices que de bénéfices à l'égard de l'institution dans son ensemble, la désobéissance est préférable à l'exécution (Milburn, 2010, p.102). Deuxièmement, Milburn soutient que la résistance à un ordre civil fait partie du processus de poids et contrepoids, considérant que la nature complexe des interventions contemporaines rend désuète la distinction entre les domaines militaire et politique (Milburn, 2010, p.102). Finalement, l'officier doit être conscient que, dans le cas où il choisit d'obéir à un ordre qu'il jugerait immoral, il doit en assumer l'entière responsabilité. Le cas échéant, il est tenu de désobéir (Milburn, 2010, p.102). Milburn se réfère également à un sondage à échantillon réduit effectué au *Marine Corps War College* (MCWAR), dans lequel on retrouve les raisons, relativement similaires, pour lesquelles les officiers auront tendance à outrepasser un ordre civil : si celui-ci est jugé immoral; si le militaire ne pouvait pas vivre avec la responsabilité d'avoir exécuté la demande; si cela pouvait blesser ou causer la mort d'un individu inutilement ou s'il menait à l'échec de la mission (Milburn, 2010, p.103). En résumé,

Milburn défend et justifie la place des militaires dans la prise de décision aux niveaux stratégique et politique, ce qui affecte nécessairement la portée du contrôle civil, lui valant une place parmi les suprématistes professionnels (Milburn, 2010, p.103).

1.1.2 Les suprématistes civils : vers un dépassement du modèle huntingtonien

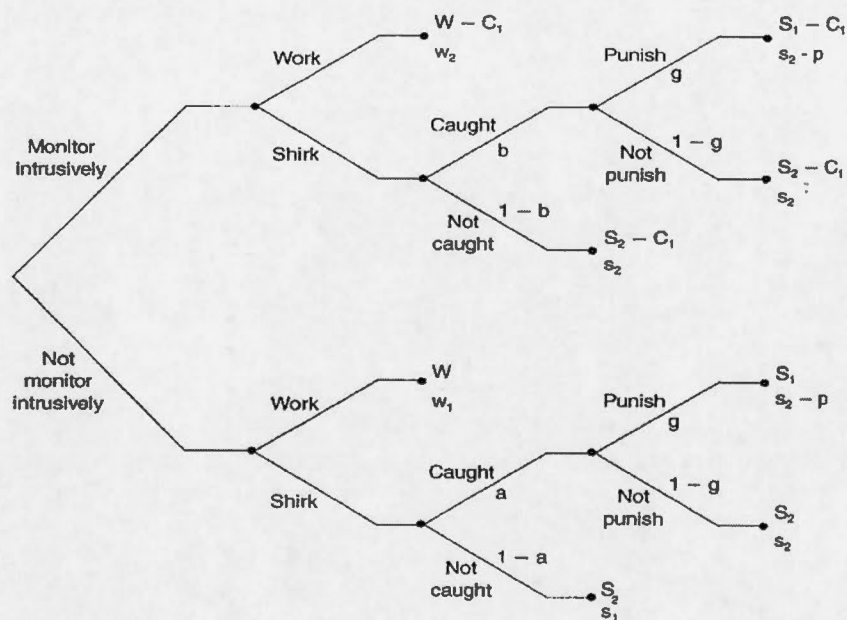
À l'opposé, les revendications de Milburn sont précisément ce que dénoncent les suprématistes civils. La trop grande latitude que se permettent les leaders militaires, que ce soit au niveau stratégique, tactique ou opérationnel, serait plutôt la principale raison de la dégradation des relations civilo-militaires contemporaines (Feaver, 2011, p.96). Les auteurs associés à cette école de pensée par Feaver sont bien plus nombreux. Parmi ceux-ci, Peter D. Feaver, qui se place lui-même dans cette catégorie, sera discuté. Il a su imposer sa théorie de l'agent en constatant d'entrée de jeu la désuétude de la théorie institutionnelle de Huntington, reflétant l'époque du tout début de la guerre froide. Nous verrons ensuite Richard H. Kohn, qui soutient que le contrôle civil est remis en cause par une prépondérance militaire aux niveaux politique et stratégique réservés aux civils (Kohn, 2002, p.9; 2007, p.149). Finalement, nous nous pencherons sur Eliot Cohen, qui remet en cause la théorie «normale» des relations civilo-militaires.

Peter D. Feaver et la théorie de l'agent

D'entrée de jeu, Feaver présente son apport théorique comme une alternative à Huntington et propose un cadre d'analyse de l'agent et du directeur (*principal-agent*) pour analyser les relations civilo-militaires (Feaver, 2003, p.55). Il estime que la théorie huntingtonienne du contrôle civil objectif n'a pas résisté aux changements imposés par la guerre froide puis par la fin de celle-ci. Les militaires se sont politisés, devenant de plus en plus le miroir de la société civile, tandis que de leur côté les civils ont interféré dans les affaires militaires (Feaver, 2003, p.37; Owens, 2011, p.29).

La notion de contrôle civil est centrale dans le travail de Feaver, comme le démontre son ouvrage *Armed Servants* : «*How do civilians control the military ?*» est la question à laquelle il s'efforcera de répondre (Feaver, 2003, p.1). Pour ce faire, il soutient que l'agent (le militaire) et le directeur (le civil) agissent en fonction d'un calcul rationnel coûts-bénéfices. Le militaire choisit alors d'obéir (*work*) ou de se dérober (*shirk*) à un ordre civil en évaluant ses chances de se faire prendre (Feaver, 2003, p.55-56 ; Owens, 2011, p.29). La manière dont les civils exercent leur contrôle (*monitor*) dépend alors d'un calcul similaire et déterminera jusqu'où le civil peut étendre son autorité sur l'agent. Les deux options qui s'offrent à lui sont un contrôle intrusif ou non-intrusif, où le premier implique une ingérence dans les affaires militaires (Feaver, 2003, p.55; Owens, 2011, p.29). L'agent réagit ensuite de manière tout aussi rationnelle. Dans le cas où il est en désaccord avec les ordres du directeur, il choisit d'obéir ou de se dérober à l'autorité civile (Feaver, 2003, p.59-60). Sa décision sera le fruit d'un calcul rationnel où il déterminera ce qui semble le plus payant pour lui (Feaver, 2003, p.103-104). Ainsi, dans le cas d'un désaccord entre les deux parties, nous avons d'un côté le décideur civil qui détermine la forme du contrôle qu'il exerce en fonction de ce qui est le plus avantageux pour lui, par exemple il pourra déléguer ou centraliser son pouvoir, et de l'autre côté nous avons l'agent qui procède de façon similaire en mesurant le coût de sa désobéissance (Feaver, 2003, p.112-113). Le tableau 1.1 illustre les ramifications possibles du calcul rationnel effectué par l'agent et le directeur :

Tableau 1.1 : Étendue des possibilités offertes au directeur et à l'agent



Source : Feaver, 2005, p.106.

Il y a plusieurs façons par lesquelles l'agent peut se dérober à l'autorité du directeur et tenter d'influencer les résultats d'une politique ou d'une décision. Les plus fréquentes chez les militaires vont de l'exagération des coûts et des ressources nécessaires à une intervention, en passant par le recours aux fuites dans les médias ou à l'implication d'autres acteurs politiques, jusqu'au ralentissement de la mise en œuvre d'une décision, souvent dans l'espoir qu'elle ne sera finalement jamais exécutée (Feaver, 2003, p.68; Owens, 2011, p.29). Un contrôle intrusif de la part des civils rend plus difficile le recours à ces méthodes de désobéissance puisque le risque de se faire prendre est plus élevé. Autrement dit, pour s'assurer d'une meilleure coopération de la part des militaires, les décideurs n'ont d'autre choix que de maintenir un niveau de contrôle intrusif sur ces derniers ce qui, au final, leur laisse moins d'autonomie et encourage l'ingérence des civils dans les affaires militaires.

Feaver s'est également penché sur le cas de l'administration Bush, dans un article fort discuté intitulé *The Right to Be Right*, où il s'efforce de qualifier la décision de 2007 du sursaut en Irak en suivant sa typologie des théories sur les relations civilo-militaires, séparées en deux écoles de pensée. Il en arrive, tout comme Desch, à la conclusion que Bush a fait fi des recommandations de ses généraux les plus importants (Feaver, 2011, p. 89). Les conséquences de cette décision sont toutefois bien différentes. De l'avis de Feaver, le sursaut représentait l'une des meilleures options en Irak à ce moment et devait par conséquent être mis en œuvre. Sans outrepasser l'avis de ses généraux, Bush n'aurait jamais pris cette décision et la guerre en Irak n'aurait pas connu ce succès (Feaver, 2011, p.92). Selon lui, dans ses décisions relatives à la guerre en Irak, l'administration Bush s'apparente difficilement entièrement à l'une ou l'autre des écoles, bien que le choix de l'envoi des soldats supplémentaires ait reflété une prédominance des civils (Feaver, 2011, p.90). Ainsi, Feaver appuie l'extension du contrôle civil au-delà des zones réservées à l'expertise militaire, dont le sursaut incarne un exemple de réussite.

Richard H. Kohn et l'érosion du contrôle civil

L'historien Richard H. Kohn, quant à lui, est un exemple de suprématiste civil beaucoup plus tranché. Il avance la thèse que le contrôle civil s'est érodé aux États-Unis dans les dernières décennies au point où il en est menacé, notamment parce qu'il paralyse l'implantation des politiques de sécurité nationale américaines (Kohn, 2002, p.9; Owens, 2011, p.48). L'influence des militaires se serait accrue au point où ces derniers parviennent fréquemment à imposer leurs vues dans l'élaboration de nombreuses politiques, domaine réservé aux civils (Kohn, 2002, p.9). Selon Kohn, les effets indésirables de cette tendance résident dans le fait que la nature même du gouvernement américain et la sécurité nationale pourraient être menacées (Kohn, 2002, p.9). Si cette diminution de la capacité des civils à exercer leur autorité s'est

fortement accrue dans les années 1990 avec l'administration Clinton, l'histoire démontre cependant que, depuis leurs débuts, les États-Unis ont été témoins de frictions plus ou moins importantes entre civils et militaires, particulièrement depuis l'expérience du Vietnam (Kohn, 2002, p.19). Sous Clinton, cependant, le manque flagrant de confiance entre les deux parties et la piètre opinion que les militaires avaient de leur commandant en chef ont contribué à envenimer les relations civilo-militaires comme jamais auparavant (Kohn, 2002, p.10, 19). Ces derniers considéraient généralement leur commandant en chef avec mépris et l'accusaient d'être clairement désintéressé par les enjeux de sécurité nationale. Pour faire le lien avec Feaver, les militaires ont eu recours à de nombreux cas de désobéissance, notamment en impliquant les médias dans leur querelle avec l'administration⁷ (Kohn, 2002, p.18).

Pour Kohn, le contrôle civil ne doit pas s'arrêter où commence l'expertise militaire, tel qu'il l'affirme en réponse à la suggestion de Desch de revenir à une séparation plus rigide des domaines réservés aux civils et aux militaires (Kohn et Myers, 2007). Offrir trop de latitude à l'avis des professionnels reviendrait à miner l'autorité des civils, le rôle fondamental des premiers étant d'exécuter les ordres des seconds (Kohn et Myers, 2007, p.149). Il soutient que l'autorité civile n'a pas à offrir l'exclusivité des niveaux tactiques et opérationnels aux forces armées et que le président peut très bien choisir d'ignorer l'avis de ses généraux (Kohn et Myers, 2007, p.149). L'inverse n'est toutefois pas acceptable : une trop grande influence des

⁷ Juste avant les élections présidentielles américaines de 2008, Kohn a d'ailleurs mis en garde le prochain président contre une potentielle crise entre civils et militaires. Plus que dans n'importe quel cas de transition, Kohn estimait que le nouveau président ferait face à de nombreuses difficultés compliquant la dynamique civilo-militaire (Kohn, 2008). Parmi celles-ci, on compte notamment la fin de la guerre en Irak et le décalage institutionnel entre les menaces du 21^e siècle et une institution militaire figée sous le modèle de la guerre froide (Kohn, 2008, p.72).

Pour atténuer les risques de crise, il recommandait alors au candidat élu de miser sur la continuité dans son administration, de bien choisir son secrétaire à la Défense et d'agir rapidement pour contrecarrer la polarisation partisane chez les militaires (Kohn, 2008, p.79-80).

professionnels ne peut que minimiser le contrôle civil et remettre en cause la structure profonde des relations civilo-militaires (Kohn et Myers, 2007). Ces derniers ne doivent donc pas insister pour faire valoir leur point de vue lorsque celui-ci a été légitimement écarté.

Eliot Cohen et l'ingérence civile en temps de guerre

Eliot Cohen fait logiquement partie des suprématistes civils pour une raison évidente. Dans son ouvrage phare *Supreme Command*, il rebaptise l'approche huntingtonienne la théorie «normale» des relations civilo-militaires (Cohen, 2002, p.4). Selon cette théorie, rappelons-le, la division du travail entre civils et militaires doit être tracée en fonction de l'expertise de chacun. Idéalement, les civils ne devraient jamais interférer dans les zones de compétences des militaires, et donc l'autonomie de ceux-ci devrait être une réalité respectée (Cohen, 2002, p.4). Le non-respect de ce principe serait normalement considéré comme une intrusion de la part des civils, paraîtrait inapproprié et potentiellement dangereux (Cohen, 2002, p.5). Toutefois, en temps de crise, c'est justement parce qu'ils ont interféré dans les affaires militaires que certains présidents ou chef d'État, tel Abraham Lincoln, ont connu autant de succès dans la conduite de leur guerre (Cohen, 2002). L'ingérence peut être nécessaire, tout comme l'est le respect de l'autorité civile par les militaires. La séparation traditionnelle des tâches à laquelle il faudrait revenir, selon Desch, et le respect des zones d'autonomie prôné par Huntington ne tiennent pas selon Cohen, qui considère plutôt que les civils doivent parfois s'immiscer.

Pour appuyer son propos, Cohen remet en question l'idée reçue selon laquelle l'échec de la guerre du Vietnam est dû à l'ingérence du président Johnson, qui aurait forcé les militaires à faire leur travail les mains liées (Cohen, 2002, p.175). Ce faux diagnostic affecterait les relations civilo-militaires depuis (Cohen, 2002, p.175). Pourtant, Cohen nous démontre qu'au contraire, Johnson et McNamara, son secrétaire

à la Défense, seraient restés fidèles à la tradition huntingtonienne de l'autonomie des forces armées et du contrôle objectif. L'échec serait davantage le résultat d'un contrôle civil trop faible et d'une série de choix politiques douteux, allant de la nomination d'un État major trop politisé et trop près du pouvoir politique pour leur offrir de véritables alternatives à la méconnaissance générale du conflit et de la façon de mener une guerre (Cohen, p.180, 184-185). La théorie «normale» des relations civilo-militaires, pour l'auteur, n'est ni un gage de succès, ni une protection contre la politisation des forces armées. Au contraire, l'héritage du Vietnam aurait plutôt eu l'effet inverse et serait, par son influence sur les interventions américaines successives, la cause de la politisation des généraux qui, ayant la garantie que les civils n'interviendront pas dans les détails de la guerre, ont finalement développé une volonté de s'impliquer au niveau politique (Cohen, 2002, p.205).

Nous pouvons remarquer également que, pour Cohen, un contrôle civil fort et une ingérence du commandant en chef dans les affaires militaires ne mènent pas nécessairement à la victoire. Qualifiant le leadership de Johnson de «sans génie»⁸, Cohen aborde implicitement les qualités personnelles du président comme une variable importante de l'équation. Puisque peu de travaux sur les relations civilo-militaires se sont penchés sur l'analyse des qualités individuelles du décideur, il nous semble alors pertinent de nous tourner du côté des théories de la prise de décision privilégiant un niveau d'analyse concentré sur l'individu et d'approfondir la voie empruntée par Cohen.

Le concept de contrôle civil demeure au cœur des débats sur les relations civilo-militaires. La catégorisation de Feaver, divisant la littérature entre suprématistes civils et professionnels, nous a permis de mettre en lumière les principaux enjeux animant les auteurs dans ce domaine et de soulever plusieurs

⁸ Le titre du chapitre consacré à la gestion du Vietnam par Lyndon B. Johnson est en fait «*Leadership Without Genius*», assez révélateur de l'argument de Cohen.

interrogations. Le mur séparant traditionnellement les champs d'expertise civil et militaire est-il toujours approprié au 21^e siècle ? Comment est-il possible de qualifier l'administration Obama en fonction du contrôle civil ? Ce concept suffit-il réellement à comprendre l'interaction entre les décideurs et les leaders militaires dans la prise de décision en temps de guerre ?

1.2 Le caractère présidentiel

1.2.1 La personnalité du président

Considérant l'angle que nous privilégions pour étudier les interactions entre civils et militaires dans le cas de Barack Obama et de l'Afghanistan, soit celui de la prise de décision, les approches décisionnelles sont une avenue particulièrement intéressante pour compléter les efforts théoriques sur les relations civilo-militaires. Eliot Cohen a d'ailleurs fait ressortir l'importance de considérer les qualités personnelles des décideurs dans l'analyse des interactions entre ceux-ci et les militaires. Plusieurs auteurs associés au champ d'étude de la prise de décision, parmi lesquels nous retiendront notamment James David Barber, Thomas Preston et Stanley Renshon, se sont penchés sur l'impact de la personnalité des présidents sur le mode de gestion et sur l'issue du processus décisionnel. Cette avenue nous semble pertinente pour s'attarder, suivant la voie tracée par Cohen, sur les effets des qualités individuelles du président sur les relations civilo-militaires. Dans ce but, le concept de caractère présidentiel, développé et perfectionné par Barber, Preston et Renshon, que nous verrons dans cet ordre, constitue un outil intéressant pour compléter les efforts de Cohen et se pencher sur le cas de Barack Obama.

James David Barber : la personnalité du président

Dans un premier temps, James David Barber, considéré comme un pionnier de l'étude de la personnalité présidentielle (Barthe, 2013, p.407), présente sa thèse incontournable dans l'ouvrage *Presidential Character : Predicting Performance in the White House*, où son objectif est clairement défini dès le départ : prédire, en fonction de leur caractère, les performances des candidats à la Maison-Blanche (2008, p.3). Pour y parvenir, Barber nous offre sa célèbre typologie du caractère, qui vient en quatre variantes issues du croisement entre deux axes : les actifs/passifs, qui renvoie au degré d'investissement du candidat dans son travail, et les positifs/négatifs, référant au degré de satisfaction à l'égard de ce travail (Barber, 2008, p.4, 7). En procédant au croisement entre ces axes, il est possible d'obtenir quatre types de caractère.

L'actif-positif correspondrait au modèle idéal en raison du niveau d'investissement élevé du président dans les tâches reliées à l'exercice de ses fonctions ainsi qu'à son attitude positive vis-à-vis son travail. Ce type de président sait gérer la pression et le stress reliés à son métier, se dévoue passionnément à son travail et possède une grande estime personnelle. Obama correspondrait aux actifs-positifs, au même titre que F.D. Roosevelt, H. Truman, J. F. Kennedy, G.H. Bush et Bill Clinton (Barber, 2008; Barthe, 2012, p.408). En second lieu, l'actif-négatif représente la personnalité présidentielle la moins souhaitable en ce qu'elle conduit bien souvent à des présidences désastreuses. L'effort acharné d'un actif-négatif dans son travail, combiné à une insatisfaction chronique peut mener à l'anxiété, à l'impatience et à la recherche de l'accroissement du pouvoir présidentiel. On y retrouve notamment Woodrow Wilson, Lyndon Johnson et Richard Nixon (Barber, 2008; Barthe, 2012, p.409). Le troisième type de personnalité est le passif-positif, caractérisé par un niveau d'investissement moins élevé dans les tâches reliées à la présidence et, par conséquent, à une tendance à la délégation et à la recherche d'un

consensus, malgré une attitude positive. William Taft, Warren Harding, Ronald Reagan et parfois Gerald Ford, Dwight Eisenhower et George W. Bush sont considérés comme appartenant à cette catégorie (Barber, 2008 ; Barthe, 2012, p.410). Finalement, très peu de présidents ont été qualifiés de passif-négatifs, lesquels se désintéressent de la fonction présidentielle et n'accorde qu'une importance minime aux conséquences de leur travail, qu'ils délèguent allègrement. Seul Calvin Coolidge y fait l'unanimité (Barber, 2008; Barthe, 2012, p.410).

L'idée que la personnalité forme le comportement, en ce qu'elle interagit avec les situations externes auxquelles l'individu fait face, est ici cruciale (Barber, 2008, p.4). Pour Barber, trois éléments en particulier forment ce qu'il appelle le caractère présidentiel, soit le style, la vision du monde et le caractère individuel. Premièrement, le style est la partie «visible» de la personnalité et répond à la façon dont le président agit aux niveaux de la rhétorique, des relations interpersonnelles et de ses habitudes de travail (Barber, 2008, p.5). Ensuite, sa vision du monde détermine ses croyances et la façon dont il perçoit les situations politiques (Barber, 2008, p.5). Finalement, son caractère individuel est une variable relativement immuable, qui le prédispose à un rapport particulier avec son environnement et les gens qu'il côtoie (Barber, 2008, p.5).

Si l'apport de Barber sur le caractère présidentiel a parfois été jugé comme trop simplificateur dans sa façon de catégoriser les président selon le croisement entre deux axes, il reste que son objectif demeure de fournir un aperçu de l'impact de certains traits de personnalité sur la prise de décision (Barthe, 2012, p.413). D'ailleurs, il admet volontiers les nombreuses divergences et nuances possibles entre deux présidents qualifiés d'actifs-positifs, par exemple, et décortique les différents traits de personnalités que l'on retrouve dans chaque catégorie en fonction du président à l'étude. Chacun mérite ainsi une forme d'analyse sur-mesure, mais ayant

pour point de départ les quatre caractères présidentiels issus des axes actif/passif et positif/négatif.

Thomas Preston et la variable de l'expérience politique

Dans la lignée de Barber, Thomas Preston aborde la personnalité présidentielle⁹ afin de découvrir comment les caractéristiques personnelles vont influencer sur le processus décisionnel (Preston, 2001). Il présente à son tour une typologie du style présidentiel selon trois axes principaux : le besoin de contrôle, la complexité cognitive (la sensibilité au contexte) et l'expérience politique (Preston, 2001, p.16, 22). Les différentes catégories qui en résultent sont le fruit du croisement entre ce que Preston appelle les caractéristiques *statiques* et *non statiques* des présidents, distinction basée sur la prémisse que les traits de personnalité demeurent stables avec le temps, alors que les variables non rattachées à la personnalité sont de nature évolutive (Preston, 2001, p.14). Parmi les premières on retrouve le besoin de contrôle et la complexité cognitive, alors que l'expérience politique et l'expertise sont non statiques (Preston, 2001, p.14, 16, 22). De ce fait, la typologie de Preston est le résultat de la combinaison entre certains traits de personnalité stables et le niveau d'expérience. Le type de personnalité déterminera ensuite le style de leadership choisi par le décideur. Au final, selon son raisonnement, le besoin de contrôle (élevé ou faible) associé à l'expérience politique (élevée ou faible) détermine le désir d'implication, alors que la complexité cognitive également combinée à l'expérience définit le besoin d'information et la sensibilité au contexte (Preston, 2001, p.16, 20). Selon ces axes, un président peut être directeur, magistrat, administrateur ou délégant dans le cas où la variable indépendante est le besoin de contrôle, et navigateur, observateur, sentinelle ou solitaire dans les cas où la variable indépendante est la complexité cognitive. Chaque fois, la variable dépendante est le niveau d'expérience.

⁹ Les termes caractère présidentiel et personnalité présidentielle sont utilisés comme synonymes, à l'instar du travail de Barber et Preston.

Le tableau suivant résume de façon plus détaillée les caractéristiques propres à chaque type de personnalité :

Tableau 1.2 : Les types de personnalités présidentielles selon Thomas Preston¹⁰

Niveau d'expérience	Complexité cognitive		Besoin de contrôle	
	Élevée	Faible	Élevé	Faible
Élevé	Navigateur Actif, vigilant, très sensible au contexte et aux informations extérieures, ouverts aux débats, besoin d'information et intérêt personnel élevés	Sentinelle Besoin d'information faible, caméléon, recours aux analogies et aux stéréotypes	Directeur Actif, structure décisionnelle centralisée et généralement hiérarchique, contrôle direct sur le processus décisionnel, se fie davantage à son propre jugement	Administrateur Actif, structure décisionnelle collégiale, informelle et moins centralisée, se fie davantage à son propre jugement
	Kennedy, Eisenhower, Bush père, Obama?	Bush fils?	Kennedy, Eisenhower, Obama?	Bush père
Faible	Observateur Spectateur, Besoin d'informations et intérêt élevé, ouvert aux débats, intérêt pour les détails, recours aux conseillers	Solitaire Indépendant, faible sensibilité au contexte, faible besoin d'information, recours aux analogies et aux stéréotypes	Magistrat Moins actif, structure décisionnelle très centralisée et souvent hiérarchique, contrôle direct sur l'issue des décisions	Délégant Moins actif, tendance à déléguer, structure décisionnelle collégiale, informelle et moins centralisée, se fie davantage à ses conseillers
	Clinton, Obama?	Johnson, Truman	Johnson, Truman	Clinton

Source : Preston, 2001.

¹⁰ Preston fait la distinction entre le processus décisionnel en politique étrangère et en politique intérieure. Seul le processus décisionnel en politique extérieure a été retenu dans les exemples.

Le travail de Preston offre certaines nuances intéressantes qui complètent utilement les quatre catégories proposées par Barber, davantage rigides. En ce sens, le besoin de contrôle élevé d'Obama, dont le degré de centralisation est un excellent indice, combiné à son expérience plutôt faible à son arrivée, le situerait normalement parmi les magistrats. En réalité, cependant, le président démocrate pourrait s'apparenter aux directeurs, qui sont beaucoup plus actifs. Le même phénomène se produit avec le second axe, où le haut niveau de complexité cognitive d'Obama, associée encore une fois à son manque d'expérience, le caserait à mi-chemin entre les navigateurs et les observateurs. Si pour Preston un président peut faire partie de plusieurs catégories (Preston, 2001, p.22), on voit facilement les limites de ce genre d'approches qui cherchent à catégoriser les individus. Il faut être conscient du danger de vouloir faire correspondre un président avec une des catégories proposées, amenant à négliger certains aspects de sa personnalité pouvant être déterminants (Barthe, 2012, p.412). Il s'agit toutefois d'un exercice indispensable lorsqu'on cherche à démontrer comment la personnalité des décideurs influence le processus décisionnel et à éviter de tomber dans une analyse faite uniquement sur mesure, dont la portée et la rigueur seraient considérablement restreintes.

Stanley Renshon : une compréhension théorique du caractère

Stanley Renshon aborde également la nécessité de se pencher sur le caractère pour analyser les performances présidentielles. Il a cherché à en offrir une définition plus approfondie qui s'inscrit en continuité avec les efforts de Barber et Preston. Il insiste cependant sur la nécessité d'établir une compréhension théorique de la notion de caractère, rompant avec les modèles cliniques dominants qui ne sont pas étoffés pour ce genre d'analyse (1998, p.182-184). L'intérêt d'étudier ce phénomène réside selon lui dans sa capacité à faire ressortir certains modèles distinctifs pour ensuite développer des stratégies visant à faciliter l'étude de la performance des présidents (Renshon, 1998, p.203). Dans la même veine que Preston, il insiste sur le côté

évolutif du caractère, phénomène possible tout au long de l'existence par l'accumulation de l'expérience (Renshon, 1998, p.183).

Pour Renshon, le caractère se définit comme étant une structure de base à partir de laquelle les différentes composantes de la personnalité s'exercent et se développent, la personnalité étant ce qui est visible et le caractère la fondation profonde sous la surface (Renshon, 1998, p.184). Il forme les croyances, la façon d'analyser l'information (la cognition) et le comportement. Il est en fait le moyen par lequel l'individu tente de réduire l'écart entre ce qu'il souhaite (ses aspirations psychologiques) et ce qu'il possède, et ainsi la façon dont il développera ses habiletés dans le but d'atteindre un certain niveau de satisfaction (Renshon, 1998, p.185). Le caractère est formé de trois éléments fondateurs : l'ambition, l'intégrité caractérielle (le sens des valeurs et des idéaux et la capacité à s'y tenir) et les aptitudes de socialisation (Renshon, 1998, p.186). L'interaction entre ces trois éléments détermine ce que Renshon appelle le style de caractère, ou le fonctionnement psychologique général de l'individu, d'où se développe finalement une façon de se comporter (Renshon, 1998, p.194). Autrement dit, les expériences forment le caractère, alors que celui-ci influence ensuite la perception de la réalité, la façon de réagir aux expériences, de prendre des décisions et de faire des choix, et ce, au fur et à mesure que le caractère se développe (Wayne, 2011, p.293).

1.2.2 La cognition et l'apprentissage

Preston, Renshon et bien d'autres (Hermann, 2003; Jervis, 1976; Shapiro *et al*, 1973; Winter, 2011) abordent également la complexité cognitive des décideurs, reliée à une composante très importante du caractère, la cognition, dimension centrale de l'école perceptuelle en politique étrangère (David, 2004, p.27; Preston, 2008; Preston *et al*, 2010; Renshon, 1998). Elle peut se définir comme étant le processus par lequel le sujet traite l'information venant de l'environnement extérieur, laquelle sera perçue

différemment en fonction des individus (de Swielande, 2012, p.422). En effet, chaque décideur perçoit son environnement et filtre l'information d'une façon qui lui est propre et qui aura un impact certain sur l'issue du processus décisionnel (Preston *et al*, 2012, p.313). La cognition agit comme une espèce de prisme par lequel l'individu interagit avec l'extérieur. Les décisions seront donc le résultat de ces biais cognitifs parce qu'ils influencent la façon dont le sujet perçoit la réalité (de Swielande, 2012, p.422-423). La réalité objective n'existe pas : elle est le produit de la perception de l'individu. Les facteurs cognitifs et les perceptions individuelles influencent alors directement les décisions prises (Hermann, 2003; Jervis, 1976; Preston, 2008 ; Preston *et al.*, 2010, p.313; Renshon, 1998).

Margaret Hermann procède à une évaluation de sept traits de personnalité afin de déterminer le style de leadership d'un décideur. Parmi ceux-ci, la complexité conceptuelle, comprise comme étant la capacité du sujet à considérer et à différencier les informations provenant de son environnement, retient notre attention. Jumelée au degré de confiance en soi, il s'agit d'un élément déterminant dans l'ouverture du décideur aux informations complexes et contradictoires avec sa propre façon de voir les choses (Hermann, 2003, p.207-208). Plus sa complexité est élevée par rapport à son estime personnelle, plus le décideur aura tendance à être pragmatique, sensible au contexte et ouvert aux nouvelles idées provenant de son entourage¹¹ (Hermann, 2003, p.208). En résumé, il sera davantage sensible aux différents stimuli de son environnement. Il aura tendance à privilégier une structure décisionnelle collégiale plutôt que hiérarchique (Hermann, 2003, p. 208-210).

¹¹ Ces caractéristiques seront présentes chez un sujet dont la confiance en soi est égale ou inférieure à la complexité conceptuelle. Dans le cas contraire, lorsque la confiance dépasse la complexité conceptuelle, le décideur aura tendance à prendre des décisions plus idéologiques et à être moins ouvert à son environnement (Hermann, 2003, p.207-210). On aura d'ailleurs associé cette tendance à George W. Bush après les attentats de septembre 2001 (de Swielande, 2012, p.429).

De façon similaire, Renshon et Preston, abordent le niveau de complexité cognitive du décideur comme partie intégrante du caractère présidentiel. Bien que le choix des termes diffère légèrement, l'idée demeure la même que pour Hermann. Shapiro et Bonham vont également en ce sens, affirmant qu'en ce qui a trait aux enjeux internationaux, un individu possédant une complexité cognitive (par opposition à une simplicité cognitive), sera apte à considérer un plus large éventail de moyens pour gérer les conflits (Shapiro et Bonham, 1973, p.150). Or, pour Preston et Renshon, le niveau de complexité peut également agir à titre de vecteur de changement dans le choix d'une structure décisionnelle. En effet, plus la complexité cognitive du décideur est élevée, plus sa sensibilité au contexte sera grande, ayant pour conséquence la possibilité de développer sa capacité d'apprentissage alors qu'il acquiert de l'expérience (Preston, 2001, p.28; Renshon, 1998, p.183). Ainsi, lorsque les décideurs sont ouverts au changement, autrement dit lorsqu'ils possèdent une plus grande sensibilité au contexte, et qu'ils sont très impliqués dans la prise de décision, ils peuvent évoluer plus rapidement au cours d'une même administration s'ils sont confrontés à des situations critiques (Preston, 2001, p.31). Cette adaptation peut se traduire autant par un ajustement de la structure décisionnelle que par un changement au niveau des croyances¹² (Preston, 2001, p.28; Renshon, 1998, p.183).

1.2.3 Le caractère présidentiel de Barack Obama

Malgré le fait que son second mandat soit toujours en cours, offrant peu de recul nécessaire à ce genre d'analyse, plusieurs auteurs se sont penchés sur le style cognitif qui caractérise Barack Obama. Dans la majorité des cas, les mêmes facteurs cognitifs ressortent, ce qui permet de dresser un portrait général du président et de son impact sur le processus décisionnel.

¹² Il est généralement admis cependant que les changements au niveau des croyances affectent les croyances périphériques, et non les croyances centrales (*core beliefs*), qui elles, sont beaucoup plus stables (Renshon, 2008, p.824).

Complexité, rationalité et pragmatisme

Peu après la première élection du candidat démocrate, Fred Greenstein a dressé un portrait de son expérience et de ses qualités de décideur. Il en ressort que le nouveau président est reconnu pour son style cognitif marqué par l'intelligence, le pragmatisme, la pensée complexe et le détachement analytique (Greenstein, 2011, p.9). Ce dernier point est lié à son tempérament stable, qui fait en sorte qu'il laisse rarement ses émotions prendre le dessus sur sa raison quand vient le temps d'agir ou de prendre des décisions (Greenstein, 2011, p.9). Surnommé Spock par son entourage, en référence au personnage à moitié Vulcain de Star Trek, le calme légendaire d'Obama retient l'attention de ceux qui le côtoient (Renshon, 2011b, p.1048). Son estime personnelle et sa confiance en soi, toutes deux élevées, ressortent également, notamment sur les questions de politique étrangère, bien que le président n'en possédait pas une grande expérience à son arrivée à la Maison-Blanche¹³ (Renshon, 2011b, p.1047-1048).

Implication, délibérations et ... hésitation

Tanguy Struye de Swielande abonde dans le même sens en soulignant la complexité cognitive d'Obama (de Swielande, 2012, p.428). Bien que cette caractéristique soit liée à sa capacité d'analyse complexe des faits, à son ouverture face aux nouvelles informations, à son pragmatisme et à son choix de modèle de gestion collégial, cela l'a d'abord mené à une prise de décision assez lente et hésitante (de Swielande, 2012, p.428-429; Wayne 2011, p.428-429). C'est également l'avis de James Pfiffner. Ce dernier s'est penché en ce sens sur le cas de la réévaluation stratégique pour l'Afghanistan de l'administration démocrate dans la première moitié

¹³ Stanley Renshon fait une distinction entre l'estime personnelle et la confiance en soi, la première référant à un sentiment profond général, relié à la satisfaction personnelle, d'être «quelqu'un de bien», alors que le second renvoie à la relation entre les qualités que l'on possède et celles qui sont requises par l'environnement dans lequel on évolue. Il va sans dire que les deux termes sont étroitement liés (Renshon, 2011b, p.1048).

de son mandat initial. Il soutient que le style décisionnel d'Obama a été marqué par beaucoup de délibérations et une grande implication personnelle dans les détails de la stratégie, ce qui a eu pour effet de ralentir considérablement le processus, mais de respecter sa propension à considérer le plus grand nombre d'informations possibles et à rechercher un consensus (Pfiffner, 2011, p.260). En bref, sa prise de décision a été marquée par un style présidentiel très cérébral et certainement prudent (Pfiffner, 2011, p.249).

Ouverture, flexibilité et origines

Similairement, Stephen Wayne soutient que les décisions de l'administration Obama en lien avec l'Afghanistan sont tout à fait cohérentes avec son style et son caractère, en plus de souligner sa tendance à s'investir dans la prise de décision et à être plus nuancé dans ses opinions (Wayne, 2011, p.293; Wayne, 2012). Rejoignant la complexité conceptuelle selon Hermann, il ressort de la prise de décision de Barack Obama en lien avec l'Afghanistan une ouverture face aux informations contradictoires et une grande flexibilité (Wayne, 2011, p.293; Wayne, 2012, p.54). Par ailleurs, cela reflète son penchant pour les longues délibérations dans la recherche d'un consensus final et sa tendance pragmatique à prendre une décision réfléchie fondée la raison et non les émotions (Wayne, 2011, p.298; Wayne, 2012, p.53-54). Ces traits de caractère proviennent en grande partie, selon plusieurs auteurs, de ses origines familiales, de sa formation universitaire en politique et en droit (il a notamment été rédacteur en chef de la prestigieuse *Harvard Law Review*), ainsi que de ses expériences de travail en tant que travailleur social (*community organizer*), avocat en droits civiques et professeur de droit constitutionnel à l'Université de Chicago (Greenstein, 2011; Pfiffner, 2011; Renshon, 2011a, 2011b; Wayne, 2011; Wayne, 2012; Winter, 2011; Vandal, 2011).

Dans une analyse de son code opérationnel, par exemple, Stephen G. Walker en arrive à la conclusion que, pour Obama, l'univers politique dans lequel il évolue est hostile, incertain et dominé par la chance. Il voit avec pessimisme la réalisation de ses objectifs politiques, ce qui ne l'empêche toutefois pas de conserver un sentiment de contrôle vis-à-vis son action (Walker, 2011, p.75-76; Winter, 2011, p.1066). Walker qualifie, en résumé, le code opérationnel d'Obama de «coopération pragmatique dans un monde difficile» (Walker, 2011, p.77; Winter, 2011, p.1066). Pour Winter, les affiliations philosophiques avouées du président avec la pensée du théologien Reinhold Niebuhr y sont pour beaucoup dans sa perception du monde et ses croyances opérationnelles (Vandal, 2011, 2012; Winter, 2011, p.1066-1067).

Ce chapitre nous a servi à démontrer la complémentarité possible entre le champ d'étude sur les relations civilo-militaires et les efforts théoriques sur la prise de décision, tel qu'initié par Eliot Cohen, et plus particulièrement entre les concepts de contrôle civil et de caractère présidentiel. En effet, l'exercice du contrôle civil dépend non seulement de facteurs contextuels ou institutionnels, que nous avons abordés dans la revue de la littérature en introduction, mais également des facteurs individuels. Dans le cas présent, nous avons choisi de nous pencher sur l'impact de la personnalité du président Barack Obama, dans le but de répondre à la question qui guidera notre travail : dans le cas de l'Afghanistan, comment est-il possible d'expliquer le passage d'une suprématie professionnelle à une suprématie civile dans la gestion des relations civilo-militaires de 2009 à 2012 ? Une évolution dans l'exercice de l'autorité civile du commandant en chef nous pousse ainsi à analyser l'impact du caractère présidentiel sur la gestion des relations civilo-militaires dans le processus entourant la guerre en Afghanistan, alors que le concept de contrôle civil nous permet de qualifier les interactions entre le président et ses généraux, puis de

constater le passage d'une suprématie professionnelle à une suprématie civile. Les chapitres suivants seront consacrés à cet exercice.

CHAPITRE II

LA SUPRÉMATIE PROFESSIONNELLE DE JANVIER 2009 À JUIN 2010

La gestion de l'intervention américaine en Afghanistan par Barack Obama au cours de son premier mandat ne peut être entièrement associée à l'une des deux propositions de Peter D. Feaver quant à l'exercice de l'autorité civile. Nous avons plutôt été témoins d'un passage d'une suprématie professionnelle, de janvier 2009 à juin 2010, à une suprématie civile pour les mois qui ont suivi. La raison de cette évolution semble reposer sur l'adaptation du mode de gestion et du processus décisionnel par le président après ces quelques mois, lui permettant de bloquer l'accès des généraux au cercle très restreint des décideurs. Malgré tout, les premiers mois de la nouvelle administration ont été caractérisés par des interactions civilo-militaires en faveur des généraux Petraeus et McChrystal en ce qui a trait à la conduite de la guerre en Afghanistan. Ces derniers ont milité pour une stratégie de contre-insurrection, alors que les civils de l'équipe de sécurité nationale favorisaient majoritairement une alternative moins coûteuse fondée sur le contre-terrorisme. Les efforts des généraux pour s'immiscer dans le processus décisionnel et orienter l'issue des décisions ont finalement porté leurs fruits jusqu'en juin 2010, moment où Stanley McChrystal, suite à une bourde monumentale, s'est vu démis de ses fonctions de commandant des forces américaines en Afghanistan.

Il est cependant délicat de déterminer le moment exact à partir duquel nous pouvons qualifier la situation de vraiment différente. La transition vers une suprématie civile ne s'est pas effectuée du jour au lendemain. Le renvoi du général nous semble toutefois représenter un événement marquant de la réaffirmation de l'autorité civile susceptible d'avoir changé la donne de façon plus définitive,

notamment en raison de la symbolique entourant un tel geste de la part du commandant en chef. D'un autre côté, le comportement qui a provoqué le départ de McChrystal est sans aucun doute un cas d'insubordination représentatif de l'état des relations civilo-militaires à ce moment et on ne peut ignorer l'entaille à l'autorité civile qu'il représente.

Ainsi, entre janvier 2009 et ce moment fatidique, les principaux événements et décisions en lien avec l'Afghanistan ont reflété davantage la volonté des militaires que celles des civils. Nous nous pencherons d'abord sur les stratégies opposées revendiquées par les civils et les militaires : la contre-insurrection et le contre-terrorisme. Ce faisant, nous ferons ressortir la contradiction entre les moyens requis pour chacune des options, alimentant le conflit entre le Pentagone et la Maison-Blanche sur la stratégie à adopter en Afghanistan. Nous verrons alors que le processus entourant la révision stratégique et ayant mené à la décision du sursaut prolongé fin 2009 représente l'élément central de la suprématie professionnelle. Nous aborderons ensuite le scandale provoqué par le général McChrystal à l'été 2010, témoignant d'une faiblesse du contrôle civil et de la déficience des relations civilo-militaires, mais également de la difficulté initiale du président à s'affirmer en tant que commandant en chef. Ce problème sera toutefois graduellement résolu en raison de la capacité d'apprentissage et de la complexité cognitive d'Obama, bien qu'au départ les rôles des généraux David Petraeus et Stanley McChrystal aient été prédominants dans la prise de décision.

2.1 Contre-insurrection et contre-terrorisme : stratégies contradictoires

2.1.1 «CT amélioré» : l'alternative bon marché

La figure emblématique des partisans du contre-terrorisme au sein de l'équipe de sécurité nationale d'Obama est sans aucun doute le vice-président Joe Biden. Face aux efforts des généraux pour imposer une approche contre-insurrectionnelle, le président avait confié à Biden le soin de jouer l'opposant agressif et de partager sans ménagement le fond de sa pensée (Woodward, 2011, p.224). Pour le vice-président, il était évident que les militaires pourraient berner moins facilement l'ancien sénateur et président du comité des Affaires étrangères du Sénat ayant cumulé trente-cinq années d'expérience que le jeune Obama peu familier avec la conduite d'une guerre (Woodward, 2011, p.224). Au cours de la révision stratégique pour l'Afghanistan et le Pakistan, ce dernier a donc revendiqué féroceement l'option du «contre-terrorisme amélioré» comme alternative à la stratégie de McChrystal et Petraeus, ce qui n'a pas manqué d'attiser le mécontentement des généraux.

Contrairement à la contre-insurrection, le contre-terrorisme mise particulièrement sur l'usage offensif de la force et sur la défaite de l'ennemi (Joint Chiefs of Staff, 2009, p.8). Les opérations visent principalement à cibler puis tuer ou capturer les chefs terroristes (Joint Chiefs of Staff, 2009, p.27). Son objectif global rejoint cependant un aspect de la stratégie de COIN, au sens où il vise une neutralisation des terroristes permettant ensuite d'établir des conditions favorables à la prévention de leur résurgence et garantissant une sécurité à long terme (Joint Chiefs of Staff, 2009, p. 64). Ceux-ci seront donc neutralisés dans l'optique de détruire plus largement les sanctuaires, les camps de formation et les ressources essentielles à la formation et à la persistance des cellules terroristes (Joint Chiefs of Staff, 2009, p.30). Le Pakistan, par l'intermédiaire de ses sanctuaires offrant un refuge pour les Talibans et les terroristes, est un acteur clé des opérations, autant dans l'optique de la COIN que du CT.

Les moyens utilisés reposent principalement sur des opérations des forces spéciales et sur l'utilisation de drones, armés ou non, pour la cueillette de renseignements ou pour tuer de façon précise. Peu de troupes au sol sont nécessaires, et leur présence ne vise qu'à soutenir les opérations à distance. En effet, les interventions sur le terrain ne sont pas toujours désirables, considérant les risques que représentent les zones non-sécurisées (Courmont et Ribnikar, 2009, p.202). Conformément aux objectifs mentionnés dans la doctrine de contre-terrorisme parue en 2009 (Joint Chiefs of Staff, 2009), les sanctuaires pakistanais sont particulièrement ciblés puisqu'ils représentent des asiles favorisant l'émergence de terroristes et d'insurgés. C'est principalement dans cette optique que les drones sont une part importante des opérations. Le rôle déterminant du renseignement sur les cibles est grandement facilité par ces derniers, notamment en raison de l'absence de risques pour les militaires américains. En ce sens, le CT respecte davantage le concept de la guerre «zéro-mort»¹⁴, même en considérant le contexte asymétrique et irrégulier de la guerre contre le terrorisme, ce qui peut le rendre plus attrayant aux yeux des décideurs et de la population américaine (Courmont et Ribnikar, 2009, p.202-203; Joint Chiefs of Staff, 2009, p.9).

Le «contre-terrorisme amélioré» proposé par Biden se concentre exclusivement sur les membres d'Al-Qaïda et a pour objectif de leur rendre l'Afghanistan moins attrayant que le Pakistan (Woodward, 2011, p.224). Il se fonde sur la prémisse qu'il est possible de les dissuader de revenir en territoire afghan sans

¹⁴ Le concept de la guerre «zéro-mort» est implicitement présent dans les interventions américaines depuis le désastre du Vietnam, qui a engendré près de 60 000 pertes de vies américaines. Cette défaite a grandement influencé les décideurs et l'institution militaire dans leur façon de faire la guerre. Ils préfèrent ainsi miser, nous l'avons vu, sur une puissance de feu écrasante et un petit nombre de troupes au sol, minimisant le risque de morts parmi les soldats américains. L'opinion publique américaine contribue également à renforcer ce concept en ne soutenant pas les interventions où le risque de pertes américaines est le moindre élevé. En ce sens, les drones correspondent bien aux critères de la guerre «zéro-mort», puisqu'ils permettent d'agir à distance sans présenter de risque pour les militaires américains (Courmont et Ribnikar, 2009, p.202-203).

avoir à s'embarquer dans une contre-insurrection longue et coûteuse (Woodward, 2011, p.223). Pour ce faire, Biden propose de maintenir deux bases américaines à Bagram et Kandahar, afin que les forces spéciales puissent facilement couvrir tout le territoire, en plus de disposer d'un nombre minimal de personnel pour contrôler l'espace aérien (Woodward, 2011, p.224). Il suggère également des réseaux d'agents de renseignement pouvant fournir en personne des informations sur les terroristes, de même que des membres d'élite de la CIA recrutés en Afghanistan et pouvant circuler librement dans le pays (Woodward, 2011, p.224). Ainsi, il est en faveur d'opérations de contre-terrorisme incluant drones et forces spéciales, en plus de miser sur le renseignement humain. En résumé, il s'agit de contre-terrorisme renforcé par un léger soutien au sol, qui n'a cependant rien à voir avec une stratégie de contre-insurrection fondée sur la protection de la population et le *nation building* (Sanger, 2012, p.33-34).

2.1.2 COIN : une approche de sécurité globale

À l'opposé, la stratégie contre-insurrectionnelle mise de l'avant par les généraux David Petraeus et Stanley McChrystal pour l'Afghanistan correspond globalement à celle qui a été initiée en Irak sous George W. Bush (Woodward, 2011, p.219). Les principes et moyens de cette approche se retrouvent explicitement énoncés dans le *Field Manual 3-24* (FM 3-24), manuel d'usage de la contre-insurrection pour le soldat américain, élaboré par Petraeus et John F. Amos, général quatre étoiles du corps des Marines. Appliqué dès 2007 en raison du changement de cap de l'intervention en Irak pour répondre à l'insurrection croissante, le FM 3-24 incarne la stratégie revendiquée par les généraux auprès de l'administration Obama pour l'Afghanistan. Cette approche rompt essentiellement avec la façon traditionnelle américaine de faire la guerre en raison notamment de son caractère intrinsèquement politique et axé davantage sur la confiance de la population.

En effet, une stratégie contre-insurrectionnelle en Afghanistan signifie que les forces armées américaines doivent gagner l'appui de la population, au sens où ils doivent représenter une meilleure option pour le peuple afghan que les insurgés (Exum, 2011, p.294-295). C'est le principe du «*winning hearts and minds*», qui, selon David Kilcullen, ancien militaire australien et expert de la contre-insurrection ayant participé à la rédaction du FM 3-24, n'a rien à voir avec les sentiments ou la popularité des intervenants (Amos et Petraeus, 2006, p.191). Il s'agit de «gagner les coeurs et les esprits» de la population en la convainquant qu'il est dans son intérêt de soutenir la mission et que la force est utilisée pour la protéger (Amos et Petraeus, 2006, p.191). Contrairement au CT, miser sur un usage abusif de la force et sur la supériorité technologique est problématique pour l'approche contre-insurrectionnelle. Gagner les coeurs et les esprits nécessite plutôt un nombre important de troupes au sol. Le recours à la force doit être limité, car plus elle est utilisée, moins elle sert la mission (Amos et Petraeus, 2006, p.39).

En ce sens, le FM 3-24 met les forces armées en garde contre les attaques aériennes comme stratégie d'intervention. Il invite les intervenants à une extrême prudence lors de leur utilisation et insiste sur leur rôle de support pour les forces au sol, puisqu'elles peuvent facilement créer un climat d'instabilité en contradiction avec l'objectif de l'intervention (Amos et Petraeus, 2006, p.237). Dans cette optique, c'est surtout pour leur rôle dans la collecte de renseignements que les technologies aériennes et les drones sont envisagés par le FM 3-24, le renseignement étant une part importante de la COIN (Amos et Petraeus, 2006, p.239). Les intervenants doivent garder à l'esprit que le but n'est pas de détruire l'adversaire par la force.

De plus, la fin d'une mission contre-insurrectionnelle demeure difficile à prévoir. Nous l'avons vu, le paradigme conventionnel des forces armées américaines mise sur une victoire rapide et décisive, facilitée par sa supériorité technologique et sa puissance de feu (Fick et Nagl, 2009, p.43; Gray, 2006, p.35-37; Lacquement, 2010).

En contre-insurrection, rien n'est aussi précis. Pour Kilcullen, la victoire repose sur «le désarmement des insurgés et leur réintégration dans la société, combinés avec l'établissement de mesures anti-terroristes permanentes et institutionnalisées supportées par la population, qui préviendront le risque que des cellules terroristes se reforment» (Kilcullen, 2007, p.123). Andrew Exum, un ancien officier de l'armée de terre ayant servi en Irak et en Afghanistan, définit similairement la victoire comme «l'établissement des conditions nécessaires à un processus politique de paix ou de réconciliation, susceptible de permettre aux États-Unis et à leurs alliés de se retirer d'Afghanistan, n'y laissant que de petites infrastructures d'entraînement et de conseil» (Exum, 2011, p.293).

Dans tous les cas, il ne s'agit pas d'une victoire finale. Elle est à la fois politique, économique, culturelle, environnementale et, dans une moindre mesure, militaire (Amos et Petraeus, 2006; Spear, 2011). La contre-insurrection est une intervention de longue durée, nécessitant un investissement important, tant en ressources humaines et matérielles qu'en temps (Amos et Petraeus, 2006, p.36). En ce sens, elle s'apparente aux opérations de consolidation de la paix (Spear, 2011, p.403). Ce qui la rend d'autant plus complexe, c'est que gagner les cœurs et les esprits ne s'applique pas uniquement à la population de l'État hôte. Le soutien de l'opinion publique américaine joue un rôle fondamental dans la conduite de l'intervention. La motivation des dirigeants à consacrer temps et ressources peut être nettement amoindrie par une opinion publique défavorable (Spear, 2011, p.402). Ce genre d'intervention devient alors facilement un enjeu électoral. L'hostilité de l'opinion publique américaine à l'égard de la guerre au Vietnam demeure un exemple révélateur de l'importance du soutien de la population lors d'une intervention de cette envergure (Clinton, 2014, p. 179 ; Courmont et Ribnikar, 2009, p.111).

Petraeus : le père de la COIN moderne

Pour bien comprendre la stratégie de contre-insurrection revendiquée par les généraux, il importe également de s'attarder sur le parcours de Petraeus, reconnu pour avoir ramené à l'ordre du jour un mode d'intervention relayé aux oubliettes depuis les années 1960. Contrairement aux décideurs de la Maison-Blanche, Petraeus semblait avoir surmonté le «syndrome du Vietnam», l'encourageant à donner une nouvelle chance à la COIN tandis que l'institution militaire demeurait figée dans un paradigme de guerre conventionnelle. Face aux insurrections en Irak et en Afghanistan, l'objectif de Petraeus résidait justement dans cette volonté de briser l'inertie caractéristique de l'armée et de réduire le décalage entre la nature des interventions et les moyens déployés pour y faire face. L'épisode contre-insurrectionnel qu'avait connu l'institution militaire à compter de 2006 s'est poursuivi à l'arrivée d'Obama, jusqu'à ce que la réticence de celui-ci pour cette approche ne lui fasse préférer une option moins exigeante. Pour le président, la COIN rappelait systématiquement le spectre de l'échec du Vietnam (Sanger, 2012, p.30-31).

Pour plusieurs, Petraeus a joué un rôle d'opportuniste dans l'implantation de la COIN en Irak (Bacevich, 2010 ; Kaplan, 2013 ; Ricks, 2012). Face à la détérioration de la situation, le général, qui a fait sa thèse de doctorat sur la contre-insurrection au Vietnam, a saisi l'opportunité de changer la perception qu'avaient le public américain et les décideurs de l'intervention (Bacevich, 2010, p.195). Partant du principe que les perceptions de la réalité l'emportent sur la réalité elle-même, comme il l'abordait dans sa thèse vingt ans auparavant, et que ces façons subjectives de voir le monde ne sont pas immuables, il a d'abord réussi à convaincre le président d'adopter sa vision et de rediriger la guerre vers une contre-insurrection (Bacevich, 2010, p.194-195). La victoire n'étant pas l'objectif de la COIN, cela a donc permis à Bush fils, avec le sursaut en Irak, de réorienter le conflit sans avoir à avouer une défaite totale (Bacevich, 2010, p. 189).

De plus, le FM 3-24 est comparé à un manuel de vente renfermant beaucoup d'artifices et de contradictions, mais peu de substance. En effet, selon Andrew Bacevich, professeur émérite en relations internationales à l'Université de Boston et colonel de l'armée de terre à la retraite, il représente une tentative de déconstruction de la conception de la guerre traditionnellement perçue par les militaires américains (Bacevich, 2010, p.197). Le FM 3-24 transposerait, de façon implicite, le message que la façon conventionnelle de faire la guerre et que l'idée des forces armées comme instrument autonome de l'État sont révolues, le tout en servant un but politique (Bacevich, 2010, p.198). Alors que, selon plusieurs auteurs, l'intervention en Irak a été un échec dans les *faits*, elle est *perçue* comme un succès (Bacevich, 2010, p.204-205; Kaplan, 2013; Ricks, 2012). L'héritage de cette transformation dans la perception est donc caractérisé par un retour du balancier en faveur des commandants seniors sur le terrain pour les relations civilo-militaires, c'est-à-dire par une influence accrue des généraux, ce qui aura finalement une incidence sur l'administration Obama et sa façon de gérer l'Afghanistan (Bacevich, 2010, p.206-207; Fortmann, 2013).

C'est dans cette optique que l'équipe de Petraeus, dont fait partie le nouveau commandant sur le terrain Stanley McChrystal, revendiquait une stratégie de COIN fidèle aux principes du FM 3-24 pour l'Afghanistan. Selon le journaliste Fred Kaplan, Petraeus, en s'appliquant à défendre ardemment l'orientation privilégiée par McChrystal, semblait avant tout vouloir mettre de l'avant sa philosophie de contre-insurrection comme façon de faire la guerre, sans réellement s'attarder sur les problématiques spécifiques à l'Afghanistan (Kaplan, 2013, p.312). Pourtant, comme le faisait remarquer l'ambassadeur en Afghanistan Karl Eikenberry dans un mémo qu'il faisait parvenir à Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, durant la révision stratégique, le manque de légitimité du gouvernement Karzaï, les sanctuaires à la

frontière pakistanaise et l'absence de soutien de la population américaine remettaient réellement en cause la pertinence de la COIN¹⁵ (Kaplan, 2013, p.313-314).

Le CT et la COIN, revendiqués fermement par chacune des deux parties, sont donc des approches radicalement différentes, voire contradictoires. Tandis que l'une mise sur la supériorité technologique et la force pour atteindre ses objectifs, l'autre les considère plutôt comme contre-productifs. Si le but ultime des opérations demeure sensiblement le même, la divergence repose essentiellement sur les moyens à adopter. Nous verrons toutefois que, au cours des premiers 18 mois de son mandat, le président Obama a laissé les généraux avoir le dernier mot sur la stratégie à adopter en Afghanistan.

2.2 LE SURSAUT PROLONGÉ

À son arrivée à la Maison-Blanche, Barack Obama ne possédait qu'une mince expérience en matière de sécurité nationale (Rothkopf, 2014). Le choix des conseillers qui allaient l'entourer devenait alors déterminant quant à la façon dont il mènerait sa politique étrangère. Toutefois, il ne savait pas encore à quel point son équipe serait divisée au sujet de l'Afghanistan (Sanger, 2012, p.25). Les premiers instants de sa présidence ont témoigné de l'urgence avec laquelle il souhaitait remettre l'intervention américaine sur les rails, conformément à ses promesses électorales (Vandal, 2011, 2012). De plus, il a rapidement remarqué l'absence de stratégie de son prédécesseur pour l'Afghanistan, qui avait préféré se concentrer sur l'Irak (Sanger, 2012, p.18, 20). Au cours de la réévaluation stratégique, le nouveau président s'est cependant vu confronté à des difficultés inhérentes au processus

¹⁵ Eikenberry n'était pas le seul diplomate à remettre en question l'option revendiquée par les militaires. Richard Holbrooke, envoyé spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan, qui avait passé en revue les options diplomatiques possibles, aura cependant été tenu à l'écart face aux recommandations des généraux (Nasr, 2013).

décisionnel en lien avec la conduite d'une guerre, alors que, dès les premiers jours, le général Petraeus a tenté d'orienter les décisions en faveur d'une contre-insurrection. Il fut bientôt suivi par le général Stanley McChrystal, désigné pour remplacer le général McKiernan à titre de Commandant des unités combattantes en Afghanistan. Début février, le président a donc approuvé la demande du Pentagone, initiée par le général Petraeus, afin d'envoyer rapidement dix-sept mille soldats supplémentaires en Afghanistan (Cooper, 2009; Woodward, 2011, p.144). Ayant au départ suggéré un envoi de trente mille hommes, Petraeus était incertain quant à la manière dont la nouvelle administration verrait la stratégie contre-insurrectionnelle qu'il tentait de faire appliquer (Woodward, 2011, p.140-145). Si le premier envoi de troupes fit presque consensus au sein de l'administration, dans le but notamment d'encadrer les élections afghanes, il n'en fut pas de même pour le sursaut prolongé de 30 000 hommes décidé en décembre 2009. Or, dans les deux cas, le résultat reflète davantage la volonté des généraux que des civils, et témoigne du manque d'expérience du commandant en chef.

2.1.1 Le processus du sursaut prolongé

Le processus menant à la décision du sursaut prolongé a été long et laborieux¹⁶. Il s'appuie sur une série de rapports dont les conclusions pencheront en faveur d'une approche contre-insurrectionnelle menant, au terme d'environ un an, à l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan, incarnant le point culminant de la révision stratégique initiée dans les tous premiers jours suivants l'investiture présidentielle (Woodward, 2011). Ce processus aura été marqué par de nombreuses fuites dans la presse de la part des généraux Petraeus et McChrystal, par de vives tensions entre le nouveau président et ses militaires ainsi que par la partisanerie de ces derniers, ce que Huntington aurait tôt fait de considérer comme

¹⁶ Woodward consacre presque la totalité de son livre au processus décisionnel entourant le *surge*, ce qui démontre bien le côté laborieux de la chose.

un manque de professionnalisme (Huntington, 1957; Owens, 2011, p.60-61; Sanger, 2012, p.36-37; Vandal, 2012, p.82-85; Woodward, 2011, p.238, 266-267).

Le rapport Riedel : l'AfPak au cœur du problème

Quelques jours à peine après son entrée en fonction, le nouveau président confiait à Bruce Riedel la tâche de produire un bilan sur la stratégie suivie en Afghanistan et au Pakistan, dont s'inspirera le *White Paper* paru à la fin du mois de mars 2009 (Clinton, 2014, p.174; Woodward, 2011, p.133-134). Ancien de la *Central Intelligence Agency* (CIA) et collaborateur à la Brookings Institution, Riedel était un expert des questions liées à l'extrémisme islamiste et à l'AfPak¹⁷ (Woodward, 2011, p.133). Disposant d'une période de deux mois pour préparer son bilan, il s'est appuyé sur trois rapports : celui du général Douglas Lute au Conseil de sécurité nationale (CSN), celui de l'Amiral Mike Mullen du comité d'état-major interarmes (JCOS) et celui du général David Petraeus au commandement central des États-Unis (CENTCOM) (Flournoy, Holbrooke et Riedel, 2009; Woodward, 2011, p.122). Tous en arrivaient à des conclusions similaires, que Riedel partagera également.

Selon ce dernier, l'objectif de la mission en Afghanistan devait être «[...] de désorganiser, de démanteler et au final de vaincre aussi bien Al-Qaïda que ses alliés extrémistes, leurs structures de soutien et leurs sanctuaires au Pakistan, tout en empêchant leur retour au Pakistan et en Afghanistan» (Flournoy, Holbrooke et Riedel, 2009; Interagency Policy Group, 2009; Woodward, 2011, p.147). Au final, les sanctuaires ne devraient plus représenter une menace à la sécurité nationale des États-Unis. Riedel insistera fortement sur la composante pakistanaise du problème dans son

¹⁷ Le terme AfPak réfère à l'Afghanistan et au Pakistan et dénote la volonté de l'administration Obama de considérer ces pays comme deux éléments d'un même problème (Clinton, 2014, p.174; Woodward, 2011, p.147). Il est très représentatif de la nouvelle orientation stratégique de l'administration, où le Pakistan occupe une place centrale.

rapport, soutenant qu'il s'agit là de la principale menace, position que le président lui-même ne tardera pas à adopter (Interagency Policy Group, 2009; Sanger, 2012, p.12). En effet, non seulement la stabilité de l'Afghanistan est-elle directement liée à la présence de sanctuaires pakistanais pour les Talibans et les membres d'Al-Qaïda, mais la vulnérabilité de l'arsenal nucléaire du Pakistan complexifie également la situation (Mann, 2012, p.117 ; Sanger, 2012, p.12). Le *White Paper of the Interagency Policy Group's Report on U.S. Policy toward Afghanistan and Pakistan*, issu du bilan de Riedel, abonde en ce sens :

The ability of extremists in Pakistan to undermine Afghanistan is proven, while insurgency in Afghanistan feeds instability in Pakistan. The threat that al Qaeda poses to the United States and our allies in Pakistan - including the possibility of extremists obtaining fissile material - is all too real. Without more effective action against these groups in Pakistan, Afghanistan will face continuing instability (Interagency Policy Group, 2009).

Parmi les recommandations faites par Riedel en vu d'atteindre les objectifs établis figure une contre-insurrection civile et militaire intégrée et qui établirait le climat sécuritaire nécessaire aux activités de stabilisation et de reconstruction (Flournoy, Holbrook et Riedel, 2009; Interagency Policy Group, 2009; Woodward, 2011, p.151). Ce plaidoyer en faveur de la COIN n'avait pourtant rien de surprenant, étant donné les analyses sur lesquelles se fondait le bilan de Riedel, dont celle de Petraeus. Le penchant de celui-ci pour une stratégie visant à gagner les cœurs et les esprits était bien connu, notamment en raison de son rôle dans la réorientation en ce sens de l'intervention américaine en Irak. Dès les premiers jours de la présidence d'Obama, il a alors milité en faveur de la demande du général McKiernan visant à envoyer 30 000 soldats supplémentaires sur le terrain et a mis par écrit, dans son bilan de la stratégie suivie en Afghanistan, les avantages de mener une campagne de contre-insurrection (Woodward, 2011, p.122). Pour Petraeus, il n'y avait tout

simplement aucune alternative si les États-Unis voulaient avoir une chance d'atteindre leurs objectifs.

Point de départ de la révision stratégique en Afghanistan et au Pakistan, le rapport de Riedel et les recommandations qui y sont faites correspondaient davantage à la volonté des militaires de réorienter la réponse américaine vers une contre-insurrection. Nous verrons en effet que cette alternative ne fera pas l'unanimité du côté de l'équipe de sécurité nationale alors que le président se retrouve face à une situation économique délicate. Pourtant, lorsque le nouveau commandant des forces américaines et de l'OTAN entrera en fonction en juin 2009, Obama se verra confronté une fois de plus à la détermination de ses généraux pour soutenir une stratégie contre-insurrectionnelle sous la forme d'un nouveau rapport résumant la situation en Afghanistan.

Le rapport McChrystal : plus de renforts

La première rencontre entre Barack Obama et Stanley McChrystal ne s'est pas déroulée comme le général l'avait espéré. Malgré sa notoriété au sein de la grande famille de l'armée et ses exploits à titre de commandant des forces spéciales en Irak et d'adjoint du président du JCOS, il apparut à McChrystal qu'Obama semblait ne jamais avoir entendu parler de lui (Hastings, 2012, p.56). L'arrivée du général coïncida également avec la rumeur qu'une nouvelle campagne pour l'envoi de troupes supplémentaires allait débuter (Woodward, 2011, p.178). Alors que le contingent des 17 000 venait tout juste d'être approuvé par le président et que le déploiement n'était pas encore achevé, voilà que le nouveau commandant relançait le débat, au grand dam d'Obama et de plusieurs membres de son administration. Souhaitant esquiver la crise, le secrétaire à la Défense Robert Gates et le conseiller à la sécurité nationale James L. Jones se mirent d'accord pour que McChrystal dispose d'un délai de 60 jours pour faire une évaluation de la situation en Afghanistan, au

terme duquel il mettrait ses recommandations par écrit (Woodward, 2011, p.178-179). Si, de cette façon, ils évitaient que la campagne pour un nouvel envoi de troupes soit menée dans le dos du président, il n'en demeure pas moins que McChrystal s'est attelé à la tâche en ayant une idée bien précise de ce qu'allait contenir son évaluation (Woodward, 2011, p.177).

Le 31 août 2009, l'évaluation de McChrystal était terminée. Conformément à ce qu'on attendait de lui, le rapport était un plaidoyer en faveur d'une campagne de contre-insurrection, par l'intermédiaire duquel McChrystal justifiait un envoi massif de troupe en Afghanistan (Chaudhuri et Farrell, 2011, p.273; Sanger, 2012, p.25; Woodward, 2011, p.218, 226). La situation y était dépeinte de façon catastrophique, prédisant l'échec de la mission à moins d'y mettre les ressources nécessaires pour vaincre l'insurrection (Woodward, 2011, p.244-247). Un peu plus tard, il a remis trois options chiffrées au président, chacune nécessitant un envoi de troupes supplémentaires dans le but de soutenir l'approche contre-insurrectionnelle qui débutait sur le terrain (Woodward, 2011, p.264). Recourant au modèle Kissinger¹⁸, le général a suggéré trois options. Dans la première, il propose d'envoyer environ 10 000 hommes pour soutenir l'armée afghane. Dans la seconde, le chiffre monte à 40 000, dans le but de poursuivre une COIN ordinaire. Finalement, la troisième option consiste à déployer 85 000 soldats et appliquer intégralement la COIN (Woodward, 2011, p.264). Avec trop peu d'effectifs, la première option était simplement incohérente avec les recommandations de son rapport, tandis que la dernière proposition n'avait aucune chance d'être sélectionnée par le président. En présentant ces trois options, l'objectif de McChrystal était de le voir choisir la seconde. Or, aucune n'a plu à Obama. N'étant pas en faveur d'une COIN qui ne pouvait durer que

¹⁸ Le modèle Kissinger est une méthode bien connue au sein du Pentagone et de la Maison-Blanche : elle consiste à présenter trois options, dont deux ne sont absolument pas réalistes, ce qui pousse à choisir celle du milieu, plus raisonnable (Woodward, 2011, p.153).

trop longtemps et coûter beaucoup trop cher, il ne pouvait se résoudre à envoyer le minimum de 40 000 soldats demandés par McChrystal¹⁹ (Woodward, 2011, p.428).

«Shirking» : les insubordinations de McChrystal et Petraeus

Malgré le scepticisme affiché d'Obama pour cette alternative coûteuse qu'est la COIN, le général a usé de plusieurs tactiques pour s'assurer que sa stratégie verrait le jour, appuyé par Petraeus et Mullen. Ce dernier vouait d'ailleurs une admiration sans faille à McChrystal (Woodward, p.178, 216-218). Nous avons vu que Peter D. Feaver présente le ralentissement du processus décisionnel, l'exagération des ressources nécessaires à une intervention et les fuites dans les médias comme autant de tentatives de se dérober à l'autorité civile (Feaver, 2003, p.68 ; Owens, 2011, p.29). Dans le processus menant à la décision du sursaut prolongé, McChrystal et, dans une autre mesure, Petraeus ont eu recours à ces trois moyens pour imposer leur volonté.

D'abord, une fois les options chiffrées présentées, Obama a ordonné au général de lui resoumettre des alternatives qui correspondraient davantage à ses préférences. Malgré cela, le président a dû s'y reprendre à trois reprises avant d'avoir finalement sous les yeux une option qu'il jugeait acceptable (Woodward, 2011, p.370-371). Les tentatives précédentes se sont plutôt soldées par l'ajout d'options qui se sont révélées être identiques à celles des 40 000 hommes, mais présentées différemment, ce que le président a vite remarqué (Woodward, 2011, p.369). C'est finalement un peu plus tard qu'il a pu trancher en faveur du déploiement de 30 000 hommes, soutien logistique inclus, avec la nette impression d'avoir été acculé au pied du mur (Woodward, 2011, p.373, 398). Dès son arrivée, le nouveau commandant a ainsi utilisé des tactiques bien connues que sont le ralentissement du processus

¹⁹ Il faut également ajouter à ce nombre environ 10% d'hommes en appui logistique (Woodward, 2011, p.428).

décisionnel et l'exagération des ressources nécessaires à l'intervention, en peignant un portrait catastrophique de l'intervention en Afghanistan pour justifier un envoi massif de troupes et en ne lui soumettant que ses propres préférences.

Toutefois, le moyen le plus efficace et probablement le plus utilisé par les généraux pour parvenir à leur fin est de rendre le débat public. McChrystal et Petraeus ont plusieurs fois eu recours à cette tactique au cours de la révision stratégique afin d'orienter le débat en faveur d'une contre-insurrection, seule alternative viable selon eux, ce qu'il n'ont pas manqué de clamer dans les médias. Ils ont fréquemment coupé l'herbe sous le pied de l'équipe décisionnelle d'Obama en parlant ouvertement à la presse. La force de ce type de contournement de l'autorité civile réside dans la haute estime qu'ont les Américains de l'expertise militaire, qui dépasse largement la confiance qu'ils ont envers la présidence ou le Congrès²⁰ (Cohen, 2010; Gallup, 2014). En impliquant l'opinion publique dans la prise de décision, ils rendent la tâche bien plus ardue au président de justifier une décision en contradiction avec l'avis des militaires. Par conséquent, ces manœuvres sont une façon de contester l'autorité civile et de faire prévaloir leur point de vue en cas de désaccord. Dans les premiers mois de sa présidence, les nombreuses fuites dans les médias ont été une véritable source de mécontentement pour l'administration Obama, et sa capacité à exercer son autorité en a souffert (Hastings, 2012, p.53; Kaplan, 2013, p.311-313; Sanger, 2012, p.36-37; Vandal, 2012, p.82-85; Woodward, 2011, p.256, 266-267). Parmi celles-ci, quelques unes des plus notables retiennent notre attention.

Tout d'abord, le rapport de McChrystal, document hautement confidentiel, s'est retrouvé entre les mains d'un journaliste d'enquête bien connu à Washington : Bob Woodward. La fuite, «orchestrée par ceux qui souhaitent forcer la main

²⁰ Un sondage Gallup est effectué chaque année auprès d'un échantillon d'Américains pour déterminer leur niveau de confiance envers certaines institutions de la société américaine. En 2009, 82% des répondants ont affirmé avoir très confiance en l'institution militaire, puis 76% en 2010, hissant aisément les forces armées au premier rang (Gallup, 2014).

d'Obama et de Gates pour qu'ils acceptent sans restrictions une stratégie de contre-insurrection visant au *nation building* en Afghanistan» (Col. Pat Lang, cité dans Woodward, 2011, p. 253), a rendu publique une version déclassifiée de l'évaluation du général peu de temps après qu'elle ait été remise au président. Devant la réticence de ce dernier envers les recommandations du rapport, sa parution à la une du *Washington Post* le 21 septembre 2009, alors que le président n'avait même pas encore reçu les options de renforts chiffrées, a permis à McChrystal d'élargir le débat à l'ensemble de la société américaine. Il s'en est alors suivi une campagne de la part du général visant à convaincre la Maison-Blanche d'opter pour une stratégie contre-insurrectionnelle par le biais de la population, des médias et des acteurs politiques qui, normalement, sont exclus du processus décisionnel.

Peu de temps après, lors d'un discours prononcé à l'*International Institute for Strategic Studies* à Londres le 1^{er} octobre 2009, McChrystal s'est laissé aller à un plaidoyer en faveur de la COIN, soutenant qu'il s'agissait là de la seule alternative viable pour les forces américaines et de l'OTAN (Burns, 2009). Il s'est clairement positionné contre une révision à la baisse des objectifs à réaliser en Afghanistan et correspondant à une stratégie axée sur le CT, option ouvertement défendue par le vice-président Biden (Hastings, 2012, p.53). Il a plutôt réaffirmé sa conviction en faveur d'une campagne de contre-insurrection, mettant en garde l'audience «contre le doute et son impact démoralisant» (Woodward, 2011, p.265). À partir de ce moment, l'équipe de sécurité nationale de la Maison-Blanche a commencé à percevoir les déclarations de McChrystal comme autant de preuves irréfutables de la volonté des militaires de coincer Obama (Woodward, 2011, p.266). D'ailleurs, ce dernier, qui pourtant avait publiquement affiché son scepticisme à l'idée d'envoyer plus de troupes et fait part de son intention d'examiner toutes les options afin de s'assurer que la stratégie soit claire et appropriée, s'impatiait sérieusement (Woodward, 2011, p.266, 268). Au final, bien que McChrystal ait reconnu avoir franchi la limite, son discours de Londres a largement compliqué les relations entre la Maison-Blanche et

le Pentagone, en plus d'imposer un climat de méfiance entre civils et militaires (Woodward, 2011, p.266-270).

McChrystal n'était cependant pas le seul à se laisser aller à des plaidoyers en faveur de la COIN dans les médias. Environ un mois avant l'incartade du commandant à Londres, Petraeus avait donné l'exemple dans un article du *Washington Post* (WP) du 4 septembre 2009. Deux jours plus tôt, il avait eu tout un choc en parcourant un article de David Ignatius, romancier et éditorialiste au WP, intitulé *A Middle Way on Afghanistan ?* Déjà, le titre ne lui disait rien qui vaille, mais le reste était bien pire. Ignatius suggérait que l'Afghanistan serait le Vietnam d'Obama, comparaison lourde de sens, tout en énumérant les difficultés du pays. Il semait ensuite le doute sur la stratégie proposée par Petraeus en Irak et en Afghanistan, affirmant que peu d'éléments permettaient de croire qu'une COIN serait efficace en Afghanistan, et que son succès en Irak avait été exagéré (Ignatius, 2009; Woodward, 2011, p.220-221). À voir ainsi mettre en doute sa stratégie, Petraeus n'a pu s'empêcher de riposter. Il contacta Michael Gerson, connu pour avoir écrit les discours de George W. Bush, afin de défendre publiquement son point de vue. Le journaliste écrivit alors un article consacré à la réplique du général, où ce dernier allait jusqu'à affirmer que, sans troupes supplémentaires, l'intervention qui durait déjà depuis près d'une décennie serait vouée à l'échec. Il soutint que l'alternative du contre-terrorisme appuyé par l'utilisation de drones ne fonctionnerait pas. Au contraire, il prit publiquement le parti du général McChrystal dans sa campagne en faveur d'une COIN. Gerson résumait sa position ainsi : «As a result, Petraeus is strongly behind the approach recently advocated by America's lead general in Afghanistan, Stanley McChrystal -- what Petraeus calls a fully resourced, comprehensive counterinsurgency campaign» (Gerson, 2009). Connaissant pertinemment la position du président, ce geste public de la part de Petraeus était particulièrement téméraire. Une fois de plus, Obama et ses proches conseillers étaient furieux (Woodward, 2011, p.222).

Ignatius avait cependant touché un point particulièrement sensible alors qu'il soulevait la comparaison avec le Vietnam. Véritable épée de Damoclès, cette idée planait constamment au-dessus de la tête du président. Maintes fois, Obama avait lui-même fait mention du fiasco de l'administration Johnson pour parler de l'Afghanistan (Indyk *et al.*, p.95; Sanger, 2012, p.30-31). Surtout en période de crise économique, il voyait mal comment une campagne de contre-insurrection pouvait être soutenue par les Américains dans un borbier tel que l'Afghanistan (Biddle *et al.*, 2010, p.48). En effet, ce dernier a affirmé à quelques reprises son désir de se concentrer sur son propre pays, considérant le contexte économique désastreux et les coûts d'une intervention contre-insurrectionnelle en Afghanistan de plus en plus difficiles à justifier devant une population et un Congrès défavorables (Obama, 2009, 2011). Pourtant, à en croire les généraux, aucune alternative n'était viable et, comme ils se plaisaient à le faire remarquer, le fait de ne pas prendre les mesures nécessaires pour mener à bien l'intervention coûterait aux États-Unis les huit années déjà passées en Afghanistan. Selon eux, le contre-terrorisme amélioré privilégié par l'administration ne faisait pas le poids, et pouvait au final causer davantage de tort que de bien. C'est assurément là que se situait le nerf de la guerre en Afghanistan, alors que le manque d'expérience et le style cognitif du président ont offert aux généraux l'opportunité de s'imposer dans la prise de décision.

Finalement, en décembre 2009, Obama annonça son intention d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires, conformément aux recommandations de son commandant en Afghanistan. Cette décision représentait une victoire pour les généraux Petraeus et McChrystal, qui ont réussi à imposer leur vision du conflit à un président aux prises avec un contexte économique difficile, qui refusait pourtant de s'engager dans une contre-insurrection. À force de tactiques diverses, Obama a finalement cédé et envoyé de nouveaux renforts.

2.3 L'affaire McChrystal

Peu de temps après la clôture du débat sur la stratégie à adopter en Afghanistan, les épisodes d'insubordination du général se sont poursuivies. La plus marquante défiance à l'autorité civile rendue publique par les médias a sans doute été le scandale causé par McChrystal en juin 2010. Au printemps de la même année, le journaliste du magazine *Rolling Stone* Michael Hastings a rejoint l'équipe du général à Paris, où il a pu s'entretenir à plusieurs reprises avec elle. L'article *The Runaway General*, qui a ensuite été publié par le journal dépeint McChrystal et sa brigade de façon peu flatteuse. Il y est rapporté les propos désobligeants qu'ils ont tenus sur plusieurs membres importants de l'administration Obama, ainsi que sur la révision stratégique de ce dernier en Afghanistan (Hastings, 2010, 2012). Le vice-président Joe Biden, l'ambassadeur des États-Unis en Afghanistan John Eikenberry, le représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan Richard Holbrooke ainsi que le conseiller à la sécurité nationale de l'époque James L. Jones ont fait l'objet de propos méprisants, démontrant un manque de respect flagrant de la part des militaires présents (Hastings, 2010, 2012; Woodward, 2011, p.487). Par exemple, après avoir rebaptisé le vice-président «Bite-me», un membre de l'équipe affirme que son chef a l'habitude de comparer Holbrooke à un animal blessé, avant de dénigrer l'autorité de l'ambassadeur Eikenberry (Hastings, 2010). Évidemment, plusieurs se sont demandé comment le général avait pu être si peu vigilant en tenant des propos délicats devant un journaliste et en permettant à son équipe de faire de même (Cohen, 2010).

La manière dont le journaliste décrit la scène nous porte à croire qu'ils ont l'habitude de parler ainsi des membres de l'administration avec lesquels ils sont en désaccord et qu'ils leur accordent bien peu de crédit. L'ambiance se prête à la franche camaraderie et à la condescendance face à l'équipe civile de sécurité nationale avec laquelle le général doit composer régulièrement (Hastings, 2010, 2012). Cet épisode représente un exemple concret et frappant de cas où la tension entre civils et

militaires est élevée et où l'on peut constater la perte de crédibilité des civils par rapport à certains militaires, de même que le manque de confiance des premiers envers les seconds (Owens, 2011, p.61-62). Si l'on en vient à douter du professionnalisme de l'équipe de McChrystal, d'autant plus qu'il ne s'agit pas du premier cas de conflit entre ce dernier et l'administration, la méfiance des autorités civiles envers les militaires s'en trouvera également accrue.

Le premier à avoir eu vent de la mauvaise presse de McChrystal fut le secrétaire à la Défense, qui s'est immédiatement entretenu avec le conseiller à la sécurité nationale Jones (Woodward, 2011, p.486). Le général, parfaitement conscient de sa bourde monumentale, a soumis sa démission à Gates par téléphone avant de s'entretenir avec le président le jour suivant. En effet, le lendemain, Obama convoquait McChrystal à Washington pour faire le point, mesure assez inhabituelle (Hastings, 2012, p.314; Woodward, 2011, p.487). C'est lors de cet entretien que le président a accepté le départ du général, équivalent en langage militaire à un licenciement en bonne et due forme (Cohen, 2010). Une longue conversation avec le général Petraeus a suivi, au cours de laquelle Obama lui a proposé le poste de commandant vacant, qu'il a accepté (Cooper *et al.*, 2010; Woodward, 2011, p.489). Dans de telles conditions, McChrystal n'avait d'autre choix que de soumettre sa démission au président, et celui-ci de l'accepter (Cohen, 2010; Woodward, 2011, p.488-489). Le départ de McChrystal représente alors un tournant décisif dans les relations civilo-militaires sous Obama car, si peu à peu le chef de la Maison-Blanche avait réussi à réaffirmer le contrôle civil, la façon dont il a géré l'affaire McChrystal a marqué de façon plus claire l'autorité nouvelle d'Obama (Cohen, 2010; Vandal, 2012, p.126; Woodward, 2011, p.488).

Les premiers mois de l'administration Obama ont donc été caractérisés par une influence des militaires qui va bien au-delà de l'idéal des suprématistes civils et se rapprochent plutôt d'une suprématie professionnelle. Les leaders militaires ont

cherché à imposer leur point de vue et à orienter le processus décisionnel en leur faveur à l'aide notamment de nombreuses fuites dans les médias pour contraindre le président. Plusieurs cas de dérogation à l'autorité civile ont eu lieu. La décision du sursaut est davantage le reflet de l'insistance des généraux que de la volonté du président d'engager des milliers de soldats supplémentaires en Afghanistan, d'autant qu'il a rapidement fait du Pakistan et de ses zones tribales la plus grande menace pour les États-Unis (Sanger, 2012, p.12 ; Woodward, 2011, p.147). À l'automne 2010, c'est justement ce qui ressortira de la révision annuelle de la stratégie en l'Afghanistan (Cooper et Sanger, 2010).

2.4 L'impact du style cognitif : le caractère «obamien»

En 2008, juste avant l'entrée en fonction du nouveau président, l'historien militaire Richard H. Kohn mettait en garde le prochain commandant en chef contre des relations civilo-militaires qui promettent d'être tendues (Kohn, 2008). Avec sur les bras deux guerres qui s'étiraient en longueur et les conséquences désastreuses et toujours tangibles du passage de Donald Rumsfeld au Pentagone, Obama risquait, selon Kohn, une crise semblable à celle qu'a connu Clinton avec les militaires dans les années 1990 (Kohn, 2008, p.70). La méfiance croissante entre les deux parties et la politisation des généraux, notamment de Petraeus, qui continuera à jouer un rôle central dans la révision stratégique en Afghanistan, teinteront les relations entre la Maison-Blanche et le département de la Défense et rendront l'exercice du contrôle civil particulièrement difficile (Kohn, 2008, p.69-70). Pour ainsi dire, la suprématie professionnelle semblait quasi inévitable avant même l'entrée en fonction d'Obama. Kohn avait peut-être vu juste pour les premiers mois de la nouvelle administration, mais il n'avait pas considéré le «facteur Obama» pour la suite des choses. La façon dont ce dernier a géré les relations avec ses généraux demeure en partie le résultat de son caractère présidentiel, lui ayant permis de s'adapter pour restreindre l'accessibilité

de la prise de décision aux généraux après le départ de McChrystal. En effet, l'autorité civile s'est renforcée au fur et à mesure qu'Obama gagnait en expérience et apprenait de ses erreurs. Or, au cours des premiers mois, son manque d'expérience et son style particulier ont offert aux généraux la latitude nécessaire pour s'imposer.

La formation du caractère

Une particularité du nouveau commandant en chef est sa complexité cognitive, la plus élevée parmi les présidents modernes (de Swielande, 2012, p.428; Greenstein, 2011, p.9; Renshon, 2011a, 2011b, p.1048; Winter, 2011, p.1066). Nous avons vu dans le premier chapitre que cette caractéristique, combinée à l'acquisition d'expérience, peut mener à une forme d'apprentissage chez le décideur et ce, au cours d'un même mandat lorsque le président est confronté à une situation critique (Hermann, 1999, p.18; Preston, 2001, p.28; Renshon, 1998, p.183). C'est en effet ce qui semble s'être déroulé au cours du premier mandat d'Obama, dont le style cognitif lui aura permis d'ajuster graduellement son processus décisionnel une fois la révision stratégique terminée.

Bien que ses performances ne fassent pas l'unanimité, plusieurs éléments de son caractère ressortent systématiquement dans les analyses de sa présidence. On pensera notamment à son calme légendaire, à son pragmatisme et à son penchant pour les délibérations, mais également à sa capacité à traiter simultanément des informations complexes et contradictoires (Alter, 2010; de Swielande, 2012; Greenstein, 2009; Holder, 2012; Renshon, 2011a, 2011b; Wayne, 2011, 2012; Winter, 2011). Son style minutieux, et pour certains, trop hésitant, a également fait soupçonner certains analystes et quelques collaborateurs qui ont dû composer avec un processus décisionnel très rigoureux, bien illustré par l'exemple du sursaut prolongé de 2009 (Clinton, 2014; Gates, 2014; Rothkopf, 2014). Quoi qu'il en soit, la

formation du caractère «obamien» est en grande partie le résultat de son expérience de vie singulière.

En effet, les éléments de son style présidentiel trouvent leurs fondations autant dans son parcours professionnel que personnel (Alter, 2010; Renshon, 2011a, 2011b; Vaisse, 2012, p.38; Vandal, 2011, 2012; Wayne, 2012; Winter, 2011). Né d'une mère blanche américaine et d'un père kenyan, le jeune Barack Obama a partagé son enfance entre l'Amérique et l'Indonésie, où il a vécu de l'âge de six à dix ans avec sa mère (Obama, 2008; Vandal, 2011, p.23). Il rentrera ensuite au États-Unis, où il vivra sur l'île d'Hawaï avec ses grands-parents maternels, de typiques WASP²¹ originaires du Kansas, alors que sa mère demeurera en Indonésie avec sa demi-soeur et son beau-père (Obama, 2008; Vandal, 2011, p.23). Il passera ainsi une partie de son enfance sans sa mère, alors qu'il ne rencontrera son père qu'une seule fois à l'âge de dix ans, événement qui le marquera profondément²² (Obama, 2008, p.84-89; Vandal, 2011, p.22). Il débutera ensuite ses études postsecondaires à l'*Occidental College* de Los Angeles, où il cherchera à s'impliquer au sein de la communauté afro-américaine et où il se découvrira un talent d'orateur (Obama, 2008 ; Vandal, 2011, p.2-28). L'idée de devenir «organisateur de communauté» (*Community Organizer*) commencera à germer dans son esprit, pour devenir plus concrète lorsqu'il fréquentera l'Université Columbia à New York (Obama, 2008). Il trouvera finalement un emploi à Chicago, ville en pleine transformation alors que le premier maire noir vient d'être élu, où il

²¹ La majorité des Américains entre encore aujourd'hui dans la catégorie des WASP, qui désigne les *White Anglo-Saxon Protestants* (Corbo et Gagnon, 2011, p.109, 119).

²² Alors qu'il vient de prendre le poste de rédacteur en chef de la *Harvard Law Review*, fonction prestigieuse pour la première fois occupée par un Afro-américain, Obama se voit offrir la possibilité de publier un livre. En 1995, il publiera alors *Dreams From My Father*, qui raconte sa quête identitaire en tant que fils d'une Américaine blanche et d'un Kenyan musulman. Obama y illustre alors les difficultés qu'il a rencontrées lorsque, dès son enfance en Amérique, il est confronté aux différences culturelles et aux inégalités sociales entre les communautés blanche et afro-américaine. Il aborde comment l'absence de son père a affecté la formation de son identité et comment son unique rencontre avec celui-ci l'a profondément marqué, en le confrontant véritablement pour la première fois à ses origines africaines (Obama, 2008).

fera ses premiers pas dans ce domaine (Obama, 2008). Le côté communautaire de son travail l'amène à fréquenter des gens issus à la fois de milieux difficiles et de la classe moyenne. Il réalisera rapidement l'importance de garder les pieds sur terre et d'être à l'écoute des gens (Obama, 2008; Vandal, 2011, p.29, 31). S'il était vaguement motivé par un côté plus idéologique à son arrivée à Chicago, il en ressortira plutôt désillusionné et peu convaincu par les courants révolutionnaires (Obama, 2008; Vandal, 2011, p.32). De l'avis de nombreux commentateurs, son réalisme et son pragmatisme marqueront ultérieurement sa présidence (de Hoop Scheffer, 2012, p.36; Holder, 2012; Indyk *et al.*, 2012, p.276-286; Vaïsse, 2012, p.227-228; Vandal, 2011, p.81, 95).

Quelques années plus tard, Obama entamera ses études de droit à l'Université Harvard, où il deviendra le premier Afro-américain à diriger la prestigieuse *Harvard Law Review* (Obama, 2008; Renshon, 2012, p.51; Vandal, 2011, p.32-33). Son ambition et son travail acharné le récompenseront d'un parcours particulièrement réussi et d'une influence considérable dans le milieu juridique (Renshon, 2012, p.51; Vandal, 2011, p.33). Une fois son diplôme en poche et de nombreuses offres d'emploi refusées, Obama intègre le cabinet Davis, Miner, Barnhill, and Galland à Chicago, où il travaillera pour la défense des droits civiques et se rapprochera des autorités politiques locales, en plus d'enseigner le droit constitutionnel à l'Université de Chicago (Obama, 2008; Vandal, 2011, p.33). Au cours des années suivantes, il se fera un nom dans les milieux progressistes de la ville, et placera ses pions en fonction de son désir de faire le saut en politique (Vandal, 2011, p.36). En 1997, il deviendra sénateur à la législature d'État à Springfield, puis sera finalement élu pour représenter l'Illinois au Sénat américain en novembre 2004. Rappelons qu'au mois de juillet précédent, il s'était également démarqué à la convention démocrate où il avait prononcé un discours mémorable, l'encourageant ensuite à se lancer dans la course à la présidence qu'il remportera en novembre 2008 (Vandal, 2011, p.46).

La complexité d'Obama : pragmatisme et tergiversations

En plus d'être un acteur politique, Obama est avant tout un juriste de formation. On lui reprochera d'ailleurs son manque d'expérience politique concrète, notamment dans la gestion d'une machine bureaucratique aussi complexe que celle de la Maison-Blanche et des autres agences avec lesquelles doit composer un président (Rothkopf, 2014, p.49). Il n'avait effectivement passé que quelques années au Congrès alors que ses prédécesseurs avaient pour la plupart été gouverneurs d'État (Rothkopf, 2014, p.49). Son expérience professionnelle ne l'avait également pas préparé à faire face aux enjeux de sécurité nationale ni à la conduite d'une guerre (Lizza, 2011; Rothkopf, 2014, p.49-50). Sa formation de juriste se fait cependant ressentir de plusieurs façons sur sa prise de décision (Wayne, 2012, p.52).

Son style décisionnel est sans aucun doute très analytique et contraste de façon frappante avec son prédécesseur (de Swielande, 2012, p.428-429; Lizza, 2011; Wayne, 2012, p.52-53). Sa complexité cognitive le rend réceptif aux informations contradictoires, flexible et peu porté à voir le monde de façon idéologique (de Swielande, 2012, p.428-429; Douzet et Vaïsse, 2013, p.7-8; Wayne, 2012, p.73). De nombreux analystes ont d'ailleurs attribué cette ouverture d'esprit à ses origines multiculturelles, à son enfance passée en Indonésie et à l'influence de sa mère, une libérale fortement opposée aux idéologies rigides (Wayne, 2012, p.17-20; Vaïsse, 2012, p.39; Vandal, 2011, p.22-27). Obama est avant tout un intellectuel et souhaite prendre des décisions prudentes (Wayne, 2012, p.81). D'ailleurs, dans le cas de l'Afghanistan, il a insisté tout au long du processus menant au sursaut pour avoir l'avis de chaque membre de son équipe décisionnelle à plusieurs reprises, s'assurant qu'aucun détail ne lui avait échappé et que chacun avait pu faire part de son appréciation du problème (Clinton, 2014, p.171-172). Pour Obama, l'enjeu était élevé puisque la décision qu'il allait prendre devait «correspondre à un changement de stratégie» (Woodward, 2011, p.121). Aucun détail ne devait alors être négligé. Il se

montrait particulièrement minutieux, tel un avocat rassemblant les preuves à la recherche de la vérité (Rothkopf, 2014). La structure décisionnelle collégiale et compétitive privilégiée par le président se prête également très bien à ce genre d'exercice, notamment parce qu'elle est propice aux longues délibérations, qu'Obama a l'habitude d'encourager (Alter, 2011, p.138, 267; de Swielande, 2012, p.429; Gates, 2014, p.299; Pfiffner, 2011, p.255; Wayne 2011, p.293).

En ce sens, c'est surtout le pragmatisme qui guide le président dans sa prise de décision. Ryan Lizza, journaliste au *New Yorker*, l'a d'ailleurs qualifié de «conséquentialiste» (Lizza, 2011). Chaque décision prise résulte d'un calcul des conséquences potentielles de celle-ci (de Hoop Scheffer, 2012, p.37; Lizza, 2011). Il se sert de sa logique et non de ses sentiments. «You've got to make decisions based on information and not emotion», affirme-t-il (Obama, cité dans Wayne, 2012, p.51). Son tempérament égal n'est sans doute pas étranger à cette façon de faire. En effet, le calme légendaire, certains diront même la froideur, de celui qu'on surnomme «no-drama Obama» retient l'attention (Indyk *et al.*, 2012, p.78). Le «président-zen» ne délaisse alors jamais sa raison et mène la prise de décision avec un pragmatisme et une prudence inébranlables (Alter, 2010, p.138, 267).

À cela s'ajoute une solide confiance en soi et une grande implication dans le processus décisionnel (Renshon, 2012, p.152). Le cas de la révision stratégique a d'ailleurs témoigné d'un important investissement personnel jusque dans les détails de la prise de décision, tout comme il a démontré que, bien que le processus puisse s'étirer en longueur, une fois qu'elle est prise, la décision est finale (Pfiffner, 2011, p.260; Woodward, 2011, p.430). Obama est très actif, sûr de lui, et, s'il incite son équipe à débattre, c'est pour mieux décider à la fin (Wayne, 2011, p.293). Car c'est bien Obama qui a le dernier mot. Le modèle «collégial concurrentiel» privilégié par le président sert alors uniquement à stimuler les discussions dans le but de rassembler

le plus d'informations possibles, pour finalement choisir, de façon très pragmatique, la solution jugée optimale.

Comme chaque président, Obama utilise la structure décisionnelle qu'il a choisie à sa propre manière. Dans ce cas-ci, la prise de décision se déroule généralement de la même façon que lorsqu'il intègre un nouvel environnement (Wayne, 2012, p.21). Il observe puis, quand il comprend le fonctionnement de son environnement, il agit (Wayne, 2012, p.21). Il analyse et réfléchit, sans faire part de ses opinions (Wayne, 2012, p.21). Similairement, au cours du processus décisionnel, le président incite son équipe aux débats et se gave d'informations de son côté. Il écoute, pose beaucoup de questions et apprend (Wayne, 2012, p.21). Puis, à mesure qu'il assimile l'information, il devient plus sûr de lui et se prononce (Wayne, 2012, p.21). Cette façon de faire n'est certes pas étrangère à sa complexité cognitive et à la grande capacité d'adaptation qu'il a développée au cours de ses années de formation (Renshon, 2012, p.198-201; Wayne, 2012, p.20-21).

Dans le cas du processus décisionnel en lien avec l'Afghanistan, les éléments du caractère présidentiel d'Obama ont eu deux principales conséquences. Combinés aux facteurs contextuels dans lesquels ont pris forme les relations civilo-militaires, notamment la popularité de la COIN parmi les généraux et la méfiance entre la Maison-Blanche et le Pentagone, ceux-ci ont d'abord permis l'émergence d'une suprématie professionnelle. Or, quelques mois plus tard, l'expérience acquise rapidement par le président a favorisé un exercice plus ferme de l'autorité civile et l'adaptation de la structure décisionnelle pour y restreindre l'accès des généraux. En effet, tout au long de la révision stratégique, le manque d'expérience et le style très cérébral du président ont considérablement ralenti la prise de décision et offert à McChrystal et Petraeus l'opportunité de s'imposer dans le débat. La complexité cognitive d'Obama le rend certes ouvert et flexible dans son assimilation de l'information, mais sa minutie et sa volonté de prendre une décision optimale, de

façon très pragmatique, prennent du temps. Peu instinctif, le président a eu de la difficulté à être prompt et décisif. Pourtant, une fois le sursaut décidé, une chose était bien claire dans l'esprit d'Obama. Après s'être fait coincer par les généraux pour l'envoi des troupes supplémentaires, l'engagement américain dans une contre-insurrection en Afghanistan allait prendre fin pour faire place au «contre-terrorisme amélioré». Apprenant de ses erreurs, le président a alors trouvé le moyen, dans les mois qui ont suivi, d'éviter l'intrusion des généraux dans la prise de décision et d'adapter sa structure décisionnelle en conséquence.

Nous avons vu que les premiers 18 mois de l'administration Obama correspondent davantage à une suprématie professionnelle que civile. Les débats entourant la révision stratégique pour l'Afghanistan font ressortir le rôle prépondérant qu'y ont joué les généraux Petraeus et McChrystal. La décision du président d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires, annoncée à l'académie militaire de West Point en décembre 2009, représente ainsi davantage la volonté du Pentagone que celle de la Maison-Blanche. Les civils de l'équipe de sécurité nationale ont alors accusé à maintes reprises les militaires d'avoir piégé et coincé le président pour réorienter l'intervention américaine vers une contre-insurrection. Ayant considérablement ralenti le processus décisionnel, le manque d'expérience et le penchant du président pour les longues délibérations, conséquences de son éducation et de sa personnalité, ont grandement joué sur la capacité des généraux à influencer le choix de la stratégie. Nous verrons cependant dans le prochain chapitre qu'une fois la décision du sursaut prolongé prise, le président a travaillé à renverser la vapeur et restreindre l'accès des généraux dans la prise de décision. Graduellement, celle-ci s'est centralisée à la Maison-Blanche pour atteindre un niveau sans précédent depuis le duo Nixon-Kissinger (Gates, 2014, p.585-587). Parallèlement, le commandant en chef a affirmé fermement son autorité, renforçant ainsi le contrôle civil. La capacité d'adaptation du

président, résultat de sa complexité cognitive, nous semble un facteur explicatif incontournable de l'avènement de la suprématie civile au cours du premier mandat de Barack Obama, que nous aborderons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

LE RETOUR À UNE SUPRÉMATIE CIVILE

Le départ précipité du commandant Stanley McChrystal demeure un moment charnière de la prise de décision en lien avec l'Afghanistan sous Barack Obama. En effet, un changement s'est graduellement opéré à la Maison-Blanche au niveau de la structure décisionnelle, ce qui a par conséquent affecté l'état des relations civilo-militaires. Bien que la transition vers une suprématie plus civile se soit confirmée avec le départ du général, celle-ci était toutefois déjà entamée lorsque le président a prononcé son discours à l'Académie militaire de West Point dans l'État de New York à la fin 2009. Un an à peine après l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche, cette allocution représentera une tentative importante de réaffirmation du contrôle civil et marquera le début de la fin de l'influence des généraux sur la prise de décision.

Quelques mois plus tard, lorsque le général Petraeus prendra le relais du commandement des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan suite au symbolique licenciement de McChrystal, Obama parviendra finalement à gérer les interactions avec les militaires avec une autorité nouvelle. À partir de ce moment, la structure décisionnelle aura atteint un très haut degré de centralisation, réservant l'accès à quelques élus ayant gagné la confiance du président. Cet ajustement de la prise de décision transparaîtra ainsi non seulement à travers l'état des relations civilo-militaires, mais également dans l'orientation stratégique de la guerre en Afghanistan, dossier sur lequel le commandant en chef fait preuve d'une fermeté inédite. Suite à l'allocution du président à West Point, la COIN fera graduellement place à une approche de contre-terrorisme, qui se traduira concrètement par un retrait progressif

des troupes au sol et un recours de plus en plus fréquent aux drones armés et aux forces spéciales.

Dans un premier temps, nous verrons donc comment le discours prononcé à West Point a contribué à renverser la vapeur dans l'exercice de l'autorité civile. Ensuite, nous nous attarderons sur les conséquences du renvoi du général McChrystal et de la nomination de David Petraeus sur les relations civilo-militaires, gestes dont la symbolique puissante n'a pu que démontrer la fermeté du président. En troisième lieu nous aborderons la variation de l'approche stratégique choisie par la Maison-Blanche pour l'Afghanistan, qui se concentre principalement sur le CT. Une fois ces éléments représentatifs de la suprématie civile abordés, nous nous pencherons finalement sur l'adaptation de la structure décisionnelle d'Obama. Nous essaierons de voir de quelle façon les caractéristiques de la personnalité présidentielle ont pu rendre possible cette transformation et, par conséquent, comment elles ont pu avoir un impact sur l'état des relations civilo-militaires.

3.1 Le discours de West Point : le début de la fin de la suprématie professionnelle

3.3.1 *L'ambiguïté du discours de West Point*

Le 1er décembre 2009, le président Obama prononçait devant le corps des Cadets à l'Académie militaire de West Point un discours annonçant la stratégie choisie pour l'Afghanistan, issue du processus de révision entamé par le commandant McChrystal quelques mois plus tôt (Obama, 2009). Il y affirme son intention d'envoyer 30 000 soldats américains supplémentaires pour répondre à l'insurrection, atteignant ainsi un nombre total de 100 000 hommes l'année suivante (Livingston et O'Hanlon, 2012, p.4). Suite à l'envoi des 17 000 soldats moins d'un an auparavant, le président semblait avoir choisi de répondre aux incessantes demandes de ses

généraux et de réorienter l'intervention vers une COIN, malgré les recommandations des hauts responsables civils de la sécurité nationale. Pourtant, immédiatement après, il annonce qu'au terme de 18 mois, les troupes déployées dans le cadre du sursaut prolongé entameront leur retour à la maison (Obama, 2009). Ce dénouement plaît nettement moins aux généraux et soulève de nombreuses critiques, notamment en raison de la grande ambiguïté stratégique dont fait preuve le président (Indyk *et al.*, 2012, p.95; Ivie, 2011).

Du côté des démocrates, on dénonçait la similitude avec la rhétorique de Bush sur la «guerre contre la terreur» (*War on Terror*), alors que les faucons conservateurs appuyaient l'envoi massif de soldats, tout en dénonçant la lenteur avec laquelle le président avait pris sa décision (Ivie, 2011, p.729). Surtout, plusieurs ont questionné la pertinence d'engager un nombre important de troupes sur une courte période de temps, faisant ressortir l'ambivalence de la décision présidentielle. En effet, Obama avait l'air bien déterminé à trouver une solution médiane qui plairait à tout le monde, proposant à la fois un engagement significatif et une stratégie de sortie (Hastings, 2012, p.149; Ivie, 2011, p.729; Woodward, 2011, p.428-429, 488). Cela semblait également révéler le scepticisme d'Obama à l'égard de sa propre stratégie, ce qui lui a valu bien des critiques de la part du secrétaire à la Défense de l'époque, Robert Gates (Gates, 2014, p.469). Le Pentagone avait alors le sentiment que le président ne faisait les choses qu'à moitié, ce qui a eu pour effet d'accroître la tension entre l'institution militaire et la Maison-Blanche (Gates, 2014, p.469-474).

L'ambiguïté qui ressort du discours de West Point réside dans le fait qu'il est à la fois le reflet d'une concession faite aux militaires et de la fermeté d'un président qui n'a pas l'intention de céder davantage (Hastings, 2012, p.149; Ivie, 2011). Dans l'ensemble, le général McChrystal aura finalement eu ce qu'il voulait (Woodward, 2011, p.488). Cependant, en fixant dès lors la date de retour, Obama se protège de la trop grande influence des généraux. Surtout, il ferme la porte à une stratégie de

contre-insurrection à long terme et aux ressources illimitées, option publiquement revendiquée par McChrystal et Petraeus. Il refusera même l'utilisation du mot «contre-insurrection» dans son discours et dans la révision stratégique effectuée au cours des mois précédents (Woodward, 2011, p.402). Il est hors de question pour lui de s'engager de cette façon avec tous les risques politiques que cela pourrait entraîner. Ainsi, la décision finale d'Obama, telle qu'il la présente à West Point, est à la fois le reflet d'un compromis forcé avec les militaires et de l'affirmation de l'autorité civile. Si plusieurs ont dénoncé l'ambiguïté de sa décision, d'autres suggéreront plutôt de voir ce sursaut prolongé limité comme une concession stratégique pour faciliter le désengagement américain en Afghanistan (Chaudhuri et Farrell, 2011, p.287; Hastings, 2012, p.149; Renshon, 2012, p.219; Woodward, 2011, p.400).

3.1.2 Concession stratégique

L'entourage du président en est rapidement venu à douter de la confiance de celui-ci en sa propre décision. En effet, en réaction au discours de West Point, Gates s'envolera pour visiter les troupes en Afghanistan, où il se sentira l'obligation de les rassurer. Il les encouragera alors d'un «nous sommes ici pour gagner la guerre», chose assez inhabituelle pour le secrétaire à la Défense (Gates, 2014, p.469). Il utilisait ces termes délicats pour la première fois, préférant habituellement demeurer plus terre-à-terre et parler de «succès» ou «d'objectifs à atteindre» (Gates, 2014, p.469). Sa réaction est toutefois assez représentative de l'ambiance qui règne au Pentagone après l'annonce de la stratégie ambiguë du président. Il estime que les soldats sur le terrain ont besoin d'être rassurés quant au bien fondé de leur mission et que leur optimisme doit être revigoré afin qu'ils n'aient pas le sentiment de risquer quotidiennement leur vie dans une intervention futile dont l'échec a déjà été planifié par la Maison-Blanche (Gates, 2014, p.469). Le scepticisme d'Obama justifierait alors l'ambiguïté de sa

stratégie et représenterait une preuve supplémentaire de la réussite des généraux à imposer leur vision de l'intervention.

Obama en était venu à la conclusion qu'il n'avait pas vraiment d'autre choix que d'essayer la COIN et que celle-ci était un mal nécessaire pour réduire l'empreinte américaine, et ce, dans l'optique de réorienter l'intervention vers le CT (Indyk *et al.*, 2012, p.92). Il a donc mis l'accent sur le transfert de la responsabilité aux forces de sécurité et à l'armée nationale afghanes (ANA) (Chaudhuri et Farrell, 2011, p.287) :

[A]s Commander-in-Chief, I have determined that it is in our vital national interest to send an additional 30,000 U.S. troops to Afghanistan. After 18 months, our troops will begin to come home. These are the resources that we need to seize the initiative, while building the Afghan capacity that can allow for a responsible transition of our forces out of Afghanistan. [...] These additional American and international troops will allow us to accelerate handing over responsibility to Afghan forces, and allow us to begin the transfer of our forces out of Afghanistan in July of 2011 (Obama, 2009).

Le message qu'il souhaitait envoyer au Congrès et au peuple américain, particulièrement aux démocrates opposés à l'intervention, était simple. Il s'agissait de la promesse de mettre rapidement un terme à la guerre (Indyk *et al.*, 2012, p.95 ; Renshon, 2012, p.218-219). Le président avait bien perçu le soutien décroissant de l'électorat et faisait facilement le rapprochement entre l'expérience de Lyndon B. Johnson au Vietnam et la menace d'un engagement indéfini en Afghanistan (Indyk *et al.*, 2012, p.95). Il entendait donc se servir du déploiement temporaire de la puissance américaine comme d'un tremplin facilitant le retrait des forces américaines un an et demi plus tard.

En ce sens, la décision du sursaut prolongé annoncée à West Point représente à la fois une concession stratégique dans le but de freiner l'intrusion des militaires

dans la prise de décision et une tentative du commandant en chef de réaffirmer le contrôle civil affaibli par l'année de délibérations entourant l'envoi des 30 000 soldats supplémentaires (Hastings, 2012, p.149; Woodward, 2011, p.488). En appliquant une date d'expiration au sursaut prolongé, le président a en effet fermé la porte à une escalade du conflit, laissant seulement aux militaires entrevoir l'espoir qu'il pourrait changer d'avis, chose qu'il ne fera pas (Kaplan, 2013, p.316-318).

3.1.3 Une fermeté nouvelle pour le commandant en chef

Petraeus et McChrystal n'ont jamais vraiment cru que le délai annoncé par le président à West Point allait être respecté aussi fermement (Sanger, 2012, p.59). Le président avait pourtant bel et bien l'intention de rester inflexible sur le retrait progressif à compter de juillet 2011 (Renshon, 2012, p.219-220; Woodward, 2011, p.428). Le 29 novembre, deux jours avant son allocution, alors qu'il fait part de sa décision à son équipe de sécurité nationale²³, il soutiendra face à Gates et Petraeus :

En 2010, nous n'aurons plus une seule conversation sur la manière d'en faire davantage. [...] Je ne veux pas entendre : "on s'en sort bien, monsieur le président, mais on s'en sortirait mieux si on en faisait plus". Il n'est pas question de discuter des changements à apporter... sauf s'il s'agit d'accélérer le retrait prévu pour 2011. [...] Il n'y a ni contre-insurrection, ni *nation building* (Woodward, 2011, p.429).

Il avait tiré des leçons de sa première année au pouvoir et il entendait concentrer la prise de décision exclusivement à la Maison-Blanche pour déterminer la stratégie de retrait qui allait suivre (Gates, 2014, p.496; Sanger, 2012, p.60). Il a ainsi pris tous les moyens pour être parfaitement clair. Au cours des 18 mois suivants, il a

²³ Le président avait convoqué à cette réunion le vice-président Joe Biden, le secrétaire à la Défense Robert Gates, les président et vice-président du comité d'état-major interarmes Mike Mullen et James Cartwright, le général Petraeus alors au commandement du CENTCOM, le conseiller à la sécurité nationale James Jones et le secrétaire général de la Maison-Blanche Rahm Emanuel (Woodward, 2011, p.428).

reprit le contrôle de la guerre et réaffirmé à plusieurs reprises que le retrait des troupes respecterait l'échéancier annoncé (Cohen, 2011). De plus, pour la première fois dans l'histoire, le président américain a lui-même dicté les règles d'engagement en Afghanistan et les conditions du sursaut prolongé (Woodward, 2011, p.430). Aucun aspect ne devait être négligé, aucune marge de manœuvre n'allait être offerte aux militaires concernant ses ordres. Ceux-ci étaient clairs et aucune justification ne serait tolérée pour les militaires en cas de désobéissance. Au cours du débat entourant la stratégie de retrait qui a suivi, Gates et Tom Donilon, conseiller adjoint à la sécurité nationale, ont clairement avisé les généraux, sous les directives du commandant en chef, que toute tentative de fuite serait considérée comme une forme d'insubordination inacceptable. Obama insistera également à plusieurs reprises auprès de Petraeus pour que l'évaluation des progrès, fin 2010, soit faite de façon discrète afin d'éviter de reproduire le cirque médiatique de l'année précédente (Gates, 2014, p.497). Ces remarques donnèrent le ton à un débat largement moins public que le premier et où l'autorité civile s'est finalement imposée (Dreazen et Ambinden, 2011). Si McChrystal et Petraeus étaient profondément sceptiques à l'idée d'un retrait si rapide, ils devaient composer avec les décisions d'Obama (Kaplan, 2013, p.318).

Cette fermeté nouvelle a toutefois eu des conséquences directes sur les relations civilo-militaires. Bien qu'ayant contribué grandement à l'avènement de la suprématie civile, elle a également accentué le ton de méfiance entre le Pentagone et l'administration (Gates, 2014, p.474). Dans ses mémoires, l'ancien secrétaire à la Défense déclarera :

From the moment the president left West Point, [Biden and the White House staff] worked to show he had been wrong, that the Pentagon was not following his direction, and that the war on the ground was going from bad to worse. The president's decision clearly had not ended the rancor and division over strategy inside the administration, or the White

House [...] suspicion of the senior military [...]. Indeed, the suspicion seemed to have increased (Gates, 2014, p.474).

Au cours des mois suivants, la tension était telle que, selon Gates, chaque parole prononcée par les militaires était interprétée par la Maison-Blanche comme une tentative d'insubordination (Gates, 2014, p.475). Les civils accusaient le Pentagone de les avoir induit en erreur avec le sursaut, alors que les militaires soutenaient que le manque d'enthousiasme de l'administration pour la COIN était dû à leur ignorance, leur incompréhension et leur mauvaise foi envers les forces armées (Gates, 2014, p.475). Sans surprise, au fur et à mesure que la date butoir approchait, les généraux McChrystal, Petraeus, puis Allen, qui allait prendre le commandement de *l'International Security Assistance Forces* (ISAF) en 2011, considéraient le retrait trop agressif (Hastings, 2012, p.375). Gates soutiendra notamment que le président outrepassa l'avis de ses militaires, mais ce dernier répliquera qu'ils devront s'en tenir à ce qu'il a décidé (Hastings, 2012, p.375). Malgré la pression de ses généraux, Obama a fermement maintenu la décision invoquée dans le discours de West Point. Rappelons qu'en 2006, George W. Bush avait quant à lui fait fi des recommandations des généraux qui menaient la guerre en Irak pour favoriser l'approche contre-insurrectionnelle de Petraeus, poussant Feaver à qualifier cet épisode de suprématie civile (Feaver, 2011).

L'allocution de décembre 2009 peut donc être perçue comme le premier effort vers le renforcement de la suprématie civile, bien qu'il ait engendré davantage de tensions entre le Pentagone et la Maison-Blanche. Le manque de confiance entre les deux parties demeure un phénomène plutôt courant dans l'histoire des relations civilo-militaires américaines, particulièrement lorsqu'un président outrepassa l'avis de ses généraux dans la conduite d'une guerre (Cohen, 2010). Coincé entre son désir de sortir de l'Afghanistan pour se concentrer sur les problèmes internes et les tentatives des militaires de forcer l'issue du processus décisionnel, Obama n'avait d'autre choix

que d'utiliser le sursaut prolongé pour faciliter le désengagement des troupes (Indyk *et al.*, 2012, p.92; Sanger, 2012, p.60; Woodward, 2011, p.400). En déclarant officiellement qu'après 18 mois le retour s'enclencherait, il a démontré une fermeté qui a compensé l'envoi des renforts et mis fin à la possibilité d'une COIN. Ce retour à une prédominance civile dans la prise de décision se verra ensuite confirmé par la façon dont Obama a géré le scandale causé par le général McChrystal en juin 2010.

3.2 Le revers de la médaille : la gestion de l'affaire McChrystal par Obama

3.2.1 *Un licenciement significatif*

Quelques mois plus tard, la réaction de Barack Obama face à l'ultime insubordination de son commandant des unités combattantes en Afghanistan a grandement contribué au renversement de la suprématie professionnelle. Nous considérons effectivement le départ de McChrystal comme un tournant décisif dans les relations civilo-militaires sous Obama puisque, si le discours de West Point représente un premier pas vers l'accroissement de l'autorité civile, la façon dont il a géré l'affaire McChrystal l'a en quelque sorte scellé (Cohen, 2010; Woodward, 2011, p.488). La patience du commandant en chef vis-à-vis des incartades de ses généraux s'était grandement épuisée et il faisait dorénavant preuve d'une autorité nouvelle.

En réaction à cet épisode, Eliot Cohen a fait le rapprochement entre l'administration du nouveau président et celle de Bill Clinton. Selon lui, le fait qu'Obama ait accepté la démission du général dès le lendemain a eu pour conséquence de raviver un certain respect à son égard parmi les militaires et de réaffirmer son autorité (Cohen, 2010). Du moins, un simple avertissement de plus n'aurait certes pas calmé le jeu, leçon que l'on peut tirer de l'état des relations civilo-militaires sous Clinton. Ce dernier, qui est connu pour avoir entretenu parmi les pires

relations de l'histoire des États-Unis avec ses généraux, aurait gagné justement à licencier certains d'entre eux (Cohen, 2010). De l'avis de Cohen, le mode de fonctionnement et la culture militaires incite à respecter la fermeté plutôt que l'inaction, ce que Clinton ne semblait pas avoir compris (Cohen, 2010). Le manque de confiance et la méfiance qui régnaient entre les deux parties ont rendu pénibles les interactions entre le président et ses militaires, de sorte que ceux-ci voyaient davantage en lui un sujet de moquerie plutôt qu'un commandant en chef (Cohen 2010). La prompt réaction d'Obama face à l'affaire McChrystal a empêché l'escalade de la perte de crédibilité de son administration et a nettement contribué à réaffirmer son autorité. Le message envoyé était clair : dorénavant, il ne tolérerait plus l'insubordination et une discipline nouvelle ponctuerait les relations civilo-militaires.

3.2.2 L'arrivée de Petraeus et ses conséquences

Le secrétaire à la Défense avait tout de même tenté de convaincre Obama de donner une seconde chance au général, sachant néanmoins qu'il y avait là peu d'espoir (Gates, 2014, p.488). Le départ de McChrystal arrivait vraiment au mauvais moment. Le sursaut était entamé, les troupes arrivaient progressivement en Afghanistan et un changement de commandement risquait de chambouler les plans, notamment parce qu'il risquait de bousculer le délai convenu par le président. Le remplaçant aurait besoin d'un minimum de quelques mois pour s'imprégner du dossier et s'accorder avec les conclusions du rapport de McChrystal (Gates, 2014, p.488; Vandal, 2012, p.125). Or, le temps était un luxe que ni la Maison-Blanche ni le Pentagone ne pouvait s'offrir dans ce dossier. Ayant fait part de ses préoccupations au président, Gates lui avait alors conseillé de bien réfléchir à sa décision (Gates, 2014, p.488). Puis Obama mit le nom de Dave Petraeus sur la table. Le général connaissait très bien le dossier, ayant lui-même participé depuis le début à la révision stratégique. Il avait également mené avec succès le sursaut en Irak, qui servait à présent de modèle pour

l'Afghanistan. Plus encore, il avait lui-même participé à l'élaboration de la stratégie de COIN et à la rédaction du FM 3-24. «Il était pour tous l'homme de la situation» (Vandal, 2012, p.124). Connue et appréciée du Pentagone et familière avec le jeu politique de Washington, Petraeus s'avérait la seule option possible (Gates, p.488; Vandal, 2012, p.127).

Gates qualifia par la suite la nomination du général comme la meilleure décision qu'Obama pouvait prendre en de telles circonstances (Gates, 2014, p.488). En jouant la carte Petraeus, il s'est assuré de réduire au minimum les impacts négatifs d'un changement de commandant au beau milieu d'un sursaut délicat et pressé. Aucun temps d'adaptation n'était nécessaire (Gates, 2014, p.488; Vandal, 2012, p.125). Bien que dans les faits cela représentait pour Petraeus une rétrogradation selon la hiérarchie militaire, passant de la tête du CENTCOM au commandement de l'ISAF, le président tout comme le général savaient très bien qu'à ce moment, le poste de commandant en Afghanistan primait sur toutes les fonctions au sein de l'armée. Obama ne doutait pas qu'il allait accepter : après son succès en Irak, il avait la chance de faire la différence dans l'autre intervention névralgique américaine. Ce fut donc un bon coup pour le commandant en chef dans la réaffirmation de son contrôle civil. Il se montrait capable de réagir promptement et de prendre les choses en main. Dans les médias, les républicains louangeaient sa décision et les démocrates étaient soulagés de voir qu'il pouvait tenir tête aux généraux (Vandal, 2012, p.125).

Petraeus accepta la proposition du président la journée même du départ de McChrystal. Le général était également connu pour entretenir une relation bien plus cordiale avec le commandant en chef que son prédécesseur (Cooper *et al.*, 2010). On se rappellera notamment que la première rencontre entre Obama et McChrystal avait laissé une note plutôt amère à ce dernier (Hastings, 2012, p.56). L'arrivée de Petraeus au commandement de l'ISAF a également marqué un renforcement au niveau de la discipline sur le terrain (Vandal, 2012, p.126). Or, la nomination du général pouvait

devenir un couteau à double-tranchant. Jouissant d'un statut de favori, Petraeus, plus que McChrystal, pouvait miser sur sa réputation pour imposer ses règles au président et influencer le calendrier de sortie (Vandal, 2012, p.127).

De fait, l'armée doutait que le président respecterait réellement sa promesse faite à West Point, où il s'engage à retirer graduellement les troupes du sursaut dès juillet 2011. Le nouveau commandant se fiait plutôt au succès qu'il était convaincu de rencontrer avec les troupes supplémentaires, comme ce fut le cas en Irak, pour convaincre ensuite l'administration du bien fondé de la mission contre-insurrectionnelle et ainsi gagner du temps supplémentaire (Sanger, 2012, p.59; Vandal, 2012, p.127). Personne n'avait cependant prévu qu'Obama demeurerait aussi ferme en ce qui a trait à la sortie d'Afghanistan. C'est donc avec surprise et frustration que l'armée vit le président presser son équipe de trouver les moyens d'accélérer le retrait (Gates, 2014, p.555; Sanger, 2012, p.59). Il insistait pour démontrer que les forces allaient entamer une période de transition durant laquelle la diminution du nombre de soldats n'affecterait pas les chances d'atteindre les objectifs réduits (Sanger, 2012, p.61). Obama a ainsi dû rappeler à plusieurs reprises au général que le but de la mission n'était pas une victoire totale sur l'ennemi, mais qu'elle résidait dans l'atteinte de résultats beaucoup plus modestes (Sanger, 2012, p.61). Malgré son scepticisme, il entendait remplir sa part du marché en déployant les troupes et il s'attendait fermement à ce que le Pentagone en fasse de même (Gates, 2014, p.488).

C'est pourquoi lorsque, au printemps 2011, la rumeur selon laquelle Petraeus avait affirmé à des membres de l'OTAN que le retrait commencerait en juillet 2014 vint aux oreilles du président, il convoqua sur-le-champ son équipe de sécurité nationale (Gates, 2014, p.556). Il ne supporterait plus que l'armée vienne contredire les directives présidentielles. Furieux, il se montrera particulièrement clair :

My intention is to begin the security transition in July 2011 and complete it by the end of 2014. [...] I will push back very hard if anyone proposes moving the drawdowns to the right [delaying them]. [...] I don't want any recommendations trying to finesse the orders I laid out. If I believe I am gamed... (Gates, 2014, p.556-557).

Cette dernière phrase laissée en suspens était lourde de sens selon le secrétaire à la Défense et sous-entendait que les conséquences seraient bien réelles (Gates, 2014, p.557). Obama avait également insisté à plusieurs reprises auprès de Petraeus pour que l'évaluation des progrès du sursaut, qui aurait lieu en décembre 2010, se fasse de façon discrète (Gates, 2014, p.497). Le président aura donc été déterminé à respecter les délais annoncés, impatient de mettre fin à l'intervention pour se concentrer sur les problèmes de politique intérieure (Indyk *et al.*, 2012, p.87). Malgré son désaccord, Petraeus aura fini par se faire à l'idée. Il soutiendra d'ailleurs devant le Sénat au cours du débat entourant la stratégie de sortie que, bien que le calendrier imposé par la Maison-Blanche était plus rigide que ce qu'il recommandait, il ferait avec : «[D]e tout temps, jamais un chef militaire n'a eu toutes les forces armées, ni tous les pouvoirs, qu'il aurait aimé avoir, ni, aujourd'hui, la marge de manoeuvre qu'il souhaite» (Sanger, 2012, p.62). Le général reconnaît ainsi que le vent a tourné et qu'il ne peut espérer imposer son avis, comme ce fut le cas lors de la révision stratégique en 2009 et avec le sursaut en Irak sous George W. Bush (Bacevich, 2012, p.194-195; Ricks, 2012, p.432; Sanger, 2012, p.32).

3.3 D'une guerre nécessaire à une guerre de choix

Obama avait donc accordé un délai de 18 mois aux militaires pour démontrer l'efficacité de la COIN et faire évoluer la situation dans le but de faciliter le rapatriement des troupes. Dans l'année suivant le discours de West Point et le remplacement du général McChrystal, il était devenu évident que l'administration s'orientait vers un abandon de tout ce qui pouvait s'apparenter à du *nation building*

pour favoriser l'approche de contre-terrorisme défendue par le vice-président depuis le début. On remarquera en ce sens une utilisation accrue des drones armés et du recours aux opérations des forces spéciales, comme celle ayant menée à la mort d'Oussama ben Laden le 2 mai 2011. Le commandant en chef, aux prises avec une situation économique difficile, promettait de délaisser l'Afghanistan pour se concentrer sur les enjeux de politique intérieure (Obama, 2011). Pour venir à bout de la menace terroriste persistante provenant de l'AfPak, une intervention à empreinte légère suffirait. L'intervention en Afghanistan, qu'il avait qualifiée de nécessaire lors de sa campagne électorale de 2008, était désormais vue par le président comme une guerre de choix, luxe qu'il ne pouvait se permettre (Sanger, 2012, p.56-60). Plusieurs éléments venaient appuyer ce changement de perception, alimentant les désaccords avec les généraux et poussant le président vers un exercice plus affirmé du contrôle civil. Parmi ceux-ci, nous aborderons la crainte d'Obama de reproduire les erreurs de Lyndon B. Johnson au Vietnam, la création du comité «Afghan Good Enough» à la Maison-Blanche et l'utilisation croissante des outils de contre-terrorisme.

3.3.1 Les leçons de l'histoire

Plusieurs ont abordé les leçons de l'histoire du Vietnam qu'Obama aurait apprises pour justifier sa réticence envers l'engagement à long terme en Afghanistan (Clinton, 2014, p.179; Goldstein, 2009; Ignatius, 2009; Indyk *et al.*, 2011, p.95; Ricks, 2012, p.446; Sanger, 2012, p.30-31; Vandal, 2012, p.90-91, 205-206; Woodward, 2011, p.144). En effet, selon Gordon M. Goldstein, dont le livre traitant des administrations Kennedy et Johnson avait sérieusement retenu l'attention du président, ce dernier semble avoir appris certaines leçons essentielles de ses prédécesseurs aux prises avec des problèmes similaires (Goldstein, 2009a). Dans son ouvrage *Lessons in Disaster*, il fait ressortir notamment la pression des chefs militaires américains pour déployer de vastes ressources au Vietnam, auxquelles le président Kennedy et son secrétaire à la Défense Robert McNamara ne répondront

pas, se tournant plutôt vers une stratégie de sortie (Goldstein, 2009b, p.249-250). Johnson prendra toutefois des décisions bien différentes et, sans vraiment avoir conscience des conséquences d'un engagement important à long terme, cèdera une grande partie des décisions de guerre aux militaires, avec les résultats que l'on connaît aujourd'hui (Goldstein, 2009b, p.192-194).

Par conséquent, suite à la décision du retrait progressif d'Afghanistan, Goldstein a présenté quelques leçons qu'Obama semble avoir retenu de la guerre du Vietnam. D'abord, la révision stratégique de 2009 ayant fait l'objet de nombreuses critiques pour sa lenteur s'apparenterait en fait au comité exécutif créé par Kennedy en 1962 pour faire face à la crise des missiles et évaluer toutes les options qui se présentaient au commandant en chef (Goldstein, 2009a). Obama aurait, tout comme Kennedy, fait preuve d'une grande rigueur et pris les moyens pour en arriver à une décision réfléchie. Aussi, en mettant l'accent sur la formation des forces afghanes et en annonçant le retrait des troupes, il a fait pression sur le gouvernement Karzaï et misé sur l'autonomie des forces de sécurité locales pour faciliter la transition. Près de 50 ans plus tôt, Kennedy avait agi de façon similaire en fixant une date limite à la mission de formation des forces sud-vietnamiennes, cherchant à retirer rapidement les troupes américaines (Goldstein, 2009a). De plus, le président a fermé la porte à une escalade sans fin du déploiement des ressources vers l'Afghanistan lors de son discours de West Point, témoignant de son désir d'éviter un bourbier similaire à celui dans lequel Johnson s'était empêtré en 1965, en accordant malgré tout aux généraux un délai de 18 mois pour atteindre leurs objectifs et faire leurs preuves (Goldstein, 2009a).

Le président lui-même a admis avoir tiré des leçons de l'histoire. Il a toutefois nuancé la comparaison entre le Vietnam et l'Afghanistan, admettant que malgré certaines similitudes les deux interventions étaient bien différentes (Harwood, 2009; Vandal, 2012, p.207). Il aura plutôt mis l'accent sur la nécessité d'avoir des objectifs

et une stratégie clairs, ce qui a certainement manqué dans la gestion de la guerre au Vietnam par l'administration Johnson (Goldstein, 2009, p.192-194; Harwood, 2009; Vandal, 2012, p.207). De plus, le Vietnam aura démontré aux décideurs que le soutien de la population américaine aux interventions de cette envergure demeure déterminant, ce à quoi Obama accordera une attention particulière (Clinton, 2014, p.179; Harwood, 2009 ; Vandal, 2012, p.207). En fait, il s'agira d'un élément sensible qui, dans le contexte économique désastreux aux États-Unis, contribuera grandement au délaissement de la COIN en Afghanistan et à son passage d'une guerre nécessaire à une guerre de choix (Obama, 2011; Sanger, 2012, p.63).

3.3.2 «*Afghan Good Enough*»

À l'automne 2010, un comité nommé *Afghan Good Enough* voit le jour à la Maison-Blanche (Sanger, 2012, p.56). Le groupe, composé de membres sélects de l'équipe civile de sécurité nationale et mené par Denis McDonough, secrétaire général du NSC, avait pour mission globale d'aider le président à accélérer la sortie d'Afghanistan (Sanger, 2012, p.56). Le journaliste du *New York Times* David E. Sanger, après s'être entretenu avec certains de ses membres, a affirmé de façon assez significative que «[l]es conversations que l'on avait au sein de ce groupe constituait un exemple de *realpolitik* que l'on n'aurait jamais accepté dans les émissions politiques du dimanche matin» (Sanger, 2012, p.57). Les membres du comité s'efforçaient en effet de soulever et de débattre des questions sensibles relatives à l'Afghanistan, se demandant par exemple quel niveau de corruption de la part du gouvernement Karzaï pourrait être toléré ou encore quel serait le seuil minimal de ressources à déployer pour pouvoir mettre un terme à l'intervention le plus rapidement possible (Sanger, 2012, p.57).

Les efforts de Barack Obama à partir de 2010 se concentraient principalement sur le respect de la date butoir de juillet 2011 et, par conséquent, sur la stratégie de

sortie qui l'accompagnait. Dans le sens de l'*Afghan Good Enough*, il était davantage question de devancer le retrait que de le repousser. Le président faisait face à une opinion publique de plus en plus défavorable : en 2010, 60 pourcent des Américains considéraient la guerre en Afghanistan comme une cause perdue, alors que la gauche du parti démocrate faisait pression pour y mettre un terme (Cooper et Sanger, 2010; Korb et Rothman, 2011, p.272; Vandal, 2012, p.130; Woodward, 2011, p.442). Si le président était arrivé en poste deux ans auparavant après avoir fait campagne en affirmant vouloir fournir à l'intervention les moyens appropriés à son statut de guerre nécessaire et délaissée par l'administration Bush, il voyait dorénavant la situation sous un angle bien différent (Indyk *et al.*, 2011, p.86; Korb et Rothman, 2011, p.272; Sanger, 2012, p.61; Vandal, 2011, p.142-143).

Outre l'impossibilité de gagner les «coeurs et les esprits» des Américains pour une mission d'envergure prolongée en Afghanistan, deux obstacles majeurs venaient complexifier le travail des forces de l'OTAN. Premièrement, la corruption et l'instabilité du gouvernement de Hamid Karzaï remettaient systématiquement en cause sa propre légitimité et venait saper le caractère démocratique que tentait d'instaurer la coalition (Chaudhuri et Farell, 2011, p.272; Kaplan, 2013, p.313-314). Or, la COIN doit pouvoir reposer sur une autorité politique locale légitime et acceptée par la population (Chaudhuri et Farell, 2011, p.284). Malgré les efforts de Petraeus pour contrer cet obstacle, notamment par la création d'une unité anti-corruption dirigée par le brigadier-général H. R. McMaster, bien connu pour ses exploits en Irak, la faiblesse du gouvernement Karzaï s'est avérée un problème bien réel et particulièrement difficile à surmonter (Chaudhuri et Farell, 2011, p.285). Deuxièmement, les sanctuaires et les fréquents revirements des autorités pakistanaises minaient grandement les chances d'atteindre un réel succès stratégique avec une approche contre-insurrectionnelle (Chaudhuri et Farell, 2011, p.272, 294; Kaplan, 2013, p.313-314; Sanger, 2012, p. 12, 23; Woodward, 2011, p.21). Le Pakistan se montrait de plus en plus instable et réticent à appuyer la mission de

l'OTAN sur son propre territoire, alors que le Waziristân du Nord représentait pourtant le nerf de la guerre contre l'insurrection (Chaudhuri et Farell, 2011, p.290-294; Sanger, 2012, p.12, 118-120).

Moins de deux ans auront donc été nécessaires à Obama pour en conclure que, même en y consacrant des ressources illimitées, dont il ne disposait pas d'ailleurs, l'engagement américain en Afghanistan mettrait encore des années avant de parvenir à stabiliser le pays, voire n'y parviendrait sans doute jamais (Sanger, 2012, p.64). Les objectifs devaient certes être clairs, mais réduits. L'Afghanistan apparaissait dorénavant au président comme une guerre de choix, dont les États-Unis n'avaient plus les moyens ni la volonté de la prolonger (Sanger, 2012, p.64). En ce sens, il affirmait dans un discours prononcé 22 juin 2011 sur l'avenir de l'intervention :

Over the last decade, we have spent a trillion dollars on war, at a time of rising debt and hard economic times. Now, we must invest in America's greatest resource — our people. We must unleash innovation that creates new jobs and industries, while living within our means. [...] America, it is time to focus on nation building here at home (Obama, 2011).

Le message était particulièrement explicite. L'objectif de la guerre en Afghanistan devait se limiter à la menace terroriste (Crenshaw, 2011, p.244). «[I]t is in order to defeat al-Qaeda, not all terrorism or all tyranny [...]» (The White House, 2010). C'est en ce sens que la stratégie évoluera pour se concentrer principalement sur les opérations de contre-terrorisme, revenant à une forme davantage apparentée à l'AWW et misant sur une puissance américaine limitée mais agressive (Ricks, 2013, p.446; Sanger, 2012, p.64).

3.3.3 L'empreinte légère

En décembre 2010, la Maison-Blanche rend publique le rapport sur la révision stratégique en Afghanistan faisant état des premiers résultats du sursaut prolongé entamé depuis quelques mois (The White House, 2010). Le document abonde dans le même sens que le discours prononcé à West Point un an auparavant. La contre-insurrection chère à Petraeus fait place aux opérations de contre-terrorisme alors que l'objectif de l'intervention est réitéré : faire en sorte que la menace terroriste provenant de l'AfPak ne porte plus atteinte à la sécurité nationale des États-Unis (Cooper et Sanger, 2010; The White House, 2010). L'accent est mis sur le Pakistan et ses zones tribales, véritables sanctuaires favorisant la résurgence des talibans, abordés comme l'élément central de la lutte contre Al-Qaïda (The White House, 2010). Attaques de drones et opérations des forces spéciales sont au menu, de même que la formation des forces de sécurité afghanes et de l'ANA, toujours dans l'optique d'un transfert rapide des responsabilités (Cooper et Sanger, 2010).

En août 2010, le général Petraeus avait déjà donné un aperçu des exploits accomplis par les forces spéciales. Le bilan était assez positif : elles avaient capturé ou tué 365 leaders terroristes et 2 386 combattants lors d'environ 3 000 opérations et, chaque jour, elles neutralisaient près de 30 insurgés (Vandal, 2012, p.140). Puis, le 2 mai 2011, le raid ayant mené à la mort d'Oussama ben Laden dans sa résidence d'Abbottābād au Pakistan par les *Navy Seals* représenterait une victoire considérable de la guerre contre le terrorisme et marquerait à jamais la présidence d'Obama (Indyk *et al.*, 2011, p.71; Sanger, 2012, 2012, p.113-119). Quelques mois plus tard, le drone armé qui tua Anwar al-Awlaki le 30 septembre au Yémen, cible numéro un depuis l'élimination de ben Laden, vint encore grandement affaiblir al-Qaïda. Obama soutiendra alors que les États-Unis ont maintenant décimé plus de la moitié des chefs de la cellule terroriste responsable des attentats du 11 septembre 2001 (Indyk *et al.*, 2011, p.71; Obama, 2011). Le secrétaire à la Défense abondera dans le même sens en

affirmant en juillet 2011 que les États-Unis et leurs alliés sont maintenant près d'avoir atteint leur objectif de vaincre al-Qaïda (Indyk *et al.*, 2011, p.71).

La nouvelle technologie des drones, ou *Unmanned Aerial Vehicles* (UAV), est également venue modifier considérablement la stratégie d'Obama à partir de 2010 (Sanger, 2012, p.278). De fait, les mesures de contre-terrorisme déployées par l'administration Obama sont davantage agressives et offensives que sous son prédécesseur (Vandal, 2012, p.139). L'arrivée du président coïncide effectivement avec un recours de plus en plus fréquent aux drones armés, notamment le *Predator* et le *Reaper*, découlant de la stratégie visant à cibler et tuer les chefs terroristes (Crenshaw, 2011, p.250; Joint Chiefs of Staff, 2009, p.8). Depuis l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche, les attaques mortelles de drones au Pakistan par la CIA ont décuplé en comparaison avec son prédécesseur (Bergen et Tiedemann, 2010, p.3-4). C'est également l'année 2010 qui a connu la plus forte croissance, avec 122 attaques (Bergen, 2013, p.3). Depuis son entrée en fonction, le président démocrate a donc autorisé un nombre record de 340 attaques, concentrées principalement dans le Waziristân du Nord (New America Foundation, 2014)²⁴. Les bons coups de l'approche contre-terroriste remettaient alors davantage en cause le bien fondé de la COIN. Les troupes présentes en Afghanistan allaient servir d'appui aux forces spéciales et aux drones, et non l'inverse (Sanger, 2012, p.146).

Le départ du général Petraeus du poste de commandant des forces américaines au printemps 2011 viendra encore souligner cette tendance. Ce dernier quittera en effet l'armée pour être nommé, selon son propre désir, à la tête de la CIA, noyau des opérations de contre-terrorisme et des attaques de drones (Gates, 2014, p.537). Ce revirement poussera notamment Ricks à affirmer que l'épisode contre-insurrectionnel

²⁴ Ce chiffre inclut les attaques de drones qui se sont déroulées entre l'arrivée en fonction de Barack Obama en janvier 2009 et le 30 octobre 2014. L'inventaire des attaques est comptabilisé par la *New America Foundation*, qui offre le rapport le plus complet et le plus à jour que l'on puisse trouver en la matière (New America Foundation, 2013).

qu'avaient connu les forces américaines depuis 2006 venait de s'éteindre avec le départ du général, ce qui mettait un terme à son influence au sein de l'armée : «Indeed, as Petraeus was leaving the army, the service seemed to be edging toward burying the entire experience of counterinsurgency as a failed experiment» (Ricks, 2013, p.446). Les difficultés rencontrées sur le terrain ont en effet restreint les possibilités de son succès. Alors que la stratégie se résumait à «nettoyer, tenir, construire et transférer», les forces américaines n'ont finalement pas réussi à dépasser la seconde étape :

The problem : the strategy is stuck at the "hold" phase- the ANSF (Afghan National Security Force) are still too weak to maintain control of these territorial gains, so coalition troops are forced to remain indefinitely. [...] As a result, this strategy of "clear, hold, build, and transfer" has become an endless cycle of "clear, hold, hold, hold, hold" (Korb et Rothman, 2011, p.273).

Les dernières années du premier mandat d'Obama sont donc le reflet d'une réaffirmation du contrôle civil dans le processus décisionnel relatif à la guerre en Afghanistan. En effet, les décisions prises en lien avec l'AfPak, comme le retrait des troupes amorcé en juillet 2011, l'utilisation croissante des drones et l'abandon de l'approche contre-insurrectionnelle témoignent d'une réaffirmation de l'autorité du commandant en chef. Le discours de West Point demeure un premier signe de ce regain d'autorité, qui s'accentuera durant la période suivant le départ du général McChrystal. De janvier 2009 à la fin du premier mandat de Barack Obama en 2012, les relations civilo-militaires sont donc passées de ce qui s'apparentait à une suprématie professionnelle à une suprématie civile. Nous avons vu au chapitre précédent que le caractère présidentiel, plus particulièrement la complexité cognitive et le manque d'expérience du président, avait teinté les relations civilo-militaires dans les premiers mois de l'administration. Nous verrons également que ces caractéristiques lui auront permis d'ajuster sa structure décisionnelle, lui permettant

de reprendre le contrôle de la prise de décision en lien avec l'orientation stratégique privilégiée en Afghanistan.

3.4 L'insularité de la Maison-Blanche : le remède à l'influence des généraux

Stanley Renshon soutient que la capacité d'adaptation d'Obama est l'un des éléments les plus authentiques de son caractère, et qu'il s'agit en fait d'une part centrale de son identité (Renshon, 2012, p.198). Provenant d'aussi loin que sa jeune enfance, alors qu'il est transporté d'un environnement à un autre, de l'Amérique blanche à l'Indonésie, en passant par les quartiers afro-américains de Los Angeles et de New York, cette faculté de s'adapter fait de lui une sorte de caméléon. Cependant, Renshon précise que cela ne rime pas *de facto* avec un manque de convictions (Renshon, 2012, p.198). Au contraire, Obama est un leader affirmé et, en matière de politique étrangère, il est son propre conseiller (Alter, 2011, p.231; Renshon, 2012, p.203-204). Ainsi, dans le cas des relations civilo-militaires en lien avec l'Afghanistan, il n'a eu aucun mal à apprendre de ses erreurs et à s'ajuster pour reprendre le contrôle de la prise de décision. Ce faisant, il a opté pour la création d'une forme d'insularité décisionnelle à la Maison-Blanche, remède à l'ingérence militaire dans le processus décisionnel (Lizza, 2011).

Une grande majorité des analyses parues jusqu'à maintenant soulignent effectivement le niveau de centralisation très élevé de la prise de décision en politique étrangère de l'administration Obama, et plus particulièrement en ce qui a trait à la guerre en Afghanistan (Alter, 2010; Gates, 2014; Lizza, 2011; Mann, 2012; Pfiffner, 2011; Sanger, 2012; Wayne 2011, 2012; Woodward, 2011). Robert Gates a ainsi dénoncé la micro-gestion dont fait preuve l'administration sur les questions de sécurité nationale et l'a accusé d'envenimer la prise de décision dans ce domaine (Gates, 2014, p.299, 488). De son côté, David E. Sanger affirme qu'au «[...] moment de décider à quelle vitesse retirer d'Afghanistan les troupes du *surge*, Obama avait tiré quelques leçons plutôt amères» de son expérience avec les généraux (Sanger, 2012,

p.60). Par conséquent, les décisions en lien avec la stratégie de retrait seraient prises par la Maison-Blanche (Sanger, 2012, p.60). Ainsi, déjà bien installée au départ, la centralisation s'est accrue alors que le président renforçait son autorité civile pour restreindre le cercle décisionnel à quelques élus dans son entourage immédiat. Parmi ceux-ci, au cours de son premier mandat, nous retrouvons notamment Denis McDonough, chargé des communications puis du personnel du NSC, les secrétaires généraux de la Maison-Blanche Rahm Emanuel, Pete Rouse puis William Daley, Ben Rhodes, en charge des discours du président, John Brennan, expert du contre-terrorisme à la CIA, et Tom Donilon. Le parcours de ce dernier au sein de la première administration Obama témoigne bien de l'exclusivité du cercle décisionnel.

En effet, d'abord conseiller adjoint à la sécurité nationale, Donilon remplacera Jim Jones au poste de Conseiller à la sécurité nationale (CSN). Dans ses mémoires, Gates dira de lui : «He had access to and great influence with both Obama and Biden, was comfortable disagreeing with them, and was considered an insider by the rest of the senior White House staff» (Gates, 2014, p.496). Contrairement à lui, Jones n'a jamais réussi à intégrer le cercle de confiance d'Obama. Il s'est plutôt maintenu à l'écart, avant de quitter son poste en octobre 2010. Son remplacement par Donilon n'avait rien de surprenant, puisque ce dernier avait déjà développé une proximité avec Obama et Biden (Gates, 2014, p.496; Vandal, 2012, p.155). Cela démontre en fait le caractère très exclusif de la structure décisionnelle d'Obama, phénomène qui s'est accentué au cours de son premier mandat pour finalement aboutir à une forme d'insularité à la Maison-Blanche (Gates, p.496, 585-586; Lizza, 2011; Vandal, 2012, p.152).

Au final, dans ce cas précis, l'accroissement de la centralisation tire ses origines de la volonté d'Obama d'être ferme et de faire respecter la décision qu'il a mis plusieurs mois à prendre. En effet, il était clair pour lui qu'une approche contre-insurrectionnelle ne correspondait pas avec les objectifs restreints qu'il venait d'établir

pour l'Afghanistan. Il préférerait miser sur le recours aux drones et aux forces spéciales, de façon à réduire l'empreinte américaine sur le terrain pour se concentrer sur les enjeux domestiques aux États-Unis. Rappelons également que ces UAV, utilisés surtout par la CIA, relèvent du pouvoir exécutif et renforcent la centralisation des décisions de guerre à la Maison-Blanche. Peter Singer dira en ce sens qu'«on ne peut [...] qu'être troublé par la façon dont une technologie nouvelle court-circuite le processus décisionnel pour les choix les plus graves qui puissent être faits pour une démocratie» (Singer, p.101). En effet, en plus de confirmer la mainmise de l'exécutif sur les décisions de politique étrangère, la technologie des drones renforce également le contrôle civil du président et son ingérence relative à certaines décisions de guerre au niveau de la tactique et de l'opérationnel (Singer, 2010, p.100). Ceci ne semble pas déplaire à Obama, qui a fait des drones armés un outil de prédilection de l'intervention américaine en Afghanistan à partir de 2010. Il faut également garder à l'esprit que, dans sa structure décisionnelle, il est le décideur ultime. Nous l'avons vu, Obama est un leader impliqué et actif qui souhaite conserver tout son pouvoir décisionnel. À mesure qu'il a gagné en expérience, sa volonté de diriger et sa capacité d'adaptation, provenant de sa complexité cognitive, l'ont amené à centraliser sa prise de décision à un niveau sans précédent (Gates, 2014, p.585-586).

Dès le discours du président à West Point en décembre 2009, annonçant le sursaut prolongé, la suprématie professionnelle qui avait dominé jusqu'alors les relations civilo-militaires sous Obama commençait à s'affaiblir. En utilisant l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires comme une concession stratégique facilitant le désengagement américain en Afghanistan, puis en insistant au cours des années suivantes pour respecter sa promesse, ce dernier a fait preuve d'un aplomb nouveau et entamé le changement vers une suprématie civile. Bien qu'ayant entraîné quelques frictions entre la Maison-Blanche et le Pentagone, cette fermeté nouvelle du

commandant en chef a en effet accru de façon considérable l'autorité civile. Quelques mois plus tard, la gestion de l'affaire McChrystal par Obama a réaffirmé sa volonté de reprendre le contrôle. La symbolique entourant le licenciement du général ne pouvait être que bénéfique pour le président. Ensuite, le choix de Petraeus pour remplacer le commandant des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, salué autant du côté des démocrates que des républicains, a marqué le début d'une nouvelle gestion des relations civilo-militaires. En effet, Obama avait pris la décision de ne pas s'engager à faire de la contre-insurrection et est demeuré ferme à ce sujet. Il a préféré se tourner vers des moyens de contre-terrorisme correspondant davantage aux nouveaux objectifs réduits pour l'AfPak. Il était clair également qu'il y aurait des conséquences à l'insubordination, et qu'il ne se laisserait plus piéger.

L'année 2010 a donc coïncidé avec l'utilisation exponentielle des drones armés et des opérations des forces spéciales, mais également avec une centralisation accrue de la prise de décision à la Maison-Blanche. Apprenant de ses erreurs, le président a ajusté sa structure décisionnelle de façon à y interdire l'accès aux généraux. Très exclusive, la prise de décision relative à l'Afghanistan s'est recentrée autour de quelques élus ayant gagné la confiance d'Obama. Le changement d'une suprématie professionnelle à une suprématie civile dans la gestion des relations civilo-militaires par le commandant en chef semble alors être en partie le résultat de son caractère présidentiel, dont le désir de diriger, la complexité cognitive et la capacité d'adaptation sont des éléments fondamentaux.

CONCLUSION

Nous avons vu dans le cadre de ce mémoire que l'intervention américaine en Afghanistan cachait en elle-même une guerre de pouvoir entre un commandant en chef et ses généraux. Bien qu'ayant largement évolués depuis l'établissement du cadre constitutionnel subordonnant les forces armées à l'autorité civile, les principes qui sous-tendent les relations civilo-militaires aux États-Unis demeurent en partie figés dans un contexte désuet. D'un côté, au cours du demi-siècle écoulé, les prérogatives de l'exécutif pour mener la politique étrangère se sont largement accrues, amenant Arthur Schlesinger à qualifier sa mainmise sur les pouvoirs de guerre de «présidence impériale» (Fisher, 2013; Schlesinger, 1976). De l'autre, les théâtres d'intervention ne correspondent plus au schéma de la guerre froide. Ceux-ci sont dorénavant asymétriques et impliquent des acteurs non-étatiques qui posent problème au modèle développé par les forces américaines puis confirmé par la guerre du Golfe de 1991 (Bacevich, 2010; Lacquement, 2010; Rotmann *et al.*, 2011; Schadlow et Lacquement, 2009; Record, 2007; Ricks, 2012). Plus particulièrement, dans le cas de la COIN, la conduite d'une guerre entraîne une politisation des généraux qui pèse sur le processus décisionnel et envenime les relations-civilo-militaires.

Ces facteurs contextuels ont mené à l'accroissement de l'importance des facteurs cognitifs inhérents au processus décisionnel pour analyser les relations civilo-militaires. En effet, la centralisation des pouvoirs de politique étrangère entre les mains de l'exécutif et les nouveaux défis de sécurité depuis la fin de la guerre froide ont eu une incidence sur la nature des interventions dans lesquelles sont investis les militaires américains. Cette dernière, en provoquant la politisation des généraux, rend plus que pertinente l'analyse des relations civilo-militaires sous l'angle de la prise de décision. Le cas de l'administration Obama et de l'Afghanistan

nous démontre également la centralité des facteurs cognitifs dans le processus décisionnel, et de ce fait, dans les interactions entre civils et militaires.

Par conséquent, lorsqu'on aborde les relations civilo-militaires comme étant partie intégrante de la prise de décision, une question spécifique nous vient à l'esprit : comment adapter les efforts théoriques afin d'analyser adéquatement les interactions entre un président et ses généraux dans la conduite des interventions post-guerre froide et post-11 septembre? Les approches proposées dans ce domaine sont majoritairement inadaptées à l'étude des relations civilo-militaires actuelles car elles sont figées dans les principes de la guerre froide, alors qu'aujourd'hui, les interventions sont davantage politiques et ne correspondent plus à la façon conventionnelle de voir et faire la guerre.

Dans le présent travail, nous avons donc retracé les principaux éléments de la suprématie professionnelle de janvier 2009 à juin 2010, incluant le processus menant au sursaut prolongé et les différentes tactiques d'insubordination employées par les militaires, culminant avec le scandale causé par Stanley McChrystal en juin 2010. Nous avons également abordé le caractère fortement contradictoire de la COIN, revendiquée par les généraux, et du CT, privilégié par les civils de l'équipe de sécurité nationale à la Maison-Blanche. Par la suite, nous avons vu que la complexité, la rigueur et la lenteur associées au style cognitif d'Obama ont offert à Petraeus et McChrystal l'opportunité de s'immiscer dans la prise de décision et de mettre de l'avant l'approche contre-insurrectionnelle qui aura d'abord orienté l'intervention en Afghanistan.

À partir de 2010, un changement s'est cependant opéré dans la perception de la guerre par le président, qui l'aura finalement redirigée dans une optique de CT, soutenu par l'utilisation croissante des drones armés et des forces spéciales. Le retrait graduel annoncé à West Point en décembre 2009 représentera alors le premier

pas vers une suprématie civile, où l'autorité du commandant en chef s'est fortement renforcée. La symbolique entourant le licenciement du commandant des forces de l'OTAN aura par la suite scellé l'affermissement de l'autorité présidentielle. Par conséquent, Obama a ajusté sa structure décisionnelle, en la centralisant de façon à évincer les généraux, résultat de sa capacité d'adaptation et de son besoin de contrôle sur la prise de décision.

Ainsi, les efforts théoriques abordant les relations civilo-militaires nous auront permis, d'une part, de constater le passage d'une suprématie professionnelle à une suprématie civile au cours du premier mandat d'Obama dans le cas de l'Afghanistan. D'autre part, les théories décisionnelles issues de l'école perceptuelle en politique étrangère américaine nous ont offert des concepts nous permettant de découvrir un facteur pouvant expliquer le changement de la dynamique civilo-militaire dans ce cas: le caractère «obamien». En effet, l'étude de la personnalité présidentielle met l'accent sur le rôle de l'individu dans la prise de décision d'une façon qui prend en compte la subjectivité de l'acteur et intègre la notion d'apprentissage chez le décideur. Nous avons vu dans ce mémoire que le président Obama possède une grande complexité cognitive, le rendant ouvert aux nouvelles informations et aux contextes changeants, en plus d'avoir un besoin de contrôle élevé qui l'amène à centraliser sa prise de décision. Il est ainsi sujet à l'adaptation, en raison de sa complexité, son ouverture et son pragmatisme.

Au final, lorsqu'on se penche sur l'exemple des interactions entre Obama et ses généraux dans le processus décisionnel en lien avec l'Afghanistan, on remarque que l'influence de ces derniers a diminué et que les effets de ce changement se sont fait ressentir sur l'intervention elle-même. En outre, il serait intéressant de s'attarder sur la concordance entre cette diminution et l'accroissement de la prédominance de certains conseillers civils faisant partie du cercle fermé de la prise de décision de Barack Obama : les «Obamiens». En effet, la stratégie de contre-insurrection a fait

place à un accroissement de l'utilisation des drones et des forces spéciales dans l'optique d'une stratégie de contreterrorisme, option privilégiée par certains hauts civils de l'administration. Malgré tout, ce changement ne peut pas être expliqué par les théories des relations civilo-militaires. Il faut prendre en compte certains éléments contextuels qui sont très différents de ceux de la guerre froide, notamment l'évolution de la guerre et des interventions américaines, alors qu'en grande partie les auteurs dans ce domaine les abordent à travers ce schéma désuet.

De plus, leur lacune au niveau de l'analyse des facteurs cognitifs empêche de voir que, en fait, la transformation a pour point de départ le caractère «obamien» et la capacité d'apprentissage qu'il renferme. Les théories sur la prise de décision qui se concentrent sur le caractère et la cognition nous permettent d'affirmer qu'Obama, grâce à sa complexité et à une centralisation accrue, a pu adapter son processus décisionnel de façon à réduire l'influence des militaires, qui revendiquaient une avenue qu'il ne souhaitait pas emprunter. Tous les éléments permettant ce changement étaient bel et bien réunis, mais invisibles pour les théories qui ne prennent pas en considération les facteurs psychologiques dans leur analyse de l'individu. En privilégiant la prise de décision comme angle d'analyse pour l'étude des relations civilo-militaires, l'intégration des facteurs subjectifs et cognitifs serait relativement aisée et en continuité avec les efforts de Cohen. Or, ce qui est certain, c'est que l'analyse des interactions entre civils et militaires sous Obama requiert un tel apport.

Ce travail soulève également, de manière sous-jacente, la difficulté de l'institution militaire américaine à s'adapter aux théâtres d'intervention du 21^e siècle. En effet, l'armée peine à retenir les leçons de ses expériences, bonnes ou mauvaises, notamment avec la contre-insurrection. Le seul hic, c'est que les interventions futures promettent de relever davantage de la guerre non-conventionnelle et des opérations de stabilisation qu'elle tente justement d'évincer. Il s'agit là, selon Lacquement, du plus

grand défi auquel fait face l'institution militaire (Lacquement, 2010, p.30-31). L'inertie qui caractérise l'armée américaine depuis plus de deux décennies freine la capacité de l'institution militaire à s'adapter au contexte d'intervention.

Tandis que Barack Obama entame la dernière partie de sa présidence et que la mission de combat en Afghanistan s'est terminée en décembre 2014, nombreux sont ceux qui se questionnent quant à l'héritage qu'aura légué le président démocrate. L'écart entre ses promesses électorales et ce qu'il aura finalement concrètement accompli aura refroidi plus d'un observateur (Rothkopf, 2014). L'Afghanistan ne fait pas exception à la règle. Alors qu'en 2008 il mettait l'accent sur le caractère nécessaire de la guerre et sur la négligence de son prédécesseur, Obama en sera finalement venu à l'évidence qu'il ne pouvait se permettre d'éterniser cette guerre de choix dans une situation économique nationale précaire. Au final, les efforts promis auront été de courte durée, avant de laisser place à des méthodes moins exigeantes en ressources matérielles et humaines, et qui correspondent davantage aux habitudes du Pentagone. Il aura donc mis un terme à l'intervention d'une façon qui rappelle la manière dont Bush l'a initiée : en respectant les principes de l'*American Way of War*.

BIBLIOGRAPHIE

Alter, Jonathan. 2010. *The Promise. President Obama, Year One*, New York : Simon & Schuster, 480p.

Amos, James F. et David H. Petraeus. 2006. *FM 3-24/MCWP 3-33.5 Counterinsurgency*, Washington : Department of the Army Headquarters & Marine Corps Warfighting Publication, 282p.

Bacevich, Andrew. 2010. «Counterfeit COIN». In *Washington Rules. America's Path to Permanent War*, p.182-221, New York : Metropolitan Books.

Barber, James David. 2008. *The Presidential Character: Predicting Performance in the White House*, 4^e éd. Cranbury : Pearson Publisher, 544p.

Bergen, Peter. 2013. «Drone Wars: The Constitutional and Counterterrorism Implications of Targeted Killing», *New America Foundation* (23 avril), http://newamerica.net/sites/newamerica.net/files/articles/TESTIMONY_BERGEN_DRONES.pdf, consulté le 8 septembre 2013.

Bergen, Peter et Katherine Tiedemann. 2010. «The Year of the Drone. An Analysis of U.S. Drone Strikes in Pakistan, 2004-2010», *New America Foundation* (24 février), <http://counterterrorism.newamerica.net/sites/newamerica.net/files/policydocs/bergentiedemann2.pdf>, consulté le 8 septembre 2013.

Betts, Richard K. 2009. «Are Civil-Military Relations Still a Problem ?» In *American Civil-Military Relations: The Soldier and The State in A New Era*, sous la dir. de Susan C. Nielsen et Don M. Snider, p.11-41. Baltimore : John Hopkins University Press.

Betts, Richard K., Michael C. Desch et Peter D. Feaver. 2011. «Correspondance. Civilians, Soldiers, and the Iraq Surge Decision», *International Security*, vol. 36, no 3 (hiver), p.179-199.

Biddle, Stephen, Christia Fotini et J. Alexander Thier. 2010. «Defining Success in Afghanistan», *Foreign Affairs*, vol. 89, no 4 (juillet/août), p.48-60.

Brooks, Rosa. 2013. «Obama vs. the Generals», *Politico Magazine* (novembre), <http://www.politico.com/magazine/story/2013/11/obama-vs-the-generals-99379.html#.VI4S674U00p>, consulté le 15 mars 2013.

Burns, John F. 2009. «McChrystal Rejects Scaling Down Afghan Military Aims», *The New York Times*, 1^{er} octobre,
http://www.nytimes.com/2009/10/02/world/asia/02general.html?module=Search&mbReward=relbias%3Ar%2C%7B%22%22%3A%22RI%3A13%22%7D&_r=0,
 consulté le 11 mars 2014.

Campbell, Kenneth J. 1998. «Once Burnes, Twice Cautious : Explaining the Weinberger-Powell Doctrine», *Armed Forces and Society*, vol. 24, no 3 (printemps), p.357-374).

Chaudhuri, Rudra et Theo Farrell. 2011. « Campaign Disconnect: Operational Progress and Strategic Obstacles in Afghanistan, 2009–2011», *International Affairs*, vol. 87, no 2 (mars), p.271-296.

Clinton, Hilary. 2014. *Le temps des décisions, 2008-2012*, New York : Simon and Schuster, 721p.

Cohen, Eliot. 2002. *Supreme Command. Soldiers, Statesmen, and Leadership in Wartime*, New York : The Free Press, 320p.

Cohen, Eliot. 2010. «Presidents and Their Generals: A Conversation with Eliot Cohen», *The American Interest*, vol. 6, no 1 (septembre-octobre),
<http://www.the-american-interest.com/article.cfm?piece=857>, consulté le 7 mars 2014.

Cohen, Michael. 2011. «In Declaring Drawdown, Obama Takes Back Control of Afghan War», *The Atlantic* (22 juin),
<http://www.theatlantic.com/international/archive/2011/06/in-declaring-drawdown-obama-takes-back-control-of-afghan-war/240897/>, consulté le 9 septembre 2013.

Cooper, Helen. 2009. «Putting Stamp on Afghan War, Obama Will Send 17,000 Troops», *The New York Times*, 17 février,
http://www.nytimes.com/2009/02/18/washington/18web-troops.html?_r=0, consulté le 23 mars 2014.

Cooper, Helen, David E. Sanger and Thom Shanker. 2010. «Once Wary, Obama Now Relies on Petraeus», *The New York Times* (16 décembre),
<http://www.nytimes.com/2010/09/17/world/17prexy.html?pagewanted=all>, consulté le 7 mars 2014.

Cooper, Helen et David E. Sanger. 2010. «Obama Cites Afghan Gains as Report Says Exit Is on Track», *The New York Times* (16 décembre),

http://www.nytimes.com/2010/12/17/world/asia/17afghan.html?pagewanted=all&_r=0, consulté le 7 mars 2014.

Corbo, Claude et Frédérick Gagnon. 2011. *Les États-Unis d'Amérique. Les institutions politiques*, 3e édition, Québec : Les éditions du Septentrion, 469p.

Cordesman, Anthony H. 2010. « "Shape, Clear, Hold, Build, and Transfer" : The Metrics of the Afghan War », *Center for Strategic and International Studies* (12 janvier), 185p.

Courmont, Barthélémy et Darko Ribnikar. 2009. *Les guerres asymétriques. Conflits d'hier et d'aujourd'hui, terrorisme et nouvelles menaces*, 2^e édition, Enjeux stratégiques. Paris : Éditions Dalloz, 427p.

Crenshaw, Martha. 2011. «The Obama Administration and Counterterrorism». In *Obama in Office*, sous la dir. de James A. Thurber, p.243-253, Boulder : Paradigm Publishers.

David, Charles-Philippe. 2004. «Les théories d'analyse du processus décisionnel en politique étrangère». Chap in *Au sein de la Maison-Blanche. La formulation de la politique étrangère des États-Unis*, p.13-58. Ste-Foy : Presses de l'Université Laval.

David, Charles-Philippe. 2012. «Théories bureaucratiques du processus décisionnel». In *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts, approches*, sous la dir. de Charles-Philippe David, p.455-489. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Davidson, Janine. 2013. «Civil-Military Friction and Presidential Decision Making: Explaining the Broken Dialogue», *Presidential Studies Quarterly*, vol. 43, no 1 (mars), p.129-145.

Desch, Michael C. 1998. «Soldiers, State, and Structures : The End of the Cold War and Weakening U.S Civillian Control», *Armed Forces and Society*, vol. 24, no 3 (printemps), p.389-405.

Desch, Michael C. 2007. «Bush and The Generals», *Foreign Affairs*, vol. 86, no 3 (mai/juin), p.97-108.

Desch, Michael C. 2009. «Hartz, Huntington, and the Liberal Tradition in America. The Clash with Military Realism» In *American Civil-Military Relations: The Soldier and The State in A New Era*, sous la dir. de Susan C. Nielsen et Don M. Snider, p.91-111. Baltimore : John Hopkins University Press.

Douzet, Frédérick et Vaïsse Justin. 2013. «Obama, le président du pivot», *Hérodote*, vol 2, no 149, p.7-21.

Dreazen Yochi et Mark Ambinden. 2011. «Gates Beats Out Petraeus in Fight Over Afghanistan Withdrawal», *The Atlantic* (23 juin).
<http://www.theatlantic.com/politics/archive/2011/06/gates-beats-out-petraeus-in-fight-over-afghanistan-withdrawal/240919/>, consulté le 9 septembre 2013.

Exum, Andrew M. 2011. «Coeurs et esprits en Afghanistan : Pourquoi la victoire se dérobe». *Politique étrangère*, vol. 2 (été), p.292-304.

Feaver, Peter D. 2003. «The Informal Agency Theory». Chap. in *Armed Servants. Agency, Oversight, And Civil-Military Relations*, p.54-95. Cambridge : Harvard University Press.

Feaver, Peter D. 2011. «The Right To Be Right. Civil-Military Relations and the Iraq Surge Decision». *International Security*, vol. 35, no 4 (printemps), p.87-125.

Feaver, Peter D. et Christopher Gelpi. 2004. *Choosing your battles. American Civil-Military Relations and the Use of Force*, Princeton : Princeton University Press, 268p.

Fick, Nathaniel C. et John A. Nagl. 2009. «Counterinsurgency Field Manual : Afghanistan Edition», *Foreign Affairs*, (janvier-février), p.42-47.

Fisher, Louis. 2013. *Presidential War Power* (3e éd.), Lawrence : University Press of Kansas, 355p.

Flournoy, Michelle, Richard Holbrooke et Bruce Riedel. 2009. « Press Briefing on the New Strategy For Afghanistan and Pakistan», *The White House*, 27 mars,
http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Press-Briefing-by-Bruce-Riedel-Ambassador-Richard-Holbrooke-and-Michelle-Flournoy-on-the-New-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan, consulté le 15 mars 2014.

Fortmann, Michel. 2013. «Penser et maîtriser l'innovation ? Les Forces armées américaines, de la révolution à la transformation 1990-2011», *Études internationales*, vol. 44, no 2, p.251-282.

Gallup. 2014. «Confidence in Institutions. Gallup Historical Trends», *Gallup* (5-8 juin),
<http://www.gallup.com/poll/1597/confidence-institutions.aspx>, consulté le 22 juin 2014.

Garrison, Jean A. 1999. *Games Advisors Play : Foreign Policy in the Nixon and Carter Administrations*, College Station : Texas A&M University Press, 224p.

Gates, Robert M. 2014. *Duty. Memoirs of a Secretary At War*, New York : Alfred A. Knopf, 618p.

George, Alexander L. 1969. «The Operational Code : A Neglected Approach to the Study of Political Leaders and Decision-Making», *International Studies Quarterly*, vol. 13, no 1 (mars), p.190-222.

George, Alexander L. 1980. «Presidential Management Styles and Models». Chap in *Presidential Decisionmaking in Foreign Policy : The Effective Use of Information and Advice*, p.145-168. Boulder : Westview Press.

George, Alexander L. et Andrew Bennett. 2005. *Case Studies and Theory Development in the Social Sciences*, Cambridge : MIT Press, 331p.

George, Alexander L. et Timothy J. McKeown. 1985. «Case Studies and Theories of Organizational Decision Making». In *Advances in Information Processing in Organizations*, sous la dir. de Robert Coulam et Richard Smith, p.21-57. Greenwich : JAI Press.

Gerring, John. 2004. «What Is a Case Study and What Is It Good For ?», *American Political Science Review*, vol. 98, no 2 (mai), p.341-354.

Gerson, Michael. 2009. «U.S. Has Reasons to Hope for Afghanistan», *The Washington Post*, 4 septembre,
<http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/09/03/AR2009090302862.html>, consulté le 9 mars 2014.

Gilbert, Etienne. 2010. «Afghanistan/Pakistan : de redoutables engrenages», *Politique étrangère*, vol.1 (printemps), p.67-81.

Goldstein, Gordon M. 2009a. «What Obama Learned From My Book», *The Daily Beast* (10 décembre).
<http://www.thedailybeast.com/articles/2009/12/11/what-obama-learned-from-my-book.html>, consulté le 8 mars 2014.

Goldstein, Gordon M. 2009b. *Lessons in Disaster. McGeorge Bundy and the Path to War in Vietnam*, New York : Times Books, 318p.

Gray, Colin S. 2006. «Irregular Enemies and the Essence of Strategy : Can the American Way of War Adapt ?», *Strategic Studies Institute*, U.S. Army War College, 64p.

Greenstein, Fred I. 2011. «Barack Obama: The Man and His Presidency at the Midterm», *Political Science and Politics*, vol. 44, no 1 (janvier), p.7-11.

Harwood, John. 2009. «Obama Rejects Afghanistan-Vietnam Comparison», *The New York Times* (15 septembre),
http://www.nytimes.com/2009/09/15/world/asia/15policy.html?_r=0&adxnnl=1&adxnnlx=1417287816-yagK2nv3MdGAqF3LPujH4Q, consulté le 9 septembre 2013.

Hastings, Michael. 2010. «The Runaway General. The Rolling Stone profile of Stanley McChrystal That Changed History», *Rolling Stone Magazine* (22 juin).
<http://www.rollingstone.com/politics/news/the-runaway-general-20100622>, consulté le 8 mars 2014.

Hastings, Michael. 2012. *The Operator. The Wild and Terrifying Inside Story of America's War In Afghanistan*, Blue Rider Press, New York : Penguin Group Publisher, 417p.

Hermann, Margaret G. 2003. «Assessing Leadership Style. Traits Analysis» In *The Psychological Assessment of Political Leaders. Saddam Hussein and Bill Clinton*, sous la dir. de Jerrold M. Post, p.178-214, Ann Arbor : University of Michigan Press.

Holder, R. Ward. 2012. «The Optimist and the Realist». In *The Obama Presidency. An Early Assessment*, sous la dir. de Robert P. Watson, Jack Covarrubias, Tom Lansford et Douglas M. Brattebo, p.51-65, Albany : State University of New York Press.

De Hoop Scheffer, Alexandra. 2012. «Obama et la guerre». In *Le bilan d'Obama*, sous la dir. de Olivier Richomme et Vincent Michelot, p.29-61, Paris : Presses de Sciences Po.

Huntington, Samuel. 1957. «Military Institutions and the State : Theoretical and Historical Perspectives». Chap in *The Soldier And the State. The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, p.1-142. Vintage Books, New York : Caravelle Editions.

Huntington, Samuel et Andrew J. Goodpaster. 1977. *Civil-Military Relations*, Washington : American Enterprise Institute for Public Policy Research, 84p.

Ignatius, David. 2009. «A Middle Way on Afghanistan ?», *The Washington Post*, 2 septembre,

<http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/09/01/AR2009090103429.html>, consulté le 9 mars 2014.

Indyk, Martin S., Kenneth G. Lieberthal et Michael E. O'Hanlon. 2012. *Bending History. Barack Obama's Foreign Policy*, Washington : Brookings Institution Press, 342p.

Interagency Policy Group. 2009. «White Paper of the Interagency Policy Group's Report on U.S. Policy toward Afghanistan and Pakistan», *The White House* (mars), http://www.whitehouse.gov/assets/documents/AfghanistanPakistan_White_Paper.pdf, consulté le 10 mars 2014.

Ivie, Robert L. 2011. «Obama at West Point: A Study in Ambiguity of Purpose», *Rhetoric & Public Affairs*, vol. 14, no 4 (hiver), p.727-759.

Jervis, Robert. 1976. *Perception and Misperceptions in International Politics*, Princeton : Princeton University Press, 464p.

Joint Chiefs of Staff. 2009. *Joint Publication 3-26. Counterterrorism*. Washington : United States Government and US Army Publication, 125p.

Kilcullen, David. 2007. «Counter-Insurgency Redux». *Survival*, vol. 48, no 4 (août-septembre), p.111-130.

Kohn, Richard H. 2008. «Coming Soon : A Crisis in Civil-Military Relations», *World Affairs*, vol. 170, no 3 (hiver), p.69-80.

Korb, Lawrence J. et Alexander H. Rothman. 2011. «Reclaiming and Rebuilding American Power». In *Obama in Office*, sous la dir. de James A. Thurber, p.269-280, Boulder : Paradigm Publishers.

Livingston, Ian S. et Michael O'Hanlon. 2012. «Afghanistan Index», *Brookings Institution* (30 septembre), 38p.

Lizza, Ryan. 2011. «The Consequentialist. How the Arab Spring Remade Obama's Foreign Policy», *The New Yorker* (2 mai).

Kaplan, Fred. 2013. *The Insurgents. David Petraeus and the Plot to Change the American Way of War*, New York : Simon and Schuster, 418p.

Kohn, Richard H. 2002. «The Erosion Of the Civilian Control Of the Military In the United States Today». *Naval War College Review*, vol. 55, no 3 (été), p.9-39.

Kohn, Richard H. et Richard B. Myers. 2007. «Salute and Disobey ?», *Foreign Affairs*, vol. 86, no 5 (septembre/octobre), p147-156.

Lacquement, Richard A. 2010. «In the Army Now», *The American Interest*, vol. 6, no 1 (septembre/octobre), p.27-31.

Mann, James. 2012. *The Obamians. The Struggle Inside the White House to Redefine American Power*, New York : Viking Penguin, 392p.

McChrystal, Stanley. 2013. *My Share of the Task. A Memoir*, New York : Penguin Books, 464p.

Milburn, Andrew. 2010. «Breaking Ranks : Dissent and the Military Professionnal», *Joint Forces Quarterly*, vol. 59, no 4, p.101-107.

Mintz, Alex et Karl DeRouen. 2010. *Understanding Foreign Policy Decision Making*, Cambridge : Cambridge University Press, 224p.

Mitchell, David. 2005. «Centralizing Advisory Systems: Presidential Influence and the U.S. Foreign Policy Decision Making», *Foreign Policy Analysis*, vol. 1, no 2 (juillet), p.181-206.

Mitchell, David. 2010. «Does Context Matter? Advisory Systems and the Management of the Foreign Policy Decision-Making Process», *Presidential Studies Quarterly*, vol. 40, no 4 (décembre), p.631-659.

Moten, Matthew. 2009. «A Broken Dialogue. Rumsfeld, Shinseki, and Civil-Military Tension» In *American Civil-Military Relations: The Soldier and The State in A New Era*, sous la dir. de Susan C. Nielsen et Don M. Snider, p.42-71. Baltimore : John Hopkins University Press.

Mull, Josh. 2010. «McChrystal's Revenge : Everyone Hates Karl Eikenberry», *Huffington Post* (24 juin), http://www.huffingtonpost.com/josh-mull/mcchrystals-revengeevery_b_624702.html, consulté le 8 mars 2014.

Nasr, Vali. 2013. *The Dispensable Nation : American Foreign Policy in Retreat*, New York : Doubleday, 320p.

New America Foundation. 2014. «Drone Wars Pakistan : Analysis», *New America Foundation* (30 octobre), <http://securitydata.newamerica.net/drones/pakistan/analysis>, consulté le 3 novembre 2014.

Newmann, William. 2003. «An Evolutive Model of National Security Decision Making». Chap. in *Managing National Security Policy : The President and the Process*, p.17-47. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.

Obama, Barack. 2008. *Les rêves de mon père. L'histoire d'un héritage en noir et blanc*, Paris : Presses de la cité, 454p.

Renshon, Stanley A. 2011. «Redemption, Fairness, and the Politics of Transformation in the Obama Presidency», *Political Psychology*, vol. 32, no 6, p.1035-1057).

Obama, Barack. 2009. «Remarks on United States Military and Diplomatic Strategies for Afpak», *GPO Access*, 27 mars, www.gpoaccess.gov/presdocs/2009/DCPD-200900196.htm, consulté le décembre 2013.

Obama, Barack. 2010. «Statement by the President in the Rose Garden», Washington: Office of the Press Secretary (23 juin), <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/statement-president-rose-garden>, consulté le 8 mars 2014.

Obama, Barack. 2011. «Remarks by the President on the Way Forward in Afghanistan», *The White House*, Office of the Press Secretary (22 juin), <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/06/22/remarks-president-way-forward-afghanistan>, consulté le 3 décembre 2013.

Owens, Mackubin Thomas. 2011. *US Civil-Military Relations After 9/11. Renegotiating the Civil-Military Bargain*, New York : Continuum International Publishing Group, 211p.

Owens, Mackubin Thomas. 2012. «What Military Officers Need to Know About Civil-Military Relations», *Naval War College Review*, vol. 65, no 2 (printemps), p.67-87.

Pfiffner, James P. 2011. «Decision Making in the Obama White House», *Presidential Studies Quarterly*, vol. 41, no 2 (juin), p.244-262.

Preston, Thomas. 2001. «Presidential Personality and Leadership Style». Chap. in *The President and His Inner Circle. Leadership Style and the Advisory Process in Foreign Affairs*, p.5- 31. New York : Columbia University Press.

Preston *et al.* 2010. *Introduction to Political Psychology*, 2^e édition, New York : Psychological Press, 402p.

Record, Jeffrey. 2007. «Back to the Weinberger-Powell Doctrine ?», *Strategic Studies Quarterly*, vol. 1, no 1, p.79-95.

Renshon, Jonathan. 2008. «Stability and Change in Beliefs System : The Operational Code of G.W. Bush», *Journal of Conflict Resolution*, vol. 52, no 6 (décembre), p.820-849.

Renshon, Stanley A. 1998. «Toward a Framework for Analyzing Presidential Performance : Some Observations on a Theory of Character». Chap. in *The Psychological Assessment of Presidential Candidates*, Renshon S.A., p.179-204, New York: Routledge.

Renshon, Stanley A. 2003. «Psychoanalytic Assessments of Character and Performance in Presidents and Candidates : Some Observations on Theory and Method» In *The Psychological Assessment of Political Leaders. Saddam Hussein and Bill Clinton*, sous la dir. de Jerrold M. Post, p.105-136, Ann Arbor : University of Michigan Press.

Renshon, Stanley. 2011a. *Barack Obama and the Politics of Redemption*, New York : Routledge, 408p.

Renshon, Stanley. 2011b. «Redemption, Fairness, and the Politics of Transformation in the Obama Presidency», *Political Psychology*, vol. 32, no 6, p.1035-1057.

Ricks, Thomas E. 2012. *The Generals. American Military Command from World War II to Today*, New York : The Penguin Press, 558 p.

Rothkopf, David. 2014. «National Insecurity. Can Obama's Foreign Policy Be Saved ?», *Foreign Policy*, no 208 (septembre-octobre), p.44-51.

Rotmann, Philipp, David Tohn et Jaron Wharton. 2009. «Learning Under Fire : Progress and Dissent in the US Military». *Survival*, vol. 51, no 4 (août-septembre), p.31-48.

Sanger, David E. 2012. «Afghanistan and Pakistan: The Curse of Unfinished Business». Chap. in *Confront and Conceal. Obama's Secret Wars and Surprising Use of American Power*, p.3-140. New York : Crown Publishers.

Schadlow, Nadia et Richard A. Lacquement. 2009. «Winning Wars, Not Just Battles. Expanding the Military Profession to Incorporate Stability Operations» In *American Civil-Military Relations: The Soldier and The State in A New Era*, sous la dir. de Susan C. Nielsen et Don M. Snider, p.112-132. Baltimore : John Hopkins University Press.

Schlesinger, Arthur. 1976. *La présidence impériale*, Paris : Presses universitaires de France, 568p.

Schmitt, Erik et Tom Shanker. 2009. «General Calls for More U.S. Troops to Avoid Afghan Failure», *The New York Times*, 20 septembre, <http://www.nytimes.com/2009/09/21/world/asia/21afghan.html?module=Search&mbReward=relbias%3Ar%2C%7B%22%22%3A%22RI%3A13%22%7D>, consulté le 11 mars 2014.

Shapiro, Michael J. et G. Matthew Bonham, 1973. «Cognitive Process and Foreign Policy Decision-Making», *International Studies Quarterly*, vol. 17, no 2 (juin), p.147-174.

Singer, Peter. 2010. «Advanced Warfare : How We Might Fight With Robots». Chap. in *Wired For War. The Robotics Revolution And Conflict In the 21st Century*, p.205-236. London : Penguin Books.

Spear, Joanna. 2010. «Counterinsurgency». In *Security Studies. An Introduction*, sous la dir. de Paul D. Williams, p.389-406, New York : Routledge.

Struye de Swielande, Tanguy. 2012. «Théories cognitives de la formulation de la politique étrangère. L'influence de la perception et de la cognition». In *Théories de la politique étrangère américaine. Auteurs, concepts, approches*, sous la dir. de Charles-Philippe David, p.400-434. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

The White House. 2010. «National Security Strategy Statement», *The White House* (mai), http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/rss_viewer/national_security_strategy.pdf, consulté le 9 mars 2014.

The White House. 2010. «Overview of the Afghanistan and Pakistan Annual Review», *Office of the Press Secretary* (16 décembre), <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/12/16/overview-afghanistan-and-pakistan-annual-review>, consulté le 8 septembre 2013.

Vaïsse, Justin. 2012. *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*, Paris : Odile Jacob, 282p.

Vandal, Gilles. 2012. *L'Afghanistan : la guerre d'Obama*, Outremont : Athéna, 262p.

Vandal, Gilles. 2011. «L'Afghanistan comme guerre de nécessité». Chap. in *La doctrine Obama. Fondements et aboutissements*, p.141-164. Enjeux contemporains,

Québec : Presses de l'Université du Québec.

Wayne, Stephen J. 2011. «Presidential Character and Judgment: Obama's Afghanistan and Health Care Decisions», *Presidential Studies Quarterly*, vol. 41, no 2 (juin), p.291–306.

Wayne, Stephen J. 2012. *Personality and Politics. Obama For and Against Himself*, Washington : CQ Press, 159p.

Winter, David G. 2011. «Philosopher-King or Polarizing Politician? A Personality Profile of Barack Obama», *Political Psychology*, vol. 32, no 6, p.1059-1081.

Woodward, Bob. 2009. «McChrystal : More Forces or 'Mission Failure'», *The Washington Post*, 21 septembre 2009,
<http://www.washingtonpost.com/wpdyn/content/article/2009/09/20/AR2009092002920.html>, consulté le 9 mars 2014.

Woodward, Bob. 2011. *Obama's Wars*, New York : Simon and Schuster, 441p.

Zegart, Amy. 1999. *Flawed By Design. The Evolution of the CIA, JSC, and NSC*, Stanford: Stanford University Press, 336p.